

THESES & MASTERS



*L'économie paysanne albanaise
et la transistion vers l'économie
de marché : difficultés et perspectives
(réflexions sur la région de Dévolle)*

Master of Science du CIHEAM-IAMM, n°30

Ridvan BODE

1995

Série Thèses et Masters

Ce Master est le 30^e numéro de la série *Thèses et Masters* de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (voir liste en fin de volume).

Cette collection réunit les thèses *Master of Science* du CIHEAM-IAMM ayant obtenu la mention "*Publication*", ainsi que les travaux doctoraux réalisés dans le cadre des activités scientifiques et pédagogiques de l'Institut et de ses enseignants-chercheurs.

La thèse *Master of Science* du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes :

L'économie paysanne albanaise et la transision vers l'économie de marché : difficultés et perspectives (réflexions sur la région de Dévolle)

a été soutenue par **Ridan BODE** en novembre 1994 devant le jury suivant :

M. J.M. BOUSSARD,	Directeur de recherche, INRA, Paris	Président
M. A. CIVICI,	Enseignant-chercheur, Université Agricole, Tirana (Albanie)	Membre
M. P. COULOMB,	Professeur associé à l'IAMM, directeur de recherche, INRA, Montpellier	Membre
Mme F. JACQUET,	Enseignant-Chercheur, CIHEAM-IAM, Montpellier	Membre

Le travail de recherche a été encadré par Mme **F. JACQUET**.

Le texte a été mis en forme pour cette publication par **M.-C. TIGOULET** pour le Bureau des Publications de l'Institut de Montpellier.

CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen
de Montpellier

Directeur : Roland PEREZ

3191, route de Mende - B.P. 5056
34033 Montpellier Cédex 1 - France
Tél. 67 04 60 00 Télex 480 783 F
Fax : 67.54.25.27

*L'économie paysanne albanaise
et la transistion vers l'économie de
marché : difficultés et perspectives
(Réflexions sur la région de Dévolle)*

*Master of Science du CIHEAM-IAMM
(soutenu en novembre 1994)*

Ridvan **BODE**

CIHEAM/IAMM
collection *Thèses et Masters* n°30

1995

L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

Ces opinions n'engagent que leur auteur.

BODE (Ridvan) .- L'économie paysanne albanaise et la transistion vers l'économie de marché : difficultés et perspectives (réflexions sur la région de Dévolle) .- Montpellier : CIHEAM/IAMM, 1995.- 95 p.- (Thèse Master of Science, IAMM, 1994, Collection *Thèses et Masters*, n°30).

Sommaire

Introduction.....	1
<i>Première partie . Réforme économique de grande envergure</i>	
Chapitre I. La transistion albanaise : de l'isolement à la réforme.	3
I. De la "thérapie de choc".....	5
II. ...à "l'économie des marchés".	6
III. Les composantes de la réforme.....	7
1. La libéralisation économique.....	7
2. La stabilisation économique.....	8
3. La privatisation.....	8
IV. Le choix politique et les partenaires privilégiés.....	9
1. Communauté européenne et F.M.I.....	9
2. Italie et autres états européens.....	9
Chapitre II. Réforme radicale dans l'agriculture.....	11
I. Réformes foncières.....	11
1. La loi sur la terre.....	11
2. Restitution et indemnisation des biens fonciers, nationalisés, aux ex-proprétaires.....	12
II. La politique agricole au cours de la transition.....	12
1. A court terme.....	12
2. A moyen terme.....	13
III. Difficultés récentes : point de départ pour notre recherche.....	13
1. Les premiers pas de la transition et leurs difficultés.....	13
2. Questions de notre travail de recherche.....	14
<i>Deuxième partie : Identification des caractéristiques de l'économie paysanne albanaise</i>	
Chapitre I. Constats sur la région d'étude.....	21
1. Dévolle - terrain de notre recherche.....	21
1. Pourquoi choisir la région de Dévolle ?.....	21
2. Aspects géographiques et climatiques.....	21
3. L'organisation administrative.....	22
4. L'agriculture et les autres activités économiques.....	22
II. Caractérisation structurelle de l'économie paysanne dans la région.....	23
1. Structure foncière et mode de faire-valoir.....	24
2. Caractère familial et structure de la main-d'oeuvre.....	24
III. Les revenus des exploitations paysannes dans la région de Dévolle.....	27
1. Le revenu paysan : la notion économique de notre analyse.....	27
2. Nature du revenu dans le foyer paysan.....	28
3. Les facteurs déterminants de revenu paysan.....	29
Chapitre II. Analyse du fonctionnement économique des exploitations paysannes.....	31
I. Rôle de la main-d'oeuvre dans l'activité économique de la famille paysanne.....	31
1. Détermination des disponibilités de travail dans l'exploitation.....	31
2. Intensité et productivité du travail agricole.....	32
II. Production agricole et utilisation des facteurs de production agricole.....	38
1. Choix du système de culture.....	38
2. L'élevage et sa place dans le système de production.....	41
3. Utilisation des capitaux et des techniques culturales.....	42
III. Les exploitations et leurs relations aux marchés.....	45
1. Le degré de commercialisation des exploitations.(une agriculture de subsistance).....	45
2. La subsistance agricole et l'objectif d'autosuffisance alimentaire au niveau du pays.....	46
IV. Pluriactivité du ménage agricole.....	47
1. L'agriculture à temps partiel et son importance croissante.....	47
2. Répartition et nature des activités extérieures.....	47
3. Travail hors d'exploitation, un problème ou une ressource?.....	48
Conclusion de la deuxième partie.....	49

<i>Troisième partie : Essais de modélisations et de simulations de l'agriculture régionale dans une prospective de développement</i>	
Chapitre I. Modélisation des exploitations régionales.....	55
I. Pourquoi des modèles de programmation linéaire?	55
II. Construction des modèles de programmation linéaire.....	55
1. Le comportement de l'agriculteur dans notre fonction objectif.....	56
2. Les paramètres techniques.....	56
3. Les contraintes de l'activité économique paysanne.....	58
4. Remarques sur la récursivité des modèles et le logiciel en disposition.....	59
III. Résultats et validité de modélisation.....	59
Chapitre II. Simulations et scénarios pour un autre mode de fonctionnement agraire.....	61
I. Pour une agriculture orientée vers des marchés au risque limité.....	61
II. Une politique de structure visant la mise en oeuvre des exploitations de dimensions optimales.....	62
1. En quoi consiste une exploitation paysanne de dimensions optimales.....	64
2. Que montrent les résultats de la simulation?.....	65
III. Pour un autre mode de fonctionnement du foncier.....	67
1. Le loyer de terre dans l'exploitation paysanne.....	67
2. Quel est le prix des terres sur le marché foncier?.....	70
IV. Des exploitations de subsistance aux exploitations artisanales largement commercialisées.....	71
V. Conditions qui doivent être réunies pour une intégration rapide de l'agriculture paysanne albanaise dans l'économie de marché.(conclusions de la troisième partie).....	72
1. Quels sont les obstacles à franchir pour une mutation progressiste rapide de l'agriculture?	73
2. Impacts psychologiques d'un changement radical rapide.....	74
3. Erreurs ou contraintes dans cette politique agricole vague?	74
4. Pour une nouvelle dimension dans l'approche coopérative de l'agriculture albanaise.....	75
Conclusion générale.....	77
Annexes.....	79
Bibliographie.....	91
Table des matières.....	93

Introduction

Il y a quatre ans, l'Albanie s'est engagée dans un changement radical de son système politique et économique, lequel implique une réflexion en profondeur des orientations de la politique économique. Les changements ont débuté par l'agriculture, principal secteur productif de l'économie nationale et ressource de vie pour plus que 60 pour cent de la population albanaise.

Le remplacement soudain et spontané du système économique précédent, entré les dernières années dans une crise profonde sans issue, s'accompagna d'une destruction de toutes les infrastructures liées à l'agriculture. Aux difficultés économiques de transition, s'ajoute une certaine crise et un manque de clarification d'objectifs et d'approches à suivre, démantelant immédiatement toute forme d'organisation économique précédente et considérant comme capitaliste et moderne toutes les unités économiques reposant sur la propriété privée. Dans cette logique restent les considérations sur le système agraire, sortie de la dernière réforme foncière, qui le traitent comme un système d'économie marchande, sans tenir compte de ses caractéristiques spécifiques socio-économiques.

En réalité, par cette réforme radicale, il n'y eut en agriculture que le retour du système féodal des minifundias, disparu prématurément et par la force avec le système communiste, dans les nouvelles conditions économiques et politiques de cette fin de siècle. L'éloignement de cette réalité et l'adaptation d'une politique de transformation spontanée vers une agriculture de marché, en considérant la privatisation des terres et des moyens de production comme la condition suffisante de cette transformation, auront de graves conséquences pour le destin de cette réforme et l'avenir de l'économie nationale.

Le sujet de notre recherche porte justement sur l'identification des caractéristiques et des conditions actuelles de l'agriculture paysanne albanaise ainsi que leurs possibilités et leur prédisposition pour s'intégrer dans un développement rapide à court terme. Le caractère de cette analyse est statique, basée sur les résultats et les observations faites ces deux ou trois ans de l'existence des exploitations agricoles, après la privatisation. Elle tient compte de la région de Dévolle, mais grâce à ses caractéristiques représentatives pour l'agriculture au niveau national, nous avons élargi nos réflexions sur ce cas pour tirer des conclusions intéressant la politique agricole en général. Cette analyse comporte aussi des éléments économiques, sociaux et politiques, indispensables pour la cohérence et la pertinence des conclusions tirées.

Nous croyons que l'impossibilité actuelle pour mener une analyse dynamique et comparative (courte période d'existence des exploitations familiales et manque de données suffisantes), est compensée dans une bonne mesure par l'accroissement de la méthodologie : nous avons complété l'analyse statique par la modélisation économique mathématique de la programmation linéaire.

Sur le plan théorique, nous avons emprunté de la théorie de Tchayanov le mécanisme Travail/Consommation, indispensable à l'explication du fonctionnement technico-économique des exploitations paysannes. Pour évaluer les tendances évolutives de ces exploitations face aux changements possibles des conditions de l'environnement socio-économique, nous avons utilisé des modèles de simulation économique mathématique de programmation linéaire, récursifs sur quatre ans.

L'Albanie en bref...

Positionnement géographique

L'Albanie fait partie du continent européen. Elle a une superficie de 28.7 mille km², dont 7 mille de surface agricole utile (SAU).

L'Albanie se trouve à l'Ouest de la Péninsule des Balkans, placée entre 39°60' et 42°30' de latitude nord, baignée des mers Adriatique et Ionienne. Elle est limitée au sud et sud-est par la Grèce, à l'est par la Macédoine et la Serbie (Kosovo), au nord par Monténégro. Au total, la ligne frontière comprend 1 094 km, dont 316 km de côtes.

Population et structure administrative

En 1990, l'Albanie comptait une population de 3.4 millions d'habitants, dont 64% était rurale. Le taux de croissance annuelle est de 1.24% et la scolarité de 85% de la population.

La République de l'Albanie est organisée en 36 districts, en 315 communes et 43 municipalités. La capitale du pays est Tirana, avec 250 mille habitants (la plus grande ville d'Albanie). Les autres grandes villes sont Durrës, Elbasan et Shkodra qui ont de 80 à 83 mille habitants ; Vlora et Korça comptent 72 et 64 mille habitants respectivement. Au total, l'Albanie compte 2 848 villages et 67 villes.

Régime politique

L'Albanie est une république depuis 1945. Pendant la période 1945-1990, le pays a subi un régime communiste très sévère. Depuis 1991, le pluralisme politique est institutionnalisé et s'efforce d'instaurer un régime démocratique du type occidental.

Le climat et le relief

Le territoire de l'Albanie se trouve situé dans le domaine climatique méditerranéen. L'influence des mers à l'ouest et des montagnes à l'est, lui confère un climat très varié. On distingue quatre sous-zones climatiques :

- La zone littorale du sud, qui est la zone la plus favorable du pays pour l'agriculture, a des températures moyennes maximales de 26°C (juillet) et minimales de 10°C (janvier), des précipitations annuelles entre 800-1300 mm dont seulement 12 % ont lieu entre juin et septembre.
- La zone littorale centrale et du nord a une altitude de 180 m, des températures moyennes entre 8 et 24 °C et des précipitations qui vont jusqu'à 2 000 mm.
- La zone des collines allongée du sud au nord du pays jusqu'à 800 m d'altitude a des températures moyennes de 3 à 20 °C et des précipitations de 800 mm.
- La zone des montagnes au-delà de 800 m d'altitude est riche en précipitations (à peu près 3000 mm par an), mais des températures et un relief défavorables pour l'agriculture. L'altitude moyenne est de 708 m soit deux fois supérieure à celle du continent européen.

Principaux chiffres (1990)

- PIB par habitant : 600 \$ USA,
- Part de l'agriculture dans la production sociale : 25.1%,
- Part de l'agriculture dans le revenu national : 35.9%,
- Part de la population active agricole dans la population active totale : 50%,
- Cultures principales :
 - Céréales (environ 35-40 % de la SAU),
 - Fourrages (environ 30% de la SAU),
 - Légumes, pommes de terre (10-11% de SAU).

Première partie

Réforme économique de grande envergure

Chapitre I

La transition albanaise : de l'isolement à la réforme

Au cours des trois dernières années, l'Albanie a abandonné son système économique autarcique (planification centralisée et autosuffisance) fondé sur la propriété étatique et le contrôle centralisé des productions et des prix, tentant d'instaurer une économie de marché, à l'image de celles qui ont apporté la prospérité à l'Europe de l'Ouest de l'après-guerre. Mais comment accomplir une transformation si radicale? Quelle peut être la transition pour l'Albanie?

I. De la "thérapie de choc"...

Durant les campagnes électorales (mars 1991 et mars 1992), les nouvelles forces politiques, surtout le Parti Démocratique (remportant les dernières élections), ont proclamé la nécessité de s'acheminer vers l'économie de marché par "la thérapie de choc", alors que d'autres partis auraient été pour une approche plus graduelle ainsi que pour le maintien d'un système d'économie mixte. La nécessité de réformes rapides en Albanie peut se justifier ainsi :

*- *La "nomenclature"*, comme l'écrasante majorité de la bureaucratie, faute de moyens pour se convertir rapidement aux avantages de l'économie de marché, en raison de l'extrême gravité de la situation, constituait *une force de blocage* et d'inertie face aux réformes.

*- *L'introduction graduelle* des mesures d'une économie libérale dans une économie entièrement étatisée (le secteur étatique et les coopératives d'état représentaient presque 95% du PIB), pouvait accroître *les sentiments d'incertitude et d'incohérence* et, par voie de conséquence naturelle, la résistance politique aux changements. Une méthode brutale, au contraire, clarifie immédiatement les orientations du système économique naissant.

*- *La situation de l'économie albanaise* en 1990-1991 était une véritable *mesure d'échec*. La crise économique devenue trop aiguë pour permettre un passage graduel, allait donc s'aggraver à mesure que la situation politique et sociale devenait plus tendue. A compter de mi-décembre 1990, le pays connut une quasi-paralysie de ses activités économiques. Pour échapper à la situation de famine, le gouvernement albanais a fait appel pour la première fois à l'aide alimentaire. Au niveau de la balance des paiements, on pouvait constater un épuisement des réserves en devises étrangères, un accroissement vertigineux de la dette extérieure et des arriérés de paiement (en 1991, la dette extérieure équivalait à 30% du PIB).

*- *La libéralisation des prix* était le premier pas de la réforme commencée. Comment pouvait-elle *réussir* alors que la plupart des productions industrielles étaient aux mains de quelques monopoles étatiques? Toute tentative pour un maintien du contrôle des prix était vaine (commerce clandestin et augmentation consécutive des prix, 5 voire 10 fois pendant l'année 1991). D'autre part, le libre-échange et la disponibilité corollaire des biens étrangers à des prix raisonnables apparurent comme une voie plus rapide et efficace pour équilibrer les prix.

*- Compte tenu des *caractéristiques du communisme albanais*, qui restera dans l'histoire des idées politiques comme le premier laboratoire du communisme pur et dur de l'Europe, où l'étatisation et la collectivisation avaient été appliquées quarante années durant avec une rigueur et un dogmatisme jamais atténués et responsable d'un approvisionnement alimentaire insatisfaisant, voire alarmant, les Albanais ont manifesté avec force leurs désirs d'abandonner toute forme d'économie socialiste, devenue récemment synonyme de gaspillages et de vols.

Ainsi, pour le gouvernement démocratique, venu au pouvoir après l'élection de mars 1992, il n'y avait qu'une seule alternative : privatiser le plus rapidement possible (Voir le calendrier de la réforme Annexe I.1).

D'autres *conditions* devraient permettre *d'atténuer les conséquences négatives* de ce choix. Le pays dispose d'un certain nombre d'atouts (situation géographique, richesses en matières premières) qui peuvent lui

permettre, du moins dans certains secteurs, de se redresser plus rapidement que prévu. La petite taille du pays, de la même manière qu'elle avait favorisé la mise en place d'un socialisme pur et dur, jouait en faveur d'une remise en ordre plus rapide de l'économie. (D'après le rapport du F.M.I., pour l'année 1993, l'Albanie reste en tête des pays de l'Est pour le taux de croissance économique). L'existence ces trois dernières années d'une émigration, importante pour la taille du pays, a permis non seulement le maintien des conditions de vie, mais en plus leur amélioration rapide.

II. ...à "l'économie de marché"

L'introduction rapide des mesures économiques de "la thérapie de choc" dans une économie entièrement étatique en déclin alourdit très vite la situation économique de la population. La série des réformes mises en oeuvre par le gouvernement, conformes aux engagements pris avec le F.M.I., et dont certaines se sont avérées particulièrement "douloureuses", ont sensibilisé l'opinion interne sur leurs conséquences. La libéralisation totale des prix, la restructuration des salaires, la suspension de l'indemnité de 80% sur leur salaire qui revenait aux chômeurs "techniques" (qui, depuis 1990, pesait sur le Trésor public), le droit cédé aux autorités des entreprises pour diminuer le nombre des employés pendant la restructuration des entreprises etc., ont aggravé la situation économique surtout dans les villes. L'émigration avec l'exode (légal et illégal) de 250-300 mille personnes, surtout vers la Grèce et l'Italie, a rendu moins explosif les risques posés par un chômage croissant.

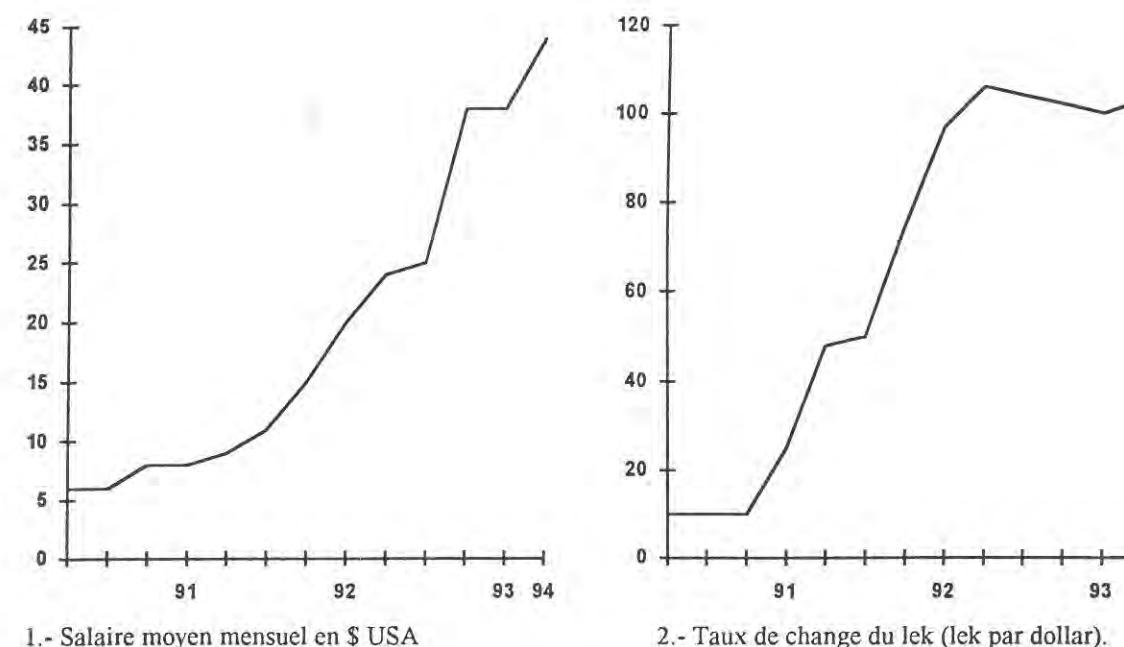
Face à cette situation et à l'augmentation de l'impatience populaire pour les réformes, les autorités du pays ont mis en oeuvre les dimensions sociales des réformes commencées. Un ensemble de lois sur "l'assistance sociale aux personnes ayant perdu leur poste de travail à la suite de la mise en oeuvre de la réforme économique" et sur "le soutien social et l'aide économique", s'adresse aux membres de la société les plus touchés par les réformes. En effet, le Gouvernement a contribué directement à aggraver la situation en épurant l'administration publique, réduisant ses effectifs de plus de 200 mille personnes. Mais, grâce à l'attribution aux anciens employés agricoles de l'Etat (plus de 130 mille) des lots obtenus à la suite du démembrement de ces fermes, de la reprise de l'emploi dans le secteur industriel (près de 30 mille unités de plus en 1993), et grâce aux 100-150 mille nouveaux postes qui semblent avoir été créés par 50 mille entreprises privées, le nombre des chômeurs enregistrés officiellement est passé de 430 mille en mai 1993 à moins de 300 mille au cours de la seconde moitié de l'année.

En outre, on compte à peu près 70 mille familles, soit un total d'environ 300 mille personnes, vivant dans des situations particulièrement difficiles et bénéficiant d'une assistance économique (les dépenses budgétaires pour le soutien social représentant 12.5% du PIB).

La suppression du blocage des salaires dans les entreprises publiques et privées et leur augmentation dans l'administration publique, ont amélioré un peu le niveau de vie, qui a été maintenu grâce aux envois d'argent des émigrés (soit près de 500 millions de dollars par an, d'après les évaluations actuelles, tandis que l'épargne "cachée" de la population à la fin 1992 était estimée à un milliard de dollars environ).

Comme le montrent les graphiques de la figure 1, l'augmentation des salaires, grâce aux entrées de devises de l'extérieur, n'a pas conduit à la dévaluation de la monnaie albanaise.

Figure 1. La dynamique du salaire moyen et du taux de change du lek



III. Les composantes de la réforme

La transformation économique de l'Albanie repose actuellement sur deux aspects principaux :

- *les réformes* qui convertissent une économie planifiée en une économie de marché ;
- *la restructuration totale* de l'économie vers une économie développée.

Les réformes doivent finir en 4-5 ans, tandis que la restructuration, au contraire, durera nécessairement plus d'une décennie : il faudra du temps pour que les investisseurs reconstruisent l'économie en fonction des indications du marché.

A l'échelon macro-économique, l'Albanie tentera, avec cette réforme, de retrouver la maîtrise de son budget et de se doter d'un régime de taux de change conforme aux lois du marché et d'une politique financière et salariale rigoureuse. La suppression des subventions aux entreprises, la fermeture des entreprises insolubles, la diminution systématique des dettes exigibles, la constitution du régime d'impôts et de taxes, l'incitation de la convertibilité de la monnaie, l'augmentation des salaires du secteur public en accord avec la production etc., seront les outils de cette politique.

Au niveau micro-économique, l'objectif reste la création d'un cadre juridique et d'autres facilités fiscales pour donner naissance aux petites entreprises et aux sociétés de capitaux mixtes. Il doit aussi porter remède au manque de discipline financière dont souffre la gestion des entreprises, aux rigidités du marché de travail et à la faiblesse de la concurrence des activités privées.

Dans le *secteur extérieur*, les premières mesures entreprises ont eu pour objectif de supprimer les obstacles juridiques aux crédits et investissements étrangers, de libéraliser le commerce extérieur et d'assouplir les restrictions de change (arriéré de paiement des dettes).

Trois types majeurs de mesures dominent le paysage politique d'aujourd'hui : libéralisation, stabilisation et privatisation.

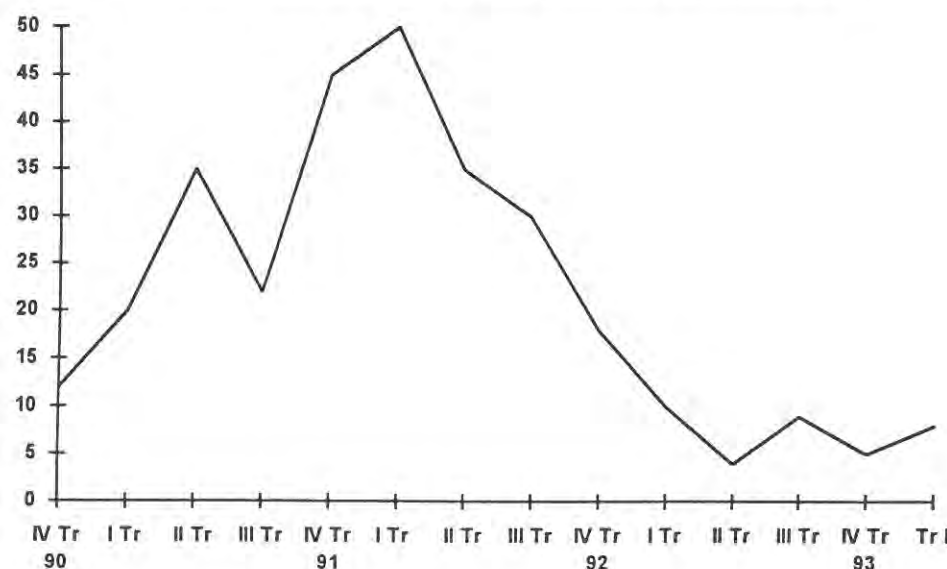
1. La libéralisation économique

Elle se fit pendant 1991-1992 et avait pour objectif l'introduction de la concurrence économique et la création d'un cadre légal à la propriété et aux firmes privées.

2. La stabilisation économique (1)

Elle entretient un climat dans lequel des entreprises de toutes natures peuvent survivre et s'adapter aux conditions nouvelles de l'environnement socio-économique. Pendant le deuxième semestre de 1992, les autorités du pays ont lancé un programme global de stabilisation et de réformes structurelles que le F.M.I. appuie par un accord de confirmation annuelle. Le lancement de ce programme de stabilisation économique et de réformes structurelles et la nette libéralisation des prix et du régime de taux de change arrêta la chute libre de la production (en 1993, le PIB a augmenté de 12% par rapport à 1992) et ralentit sensiblement l'inflation, qui est passée de 15 à 16% par mois en 1992, à 2% en 1993. (Voir figure 2).

Figure 2. La dynamique du taux d'inflation (en % trimestriel)



3. La privatisation

Elle reste le problème le plus délicat de la réforme. D'après le programme du gouvernement, elle sera "un processus mené étape par étape, durant lequel l'Etat doit s'appuyer sur une base légale, financière et fiscale afin de garantir les intérêts publics et privés". Dans une première étape se fit la privatisation immédiate des petites et moyennes unités des secteurs de large consommation qui produisent en quantités importantes comme les artisanats, les commerces, les services et ateliers, qui étaient vendus aux employeurs. Les réformes ont progressé plus rapidement dans l'agriculture et le commerce des produits agricoles. En juillet 1991, ce fut la promulgation de "La loi sur la terre" : le démantèlement des ex-coopératives et la distribution gratuite des terres aux membres des coopératives commencèrent. Au milieu de 1992, presque 75% des terres étaient distribuées et à la fin 1993, on privatisa 90% des terres et on distribua presque 50% des certificats de propriété foncière aux nouveaux propriétaires. (2) (1)

Pendant le deuxième semestre 1992 et en 1993, les réformes se poursuivirent avec la privatisation des logements, et leur distribution aux locataires ; puis il y eut aussi la privatisation de quelques entreprises moyennes et la distribution des biens fonciers dans les zones urbaines.

La privatisation des entreprises du secteur public reste la question la plus aiguë de la réforme. Le programme économique prévoit des mesures à court et à moyen terme pour améliorer la compétitivité de ce secteur et son amoindrissement graduel parallèlement au renforcement du secteur privé.

A la fin 1991, la plupart des entreprises d'Etat dans le secteur industriel avaient fermé leurs portes ou travaillaient largement en dessous de leurs capacités. Afin d'accroître l'autonomie financière de ces entreprises,

1. Le maintien du statut juridique actuel pour les grandes entreprises pendant une période d'environ 3 ans avant d'être privatisées.

2. Source : Les statistiques de Ministère d'Agriculture.

L'Etat leur a confié la responsabilité de leurs investissements, portant de 10 à 90% la part des bénéfices destinés à être réinvestis. Elles ont aussi le droit d'organiser leur production et de déterminer leurs effectifs, leurs salaires et leurs prix de ventes. Les entreprises encourant des pertes deux années consécutives, seraient mises en faillite. Quant à la privatisation de ces entreprises, elle se fera à partir de l'année 1994 en recourant au système de l'actionnariat et en divisant les grandes entreprises en pièces d'après leur fonctionnement organique.

La stratégie de restructuration est "la reconstruction d'une économie concurrentielle et ouverte vers le marché mondial, essayant d'assurer dans une période à moyen terme, une balance de paiements équilibrée" (Programme du Gouvernement Démocratique).

IV. Le choix politique et les partenaires privilégiés

Malgré les nombreux points communs dans les programmes électoraux de principaux partis politiques, dans ce climat de turbulences, le destin des politiques de restructuration économique est incertain. Les spécialistes demandent des délais pour pouvoir mettre en oeuvre ces réformes, mais le temps est limité par une certaine impatience de la population et par l'aggravation de la lutte des forces politiques. En effet, la population prévoit de dures épreuves à court terme et les partis politiques sont animés d'un esprit de revanche. Les Albanais avaient espéré que la fin du communisme allait leur apporter à la fois de la prospérité économique et que l'économie du marché libre serait sans chômage et sans bas niveau de vie. Pourtant, un délai douloureux qui sépare l'institution de réformes et la prospérité économique a été observé dans presque tous les pays qui ont entrepris une transformation économique. "La rapidité de la traversée de cette 'vallée de larmes' dépend du courage politique et de l'acceptation par la population d'une série de mesures. Si l'on est inconstant ou indécis, on reste dans l'errance" (J. Sachs, mai 1991).

Mais le cas de l'Albanie est particulier, compte tenu des changements radicaux et de son développement économique, l'avancement des réformes demande une assistance financière de la communauté internationale. L'aide occidentale est une condition vitale pour la démocratie naissante et pour réaliser la transition. Seul l'Occident peut fournir les ressources nécessaires à la restructuration. L'Albanie veut devenir un partenaire actif de la communauté internationale à travers l'incitation des investissements étrangers et l'ouverture économique.

1. La Communauté Européenne et le F.M.I.

La politique albanaise d'aujourd'hui considère *la perspective européenne et la Communauté Européenne* comme la direction prioritaire de son intérêt. L'Albanie participe à l'Assemblée parlementaire et au Conseil de Coopération de l'Atlantique Nord et insiste pour participer à l'OTAN. La Communauté Européenne s'est avérée, directement et par le biais de certains de ses Etats membres, être le principal acteur en ce qui concerne les aides extérieures. L'Albanie est donc le banc d'essai pour la Communauté Européenne en ce qui concerne les aides de l'Est ; s'il n'y avait pas de résultats positifs, il n'y aurait aucun espoir de réussir sur une plus vaste échelle.

La Banque Mondiale et le F.M.I. ont lancé un programme d'aides et d'assistances techniques et surveillent le déroulement de la réforme. Mais l'existence des paiements arriérés de dettes extérieures empêche l'entrée des crédits.

2. L'Italie et les autres états européens

Malgré les espoirs d'une aide importante américaine, *l'Italie* vient largement en tête des partenaires comme bailleur de fonds occidentaux et pour l'aide humanitaire accordée. Les liens entre les deux pays sont nombreux et anciens. Son aide consiste à contribuer le plus efficacement possible au redressement de l'économie albanaise avec :

- l'octroi d'un crédit de 70 millions de dollars qui a financé principalement les importations albanaises, destinées pour l'essentiel à l'équipement d'unités alimentaires ;
- l'élaboration d'un plan de coopération économique sur trois ans qui prévoit un montant d'échanges de 800 millions de dollars ;
- l'investissement dans des projets à court et moyen terme d'un montant de 27 millions de dollars en 1992, 37 millions en 1993, 47 millions en 1994, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture, des télécommunications, du tourisme et du secteur énergétique ;

- la signature d'un accord pour la prospection et l'exploitation en coopération du pétrole et du gaz sur le littoral albanais ; etc.

Le seul pays occidental qui avait montré un intérêt pour la coopération avec l'Albanie durant les dernières années du régime communiste, c'était l'Allemagne. Pour l'année 1991, elle avait accordé 80 millions de DM pour améliorer le niveau de vie (envois de produits alimentaires, de médicaments etc.), ainsi qu'une aide technique de 16 millions de DM pour l'agriculture et l'industrie minière. L'Allemagne est la seule à signer avec l'Albanie un accord pour l'emploi de 500 Albanais par an durant un an et demi, puis 1000 dans trois ans, en Allemagne, séjours destinés à la qualification de la main-d'œuvre albanaise. De nombreux Albanais trouvent également à s'embaucher en dehors d'un cadre de coopération préétabli en Grèce avec laquelle l'Albanie, à cause du conflit balkanique actuel, n'a pas d'échanges dus.

D'autres pays et organismes internationaux ont montré de l'intérêt et participent au changement en Albanie par leurs projets et leurs investisseurs. De 1991 à 1993, l'Albanie a reçu, à différents titres, près de 900 millions d'ECUs d'aides extérieures (restant en tête de toute l'Europe de l'Est pour le montant de ces aides par habitant). L'aide extérieure à court et moyen terme sera la source principale d'investissement public en Albanie. Actuellement, elle récupère 300 millions dollars d'aides, de sources différentes (non urgentes) qui sont prévus jusqu'à 1996. Les investisseurs étrangers financeront des projets publics, dans certains secteurs où la rotation du capital est rapide, pour 10 millions de dollars en 1995 et 20 millions en 1996. Au total, 3/4 des financements publics jusqu'à 1996, soit 52 milliards de leks (520 millions de dollars), se feront grâce aux donateurs étrangers.

Au stade actuel, l'Albanie veut sortir de la phase des aides d'urgence pour passer à une coopération plus structurelle, visant à favoriser l'autosuffisance plutôt que la dépendance.

Chapitre II

Réforme radicale dans l'agriculture

La transition dans l'agriculture s'ouvrit par un débat sur la privatisation des terres, donc sur la propriété, ou plus exactement, sur les moyens juridiques à mettre en oeuvre pour la "décollectivisation" de l'agriculture dont les structures en 1990 étaient 100% socialisées. Le commencement de la réforme économique par l'agriculture n'était pas seulement un choix économique (l'agriculture a été et reste la branche principale), mais aussi un impératif social en faveur de 64% de la population totale.

I. Réformes foncières

A la veille de la réforme, la quasi-totalité des terres était pratiquement nationalisée. Les agriculteurs ne pouvaient utiliser à des fins de production personnelle qu'un petit arpent de terrain ne devant pas dépasser deux cents mètres carrés. Ils n'étaient que des salariés de fermes d'Etat ou de coopératives, auxquels n'était reconnu aucun intérêt au profit personnel dans la production. L'alourdissement de la crise économique et le commencement des mouvements démocratiques en décembre 1990 mirent en question l'existence des structures anciennes en agriculture. La réaction a été plus forte dans les coopératives, où le gouvernement communiste avait commencé une fausse réforme par laquelle il voulait redistribuer une partie des terres et des élevages aux coopérateurs pour l'usage familial afin de lutter contre la famine régnante dans les campagnes.

1. La loi sur la terre

Tentant d'éliminer une situation anarchique dans les coopératives, où la majorité des travaux d'infrastructure, des bâtiments collectifs etc., ont été victimes de pillage et de destruction, dans un climat politique peu stable, le gouvernement de coalition (coalition des cinq principaux partis en mai 1991), s'est empressé de proposer "La loi sur la terre", proclamé par le Parlement le 19 juillet 1991.

Cette loi prévoit :

- le démantèlement des coopératives existantes (70% de SAU) ;
- la distribution de la terre gratuitement et d'une manière égalitaire entre les membres des ex-coopératives avant le 31 Juillet 1991 ;
- la non-restitution des terres aux beys (anciens propriétaires de l'avant guerre) ; tous les autres ex-propriétaires de l'avant 1945 seront remboursés pour une partie ou pour leurs terres entières ;
- l'interdiction du moins, pour trois années à venir, de vente ou d'achat des terres afin de prévenir l'exode rural. La location est autorisée en juin 1993.
- l'interdiction d'acheter des terres pour les étrangers ; la location est cependant autorisée pour ceux qui veulent construire pour l'industrie, le tourisme etc.
- les paysans qui reçoivent des terres sont, pour leur part, tenus de cultiver celles-ci au risque de perdre leur droit.

D'après cette loi, on redistribua 500 mille ha de terres à 350 mille familles. La taille moyenne des exploitations est à peu près 1.5 ha, variant de 0.5 ha dans la zone de montagne (nord-est), à 4 ha dans les plaines littorales. Cette loi n'inclut que les terres utilisées en ex-coopératives ; le reste des terres agricoles et le parcellaire urbain était encore étatisé. Tenant compte de la situation régnant durant 1991-1992 dans les fermes d'Etat, représentant 150 mille ha les plus fertiles du pays, le gouvernement décide le 17 octobre 1992 la restructuration des fermes d'Etat et la distribution de leurs terres en propriété aux employeurs, sauf les terres qui bénéficient de bonifications, de déboisements et d'entreprises des villes, lesquelles restent propriétés étatiques et se donnent en fermage aux employeurs précédents. Après l'achèvement de ces deux mesures, le secteur ex-socialiste en agriculture ainsi que les structures liées à lui, s'élimineront.

Cet achèvement s'est fait non sans problèmes ; on a observé une résistance forte, quelquefois des anciens propriétaires et dans les zones montagneuses, où la terre est plus rare, des infractions à la loi (restituant à chacun ses terres d'avant la collectivisation).

2. La restitution et l'indemnisation des biens fonciers, nationalisés, aux ex-propriétaires

Au stade actuel, le problème porte sur la difficile question de la restitution des biens fonciers nationalisés sans indemnisation par le pouvoir communiste. Deux lois consécutives ont réglé du point de vue juridique ces problèmes :

a- La loi "*Pour la restitution et l'indemnisation des biens fonciers aux ex-propriétaires*" prévoit les règles des propriétés à l'intérieur des zones urbaines, et se présente de la manière suivante :

- restitution des terrains libres (jusqu'à 5000 m²) et des immeubles ainsi que toutes sortes d'ateliers économiques existants initialement ;
- indemnisation (jusqu'à 10 000 m²) des terres occupées et des bâtiments ou ateliers inexistant ;

b- La loi "*Pour la compensation en valeur des ex-propriétaires des terres arables*". D'après cette loi, les terres arables ne sont pas restituables, mais les ex-propriétaires profitent d'une compensation pour 100% de sa valeur pour les propriétés jusqu'à 15 ha et dégressive au delà de 15 ha, mais dans tous les cas, la compensation ne doit pas dépasser la valeur de 43.5 ha.

La compensation et l'indemnisation se réaliseront dans des actions par lesquelles les anciens propriétaires fonciers peuvent devenir copropriétaires de grandes industries que l'Etat prévoyait de privatiser à partir de 1994.

La privatisation et la restructuration de l'agriculture donneront définitivement le pouvoir à des propriétaires fonciers entrepreneurs potentiels et exclut la possession des rentiers absents. Elles ont installé à grande échelle une agriculture familiale, inspirée du type ouest-européen.

II. La politique agricole au cours de la transition

1. A court terme

Bien que la politique agricole du gouvernement albanais semble vague, compte tenu des difficultés économiques importantes pendant cette période, les objectifs et les orientations à court terme sont les suivants :

1°.- le maintien sur place de la population agricole qui représente à l'heure actuelle 50% de la population active. L'objectif étant d'éviter un exode rural évident et le gonflement du chômage qui est aussi très important dans les villes, ainsi que le surcroît de la concentration urbaine.

2°.- l'autosuffisance alimentaire et à cette fin, le redémarrage de la production pour satisfaire la demande interne. Cet objectif est conditionné par la réorganisation et la reconstruction de relations d'échanges, de circuits commerciaux et d'infrastructures, détruits et désorganisés par la chute du système communiste. Mais cette reconstruction se fera-t-elle d'elle-même (politique libérale) ou à l'instigation de l'Etat (politique interventionniste) ? Il y a des petits projets et des efforts pour organiser les marchés d'intrants (une assistance technique américaine et l'organisation d'une société, IFDC, des institutions publiques pour les semences etc.), mais les marchés de produits agricoles restent entièrement désorganisés. Quant au financement des infrastructures rurales de base, les collectivités locales seraient amenées à jouer un rôle important dans l'avenir, grâce aux taxes et aux impôts locaux.

3°.- l'ouverture à l'ouest, dont on attend la technologie et les investissements. L'encouragement fiscal des sociétés agro-alimentaires à capitaux mixtes (l'exception pendant une période des paiements d'impôts et de taxes) et l'attribution de certaines facilités juridiques et économiques ont pour objectif l'entraînement des investisseurs étrangers dans le secteur agricole.

2. A moyen terme

Les années en cours jusqu'en 1996, représentent encore la période de transition pour l'agriculture albanaise, pendant laquelle les changements venus de la réforme foncière et de la libéralisation économique, devraient être mis dans une prospection de développement. A cette fin, la stratégie à moyen terme prévoit la réalisation du processus de restructuration, dont les objectifs principaux sont :

1°.- la réaffirmation des niveaux de productions à travers l'accomplissement de la réforme foncière, redémarrage des infrastructures d'irrigation et d'inputs de bases ;

2°.- l'incitation et le renforcement du système de marché agricole, présupposant le commencement du processus de transformation de l'agriculture albanaise à travers le marché, y compris le droit foncier et le développement d'agro-business entre les sous-secteurs.

3°.- l'avancement des stratégies d'orientation vers l'exportation, puisque la modernisation rapide de l'agriculture se voit conditionnée par son intégration au marché international.

Quoi qu'il en soit, grâce à cette politique et au passage de l'agriculture du plan au marché, les premiers signes d'une adaptation agricole, caractéristiques des pays en phase de développement économique, sont déjà tangibles.

III. Difficultés récentes : problèmes de politique agricole, point de départ pour notre recherche

La distribution des terres ayant été achevée, la nouvelle structure foncière de l'Albanie est caractérisée par un nombre élevé de micro-exploitations, appelées "fermes privées" (plus de 400 mille), de taille très petite et d'un morcellement accentué. Leurs productions sont destinées essentiellement à l'autoconsommation, mais beaucoup de paysans, surtout dans les régions défavorisées (nord-est), pensent que la superficie des terres allouées est insuffisante pour nourrir correctement leurs familles et les demandes dépassent largement la quantité de terres agricoles disponibles.

1. Les premiers pas de la transition et leurs difficultés

Le changement d'orientation de l'agriculture et le commencement de la réforme s'accompagnèrent d'une chute forte de la production. Les données statistiques pour 1991 indiquent une baisse de 24% de la production agricole brute. Les bouleversements structurels sont évidemment une des principales raisons des graves perturbations survenues dans la production agricole ; les changements de propriétaires et de taille des fermes, entraînant notamment des modifications importantes dans l'utilisation des terres agricoles. Malgré cette chute des productions, la situation alimentaire dans les campagnes s'est beaucoup améliorée, conséquence de l'interruption des exportations agricoles (paradoxalement, l'agriculture albanaise a été exportatrice nette) et de la diminution des produits commercialisés (la vente à l'Etat étant obligatoire avant 1990).

A l'instar de l'ensemble des secteurs de l'activité économique, davantage à certains égards, les agriculteurs ont été brutalement confrontés aux lois du marché et aux conséquences de la réforme économique. Bien que des résultats aient été annoncés pour la campagne 1993, la réalisation de l'objectif annoncé pour passer dans 2-3 ans aux "fermes mi-commercialisées", est liée à leurs difficultés rencontrées au stade actuel, parmi lesquelles :

a.- l'installation des fermes privées de taille très réduite, conséquence de la réforme foncière, et de morcellement accentué (distribution égalitaire même du point de vue des qualités des terres au niveau du village). Ces minifundias sont incapables d'une utilisation rationnelle des fortes disponibilités de la main-d'œuvre familiale existante et de la mécanisation atteintes la dernière décennie ; il y a une certaine tendance à se réfugier dans l'autarcie et les traditions ancestrales. Cependant, on constate une diversification de production au niveau de chaque ferme familiale vers l'élevage et les cultures vivrières.

b.- la désorganisation des marchés de productions et d'intrants en processus de privatisation et de restructuration. Le désengagement de l'Etat, qu'implique la rupture avec l'ancien système planifié, signifie le

démantèlement des monopoles et le règlement juridique correspondant, ainsi que le rétablissement des règles de la concurrence pour toutes les activités économiques. En amont de l'agriculture, les centres d'approvisionnement en intrants (matériels, semences, engrais et produits phytosanitaires), sont transformés en sociétés commerciales privées, libres de fixer leurs tarifs en fonction de l'état de l'offre et de la demande. Mais en attendant que cette nouvelle réalité soit plus qu'une création juridique et se concrétise sur le terrain, les fournisseurs d'intrants sont devenus maîtres du jeu de l'offre et de la demande, en absence de toute concurrence réelle, font régner leur loi sur les utilisateurs. Ainsi, les prix des engrais et des produits phytosanitaires augmentent de 10 à 15 fois, tandis que les prix agricoles de 7 à 10 fois. La situation est particulièrement caricaturale en ce qui concerne les anciennes Stations de Machines et Tracteurs agricoles (SMT) après leur privatisation, aboutissant à une flambée des prix souvent fatale aux nouveaux producteurs privés (augmentation de 15 à 20 fois).

En aval, ce désengagement soudain de l'Etat et la dislocation des réseaux de collecte et de commercialisation étatique a provoqué dans cette économie particulièrement désorganisée, de nouveaux goulets d'étranglement ; une multiplication exorbitante de réseaux élémentaires et informels de vente et de distribution ("du producteur au consommateur"), des phénomènes de spéculations imprévisibles compte tenu des déséquilibres trop importants entre l'offre et la demande, une instabilité marquante des marchés concernant les principaux produits dont les cours ne sont plus réglés par aucun mécanisme à l'échelle nationale.

c.- une déprotection du marché intérieur et une faible compétitivité des fermes privées. La mise en place d'une politique économique libérale et la pénurie des productions alimentaires a amené à l'invasion des marchandises venues de l'extérieur à des prix concurrentiels quelquefois pour les producteurs albanais. Contrairement aux autres pays est-européens en transition économique, où le marché interne a chuté, la demande a continué de croître en Albanie. Pendant la pré-réforme, le revenu par habitant diminuait à un taux de 2,47% par an et dans la période de la post-réforme, il augmentait de 1,07%. Si on ajoute ici les sommes d'argent gagnées en migration (environ 500 millions \$ US), cet accroissement de la demande interne est beaucoup plus évident. Mais, les agriculteurs albanais ne peuvent pas profiter de cette situation favorable du marché interne, à cause de l'entrée en quantités importantes des produits agro-alimentaires venus de l'extérieur (principalement de Grèce), et à cause de leur manque de compétitivité et de la récession agricole considérable. Nous avons d'une part l'accélération des coûts agricoles venue des prix exorbitants d'intrants et du coût de transport n'entraînant donc qu'une petite marge de profit, de l'autre, des productions albanaises (surtout les fruits) qui sont handicapées par le manque de qualité (standardisation, emballage, degré de l'élaboration, etc.) par rapport à celles importées.

d.- une faible industrie agro-alimentaire. La restructuration et surtout le développement de l'industrie agro-alimentaire, qui a accumulé un retard considérable par rapport à l'Ouest, conditionnent largement les quantités et la structure des productions agricoles. La politique actuelle considère comme une priorité l'entrée et l'encouragement des capitaux étrangers (dans l'ancien régime, l'entrée des capitaux était interdite) dans l'industrie de l'aval de l'agriculture, mais la mesure dans laquelle les investissements étrangers participeront, reste à déterminer. A l'heure actuelle, les produits semi-transformés ou finis sont de surcroît handicapés par le manque de qualité et par l'absence de savoir-faire et de dynamisme des filières.

e.- la perte de savoir-faire, en raison de la destruction du rapport à la terre durant quarante décennies et de la spécialisation des tâches agricoles au sein des coopératives et des fermes d'Etat. Une telle réalité soulève également le problème de la perte du sentiment de la responsabilité individuelle, que l'on trouve partout, évoqué au niveau de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux du pays.

f.- un marché inadapté des capitaux financiers. Actuellement, le système des crédits, composé des banques commerciales appliquant un taux élevé d'intérêt (20-30% par an en 1993) pour les crédits accordés souvent au-delà du profit de cette branche, ne joue aucun rôle dans l'agriculture. Tout ce qu'on peut résumer à ce titre, c'est que ce sont des crédits récupérés par les intermédiaires sur des intrants et pour des services villageois. Les seuls crédits aux taux préférentiels (5-15% par an), sont ceux accordés par des organismes et sociétés étrangères pour l'achat des matériaux agricoles (3000-4000 tracteurs).

2. Questions de notre travail de recherche

Nul n'ignore à présent la direction prise par l'agriculture albanaise en vue de sa transformation, mais les mesures adoptées en matière de politique agricole devront être conséquentes. Il faudra penser de façon concrète et à partir d'une connaissance profonde à la résolution des problèmes apparus.

- A quelle forme de l'économie appartiennent ces fermes qui viennent d'être installées? Quelles sont leurs caractéristiques sociales et économiques? Quels types de système de production mettent-elles en oeuvre? Comment à l'intérieur de l'exploitation paysanne se fait la combinaison des facteurs de production et s'établissent les motivations et la stratégie du paysan?

- A quel niveau peuvent-elles utiliser les potentialités disponibles? Quels sont les facteurs qui déterminent le comportement des agriculteurs? Le nouvel environnement économique et social et les infrastructures existantes peuvent-ils s'adapter aux besoins des fermiers?

- Quelles sont les composantes du ménage agricole d'aujourd'hui? Quelles sont les sources de revenus non agricoles et leur rôle dans le ménage et sur l'activité agricole? Quels sont les facteurs qui déterminent la répartition quantitative du travail paysan entre les gains non agricoles et les travaux agricoles sur l'exploitation?

- On déclare aujourd'hui être dans la phase transitoire de l'agriculture albanaise, mais vers quoi se dirige cette transition? Quelle est la tendance? Parmi les fermes familiales, y en a-t-il qui progressent davantage que d'autres, malgré leurs caractéristiques structurelles plus ou moins homogènes? Enfin qu'est-ce qui empêche une mutation moderniste de l'agriculture paysanne albanaise?

- Quelle place occupe l'exploitation familiale dans le système macro-économique actuel? Est-ce que les particularités de son fonctionnement interne ont des conséquences sur la composition et le fonctionnement de l'appareil macro-économique? Comment la politique prend-elle en compte ses particularités?

Voici les problèmes que nous analyserons dans cette étude réalisée sur une région précise de l'Albanie.

Deuxième partie

Identification des caractéristiques de l'économie paysanne
albanaise

Toute exploitation agricole est une partie constitutive du système macro-économique et elle est déterminée par les facteurs statiques et dynamiques conformes à la phase du développement de ce système. Sans une connaissance profonde de son organisation interne et de son appareil de production, nous ne pourrions pas comprendre comment les exploitations paysannes perçoivent la pression des facteurs macro-économiques et comment elles y réagissent.

Devant les difficultés rencontrées par l'agriculture albanaise ces deux dernières années de la transition, de nombreux économistes albanais pensent que l'économie paysanne comme forme sociale de production est incapable de trouver une issue vers le progrès. Ils pensent donc de nouveau à un recours à l'agriculture coopérativiste mais maintenant "adaptée aux conditions de l'économie de marché". Il y en a d'autres qui rêvent à la création d'une agriculture capitaliste dans un court temps, basée sur la conclusion marxiste que "*la propriété privée amène chaque jour à l'économie capitaliste*"⁽¹⁾. Il nous semble encore plus dangereux, dans la construction d'une politique agricole viable, que l'analyse des phénomènes et le traitement des problèmes de l'agriculture albanaise d'aujourd'hui se fassent à partir des notions et des instruments de l'économie capitaliste sans rendre compte des particularités de l'exploitation familiale.

Nous faisons l'hypothèse que la nature socio-économique des exploitations agricoles albanaises actuelles est d'être durablement des exploitations familiales et qu'elles sont actuellement, majoritairement, des exploitations paysannes de subsistance. Le traitement de l'exploitation paysanne comme une forme particulière d'organisation économique et sociale de la production agricole dans cette partie, nous donnera la possibilité de découvrir sa cohérence interne, son mécanisme de fonctionnement économique et organisationnel, son attitude vis-à-vis du développement etc.

Avant de commencer notre analyse, il nous semble nécessaire d'exprimer notre approche sur l'exploitation paysanne parue récemment en Albanie.

Notre point de vue sur l'exploitation paysanne albanaise

De nombreuses définitions permettent de caractériser ce qu'est une exploitation agricole familiale. L. Malassis, par analogie avec la définition de l'entreprise, nomme l'exploitation agricole comme "*...une forme de production par laquelle, au sein d'un patrimoine familial, on combine les prix des facteurs de la production apportés par des agents économiques extérieurs à la famille et les membres de la famille en vue de vendre sur le marché des produits pour obtenir de la monnaie, et de satisfaire directement certains besoins du personnel vivant sur l'exploitation*" (L. Malassis, 1958, p. 6).

Cette définition met en évidence la spécificité de l'exploitation agricole du point de vue du rôle de l'exploitation dans la satisfaction des besoins de cette famille. La famille prélève directement sur la production agricole la part la plus importante de sa nourriture ; ainsi, l'autoconsommation "*prend au sein de l'exploitation une très grande importance et lui confère son originalité la plus marquante*" (L. Malassis, 1958, p.7). La définition de Malassis citée ci-dessus insiste surtout sur la double fonction de l'exploitation agricole familiale, comme "*unité mixte gérée en vue d'obtenir de la monnaie et de satisfaire les besoins de la famille*".

Dans notre cas, nous sommes plutôt devant des exploitations de subsistance, définies comme l'**unité de production où l'exploitant consommateur, avec l'aide de sa famille, produit des denrées en vue de satisfaire en premier lieu ses besoins et secondairement en vue d'obtenir de la monnaie, et où la base de l'action est une combinaison en nature et en valeur.**

Du point de vue de leur nature socio-économique, une exploitation familiale en Occident et une exploitation de subsistance en Albanie, sont toutes deux artisanales, caractérisées par l'emploi du travail non rémunéré. Mais une exploitation familiale, telle qu'elle est sous-entendue dans l'utilisation habituelle de cette notion (et qui tient compte des exploitations familiales modernes de l'occident), a de grandes différences par rapport à notre exploitation, dite paysanne. Ces différences sont relatives à leur mode de fonctionnement, aux disponibilités en facteur de production (avant tout la terre), à l'environnement macro-économique où elles développent leur

1. Selon les propres mots de Marx : "...le paysan qui produit avec ses seuls moyens (de production) se transformera peu à peu en petit capitaliste exploitant également le travail d'autrui, ou bien perdra ses moyens de production... et se convertira en salarié. Telle est la tendance dans les sociétés où domine le monde de production capitaliste." (Theories of Surplus Value - Londres, 1951, p. 193-194)

activité, et toute une série d'éléments qui déterminent le niveau de développement économique du pays, ceux-ci étant exprimés dans le comportement et les objectifs du paysan.

On trouve quelquefois utilisés avec le même sens les concepts d' "exploitation artisanale" et "exploitation paysanne". Sans avoir l'intention de nous engager dans le débat, nous faisons ici une petite remarque : tout au long de notre étude, nous utiliserons le terme d' "exploitation paysanne" dans le sens d'exploitations paysannes de subsistance telles que nous venons de le définir. (Plus loin, nous montrerons pourquoi nous leur avons attribué ce qualificatif).

Dans ce cas, la famille paysanne est à la fois une unité de patrimoine, de production de revenu et de consommation. A partir de ses disponibilités de travail, chaque famille construit un volume d'activité économique pour satisfaire les besoins de ses consommateurs. "...nous entendons par activité économique toutes les activités tant agricoles que non agricoles dans leur totalité. Toute autre approche serait erronée, car le problème économique essentiel d'une exploitation familiale consiste en une organisation générale correcte de son travail sur l'ensemble d'une année, travail stimulé par la nécessité commune à toute la famille, d'équilibrer son budget annuel et le désir également commun, d'effectuer des économies ou des investissements dans le cas où les conditions le permettent. (A. Tchayanov, 1990, p.63). D'où seule l'analyse de l'activité agricole rendrait compte du processus de production agricole, mais ne constituerait pas une analyse complète de l'activité économique d'une famille paysanne.

Dans ce sens, on a utilisé récemment le concept de "système d'exploitation" (E. Marshall, 1988), fondé sur le concept de système de production (l'apport technique et agronomique), et le concept de système famille-exploitation (l'apport de la modélisation systémique). Ce concept prend en compte la complexité économique de la famille paysanne y privilégiant son activité agricole avec les pratiques et les relations avec l'environnement. Outre ce point de vue "micro", ce concept nous convient, parce qu'il offre des possibilités pour une analyse au niveau "mésos" et "macro", au niveau régional ou des zones agro-géographiques pour rendre compte de la diversité des exploitations paysannes et d'autres questions que nous voudrions d'aborder dans ce travail de recherche.

Le choix de cette forme d'organisation sociale économique de production agricole pour notre analyse est fait non seulement parce qu'elle est la forme la plus répandue (voir unique), mais aussi parce qu'elle est acceptée partout comme la forme la plus pertinente d'organisation de la production agricole.

Chapitre I

Constat sur la région d'étude

I. Dévolle, terrain de notre recherche

1. Pourquoi choisir la région de Dévolle?

Le choix de Dévolle comme terrain de notre recherche est lié aux caractéristiques de cette région, qui représente plus ou moins les problèmes et difficultés que rencontre l'agriculture albanaise et principalement :

- la taille des exploitations paysannes (1,5 ha au niveau national ; 1,57 ha dans cette région),
- la taille de la famille et la disponibilité en main-d'œuvre (5 personnes par famille dont 2.2 actifs au niveau national, respectivement 4,5 et 2.4 dans cette région),
- l'infrastructure disponible en appui de l'agriculture et la disponibilité des ressources de revenus non agricoles.

Une autre raison qui nous incite à étudier cette région, c'est qu'elle a toujours été remarquée pour son agriculture productrice et ses habitants connus comme des agriculteurs dynamiques. Il n'y a jamais eu d'activité industrielle développée dans cette région et pourtant le niveau de vie et de consommation urbaine est beaucoup plus élevé ici que dans d'autres régions qui disposaient de revenus non agricoles importants. Il est possible que ces agriculteurs soient parmi les premiers qui vont s'adapter aux nouvelles conditions et règles de l'économie de marché.

Enfin, nous connaissons bien cette région, ses potentialités agricoles et son agriculture en général. Ce fait nous a aidé à comprendre les problèmes qui ont surgi et également à collecter les données nécessaires.

2. Aspects géographiques et climatiques

(Première stratification des exploitations paysannes : typologie agro-géographique)

La région de Dévolle se trouve située dans la sous-zone collinaire continentale de l'Albanie et a une altitude moyenne de 900 m, des précipitations qui varient entre 800 et 1000 mm par an (pour la dernière décennie voir annexe II.1). Elle est limitée au nord et à l'ouest par la région de Kortcha et au sud et à l'est par la Grèce. Cette région occupe la vallée de Dévolle, traversée par la rivière du même nom et a une longueur de 23 km, une largeur maximale de 10 km et une surface de 43 km². Malgré sa petite taille et son homogénéité climatologique, les différences topographiques et pédologiques sont visibles à l'intérieur de cette région et on peut distinguer trois sous-zones agro-géographiques :

A. La sous-zone de la plaine : (dans la suite de notre travail, nous notons ce groupe typologique par initiales Pl.). Elle a une altitude de 800-850 m et comprend les villages situés dans la partie basse de la vallée, dont les terres sont presque entièrement irriguées et les plus fertiles, les pâturages communaux sont rares, la densité de la population est élevée ;

B. La sous-zone de montagnes (Mon.) :

Elle comprend les villages en haut des montagnes qui entourent la vallée, a une altitude de 1000-1200 m, les terres sont moins fertiles et en général sans irrigation, l'élevage pastoral est bien développé, la population est relativement rare par rapport aux autres sous-zones ;

C. La sous-zone de collines (Col.) :

Elle est située sur les collines et aux pieds des montagnes et présente des caractéristiques agro-géographiques intermédiaires mais la densité de la population est grande.

Cette première stratification de la région d'étude permet l'identification d'espaces, au sein desquels les conditions de l'économie paysanne sont relativement homogènes du point de vue :

- des conditions pour le développement des cultures et de l'élevage d'après les mêmes techniques ;

- des disponibilités en facteurs de production ;
 - de l'infrastructure existante (réseau d'irrigation, marchés etc.).
- Le tableau ci-dessous donne l'étendue des sous-zones agro-géographiques ainsi que leurs caractéristiques.

Tableau 1. Les sous-zones agro-géographiques

Sous-zones	Nombre des villages	en %	SAU (en ha)	en %	Nbre des exploitations	en %	Surface moyenne	Population	en %	Consommation par exploitations
Plaine	17	38.6	5 625	45.2	4 119	52.1	1.37 ha	17 144	48.6	4.2
Colline	19	43.1	4 576	36.8	3 045	38.5	1.50 ha	14 411	40.9	4.7
Montagne	8	18.3	2 232	18	739	9.4	3.02 ha	3 714	10.5	5
Région	44	100	12 433	100	7 903	100	1.57 ha	35 269	100	4.5

Source des données : Direction de l'Agriculture Régionale.

3. L'organisation administrative

La région de Dévolle au niveau national représente une entité administrative à part. Elle comprend une population de 40 335 habitants au total, dont 44 villages organisés en quatre communes (35269 habitants) et le petit faubourg de Bilisht (5 mille habitants). La nouvelle législation a donné beaucoup plus de compétences aux administrations locales en matière d'initiative et de décision pour le développement local en fonction de sa dynamique propre et de ses potentialités disponibles.

4. L'agriculture et les autres activités économiques

L'agriculture a été toujours l'activité principale, voire unique dans la région. Pendant les 50 dernières années, un certain nombre d'entreprises d'Etat ont été installées, presque toutes liées à l'agriculture, tels que les services des matériaux agricoles, de collectes des produits et de distribution d'intrants, d'irrigation et de service routier etc., qui aujourd'hui n'existent plus et dont les activités ont été confiées à l'initiative privée. Le manque d'activités importantes non agricoles (une mine de fer et nickel actuellement en chômage) et une politique toujours constante contre l'exode agricole ont eu pour conséquence la constitution d'un excédent de main-d'oeuvre agricole. La population agricole représente 84% de la population dans la région et la population active agricole 82%.

Les activités non agricoles d'aujourd'hui se composent du réseau commercial en expansion, des entreprises privées de services et de deux entreprises mixtes grecques qui ont ouvert des ateliers de couture utilisant de la main-d'oeuvre à bas prix.

Sur le plan historique, l'agriculture dans la région a toujours eu un caractère familial, pas de latifundia et de grands propriétaires (au-delà de 100 ha). Les paysans ont cultivé sur leurs terres les cultures vivrières pour nourrir leurs familles patriarcales et nombreuses (15-20 personnes). L'élevage a été plus développé dans la zone collinaire et montagnaise et a été commercialisé en échange des céréales dont la production était insuffisante pour toute l'année. Le marché agricole était peu développé et occasionnel, représenté dans la plupart des cas par les ovins et les caprins et d'autres produits laitiers élaborés sur place.

Des tendances migratoires se sont manifestées au cours des années 30, principalement vers l'Australie et l'Amérique Latine ; elles ont joué un certain rôle plutôt sur l'incitation du mode de vie et de consommation moderne que sur le développement des activités économiques dans la région. Après la deuxième guerre mondiale et l'installation du régime communiste en Albanie, l'agriculture de cette région entra dans la voie "de transformation socialiste".

En 1960, toutes les familles paysannes participaient dans les coopératives agricoles, d'abord au niveau de chaque village et après dans des coopératives devenues plus grandes et moins nombreuses, jusqu'à ce qu'en 1980, toute l'agriculture régionale appartienne aux quatre grandes coopératives réunies et à un secteur d'entreprise agricole étatique. Des résultats ont pu s'observer pendant cette période. L'introduction des techniques culturales plus avancées, de mécanisation, d'une certaine spécialisation régionale des tâches et des cultures à l'intérieur des coopératives, l'utilisation de semences et de races de haute productivité etc., inconnus

dans le passé, ont fait augmenter les rendements des cultures (3 à 4 fois) et aussi la partie commercialisée de la production.

Tableau 2. Des résultats de coopératives (moyenne sur quatre ans, 1985-1989).

Cultures	Structure de SAU en %	Rendement (Qx/Ha ou L/Tête)	Partie vendue à l'Etat (%)	Utilisation d'engrais		Niveau de mécanisation (%)			
				Azote Qx/ha	Phosphates (Qx/ha)	labour	semis	services	récolte
Céréales	45	28,5	50	3,5	3,3	63	82	33	87
- Blé	39	28	50,5	3,4	3,4	60	80	32	90
- Maïs	4	34	0	4	2,5	100	100	40	0
Pomme terre	8,5	140	97	3,4	5,1	85	0	20	0
Betterave	15	310	100	3,2	4	100	100	15	0
Légumes	1	220	61	4,5	4,5	100	0	0	0
Arboriculture	6,5	46	64	1,5	2	25	0	10	0
Lait (vache)		890	25						

Sans avoir l'intention de relever les causes qui ont abouti à l'échec de l'agriculture coopérativiste et étatique albanaise, et les conséquences de sa gestion au niveau de l'utilisation des potentialités sur la région de Dévolle, on peut évoquer ici :

a- les problèmes agricoles de la région, comme partout dans le pays, ont été déterminés par le système économique général sans laisser aucune initiative libre aux autorités locales. Ce système a eu d'importants succès dans la mobilisation et la concentration des potentialités régionales, mais a été moins efficace en ce qui concerne leur utilisation rationnelle. Parmi les critères utilisés par la planification centralisée, les indices liés à la quantité produite priment ceux liés à la qualité et à l'efficacité de la production ;

b- les prix des produits et des inputs n'ont pas reflété les coûts de production et par conséquent, n'ont pas fourni d'informations correctes pour l'allocation des ressources. Le manque de mécanisme d'autorégulation dans l'allocation des facteurs de production, remplacé par un rationnement administré, entraîna une quasi-élimination du marché ;

c- les structures organisationnelles et la taille des coopératives étaient déterminées par le management central de l'économie et n'ont pas reflété les évolutions de la structure des ressources, des coûts de production et du progrès technique (les deux dernières années, on constata l'amointrissement des coopératives qui essayaient de diminuer le coût de production) ;

d- le mauvais fonctionnement du système incitatif a été une des principales causes de l'épuisement des énergies du système coopérativiste. Dans l'esprit des travailleurs, les grandes coopératives et entreprises d'Etat apparaissent comme des unités appartenant à des propriétaires absents.

La chute de leurs salaires surtout la dernière décennie (la main-d'oeuvre devenait de plus en plus excédentaire et l'augmentation de la production était très faible voire en diminution), et l'augmentation de la part de production rendue à l'Etat en réduisant celle laissée pour la consommation des coopérateurs (une situation de disette régnait dans les villages), ont épuisé l'intérêt des travailleurs pour la production agricole collective.

II. Caractérisation structurelle de l'économie paysanne dans la région

Parmi les éléments structurels de l'exploitation paysanne, ceux qui ont le plus d'importance et doivent être connus pour une meilleure compréhension de son fonctionnement, sont le foncier et la main-d'oeuvre. Ces deux facteurs déterminent dans une certaine mesure les limites supérieures de l'activité agricole (terre) et dans un sens plus large, du volume total d'activité économique de famille paysanne (travail). La terre est l'élément le plus contraignant tandis que le travail avec ses fortes disponibilités est considéré comme le plus abondant.

1. Structure foncière et mode de faire-valoir

La réforme foncière récente choisit de fait un ratio homme/terre qui tient compte du surpeuplement rural et donc d'une forte pression foncière. La distribution égalitaire entre les membres du village, même du point de vue des qualités des terres, a créé des exploitations paysannes de très petite taille et morcelées sur 4 ou 5 endroits voire plus. Les petites différences en taille dépendent du nombre des personnes dans la famille et des disponibilités en terre au niveau du village.

Les graphiques suivants représentent la dotation initiale en terre par la réforme et le regroupement des exploitations paysannes d'après leurs tailles (en are) dans chaque sous-zone agro-géographique (voir annexe II.2. et figure 3). De ces graphiques, on peut observer que la taille moyenne des exploitations varie entre 50 et 500 ares, mais dans les trois sous-zones agro-géographiques, la distribution des exploitations d'après la taille n'est pas la même.

Au niveau régional, les exploitations les plus répandues sont celles qui ont une taille moyenne entre 100 et 150 ares (32.2% d'exploitations ou 26.5% de SAU), et la dispersion est plus ou moins normale. Pour la sous-zone collinaire et montagnaise, la surface moyenne augmente et les différences en taille sont plus visibles.

Le mode de faire-valoir direct caractérise la totalité des exploitations régionales. Ce mode d'appropriation de la terre, entraîne des effets importants surtout sur la restitution de la production, dont a beaucoup souffert le mode d'utilisation collectif du régime précédent. Celui-ci a aussi un impact sur l'adaptation des systèmes de production aux disponibilités des facteurs de production, sur les dimensions des unités de production ainsi que sur la rationalité du paysan et son attitude vis-à-vis du progrès.

Les quantités réduites de terres en propriété des familles et le manque d'activités économiques alternatives rendent inexistantes les autres formes de faire-valoir. Sur le plan historique, avant la collectivisation socialiste, il existait le métayage et le fermage (ce dernier moins développé) et donc des relations économiques et sociales entre les propriétaires et métayers plutôt en nature (de la moitié au dixième (la dîme) de la production en nature). La législation récente prévoit les trois modes de faire-valoir, mais le régime contractuel et institutionnel qui normalise les rapports entre les différents groupes de paysans n'est pas bien défini.

De toute façon, les statistiques et les études faites dans d'autres pays n'ont pas montré de relations fortes entre les modes de faire-valoir et les types fondamentaux d'unités de production agricole (de subsistance, artisanale, capitaliste), (voir L. Malassis, 1958, p. 32-33).

Dans les années futures, l'apparition d'un exode agricole pourrait modifier cette situation et conduire à la naissance d'autres formes de faire-valoir (fermage et métayage).

En conclusion, le problème foncier actuel peut être caractérisé par une taille réduite et un morcellement avancé des exploitations, uniquement par le mode de faire-valoir direct et par l'absence du marché foncier et de transactions des terres.

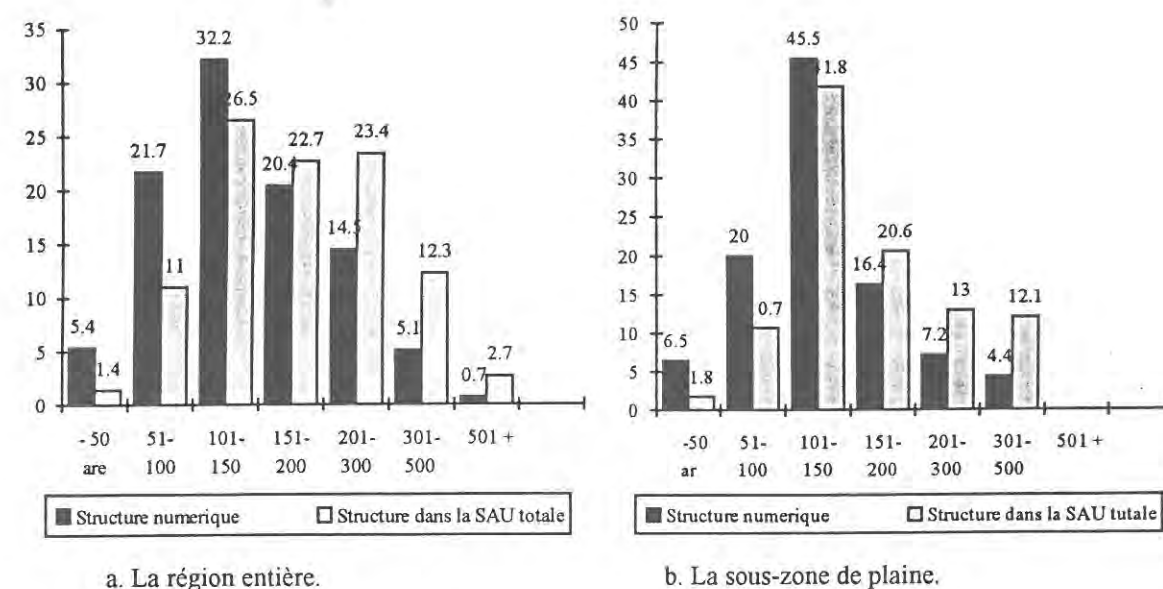
2. Caractère familial et structure de la main-d'oeuvre

La notion de famille, surtout dans la vie paysanne, n'a pas toujours coïncidé avec l'aspect purement biologique, sur lequel elle se fonde. Dans cette région, jusqu'aux années 50, cette notion a été plus complexe pour une série de raisons économiques et domestiques.

Dans une même exploitation cohabitaient plusieurs couples mariés, appartenant à deux ou même trois générations, qui s'unissaient en une seule famille patriarcale complexe. Les changements dans la vie économique et sociale amoindrirent peu à peu les dimensions de la famille, en l'unifiant à la famille citadine de l'ouvrier.

La famille paysanne d'aujourd'hui se fonde sur la notion du couple marié monogame, vivant avec ses enfants et les représentants vieillissants de la génération précédente. Cette nature biologique de la famille détermine pour une bonne part les limites de ses dimensions possibles et surtout les lois de sa formation.

Figure 3. Distribution des exploitations d'après leur taille
(Structure d'après SAU moyenne par exploitation en are)



En comparant les dimensions des familles dans différentes parties de la région, comme le montre le tableau 3, nous pouvons noter qu'il n'y a pas de différences considérables.

Tableau 3. Dimensions de la famille paysanne

Communes	Nombre de familles	Nombre de personnes des deux sexes	Nombre de personnes par famille
Miras	2602	11404	4.4
Bilisht	1981	9000	4.5
Morave	1624	7308	4.5
Proger	1411	6357	4.5
Mairie Bilisht	285	1200	4.2
Total familles rurales	7903	35269	4.46
Familles urbaines	1223	5066	4.2
Total Région	9123	40335	4.4

Source : Direction de l'Agriculture de Région.

Les personnes qui font partie de la famille paysanne peuvent être regroupées selon deux fonctions : les personnes vivant et bénéficiant de la production de l'exploitation, et les travailleurs du ménage.

A. Les personnes vivant sur l'exploitation (c)

Elles comprennent les personnes nourries par le ménage agricole. Ce personnel se subdivise aussi lui-même en deux catégories : les consommateurs ou le personnel à charge et les actifs ou personnes travaillant dans le ménage. Le personnel à charge comprend les enfants, les vieillards, les personnes actives nourries par le ménage mais qui ne contribuent pas à la formation de revenus celui-ci (cas des étudiants, chômeurs etc.,).

B. Les personnes travaillant sur l'exploitation (t)

Cette catégorie comprend l'ensemble des travailleurs agricoles qui, dans cette forme entièrement familiale de l'économie paysanne, sont les travailleurs agricoles vivant sur l'exploitation. Cette main-d'oeuvre familiale (y compris les aides familiales) n'est pas rémunérée et est caractérisée par sa subordination à l'exploitant-chef de famille. Le travail familial qu'elle fournit, est produit et conservé dans l'exploitation familiale pour son activité

économique. Les rapports sociaux au sein de la famille se basent sur le droit de la famille et la morale familiale, respectant l'équité entre les membres de la famille sous l'autorité du chef de la famille.

Le travail des chefs de familles compte tenu de son rôle dans l'organisation de l'activité économique paraît plus important que celui d'autres actifs. La main-d'œuvre comprend aussi des femmes, des enfants et des actifs qui travaillent principalement hors de l'exploitation, dont l'activité agricole dans l'exploitation est difficile à apprécier.

La femme répartit son activité en travaux agricoles et ménagers. La répartition des actifs de la famille entre ceux qui travaillent dans l'activité agricole et ceux qui travaillent hors de celle-ci, est une question ambiguë compte tenu du fonctionnement complexe de l'activité économique au sein de la famille et de la permanence ou non durant l'année du travail en extérieur.

De toute façon, on peut distinguer plusieurs catégories de travailleurs compte tenu de la nature de leur travail :

a. Ceux qui consacrent la totalité de leur temps aux travaux agricoles. Le travail de cette catégorie est, principalement voire uniquement, de nature agricole et sur son exploitation. Dans ce groupe, nous avons introduit aussi les paysans qui travaillent partiellement en agriculture mais qui n'ont pas d'autre source de travail.

b. Ceux qui disposent d'une autre activité économique non agricole permanente telle que services villageois, services commerciaux etc., dont le travail est principalement de nature non agricole mais si les besoins d'autoconsommation ou l'intérêt économique le demandent, peuvent être disponibles pour l'activité agricole pendant les différentes périodes de l'année compte tenu des besoins saisonniers de cette activité.

c. Ceux qui partagent leur temps entre l'activité agricole et une autre activité. Il en est ainsi des agriculteurs-ouvriers et fonctionnaires, dont l'activité principale est le travail hors de l'agriculture, mais comme la durée des journées de travail n'est pas longue, ils peuvent participer à des travaux agricoles d'une manière variable.

d. Ceux qui sont disponibles pour les travaux agricoles, mais compte tenu de la petite surface des exploitations, s'efforcent de parvenir au plein emploi de leur capacité de travail en trouvant un emploi hors de celle-ci.

Le cas le plus fréquent est celui des émigrés saisonniers particulièrement en Grèce. Dans le tableau 4, nous avons présenté la composition de la famille paysanne dans les trois zones agro-géographiques ainsi que la nature des actifs (d'une grande approximation) basées sur le recensement fait dans la région en 1992. Nous reprenons le classement défini ci-dessus (d+e=1, f=2+3 et g=4).

Tableau 4. Structure des familles paysannes et nature du travail des actifs.

Sous-zones agro-géographiques	Personnes par famille	Travailleur	Sur exploit. à temps:		Hors de l'exploitation :		Rapport c/t
			Plein	Partiel	Doubles activités	Occasionnel	
a	b	c	d	e	f	g	h
En plaine	4.35	2.6	1.48	0.69	0.12	0.16	1.67
En colline	4.34	2.34	1.18	1.02	0.1	0.35	1.85
En montagne	5.03	2.86	1.71	0.69	0.11	0.35	1.76
Région	4.46	2.57	1.37	0.86	0.11	0.3	1.74

L'importance relative du personnel à charge et travaillant, comme nous le verrons plus loin, influe sur les autres éléments de la structure des exploitations, tels que l'importance relative des cultures vivrières et le degré de l'autoconsommation, le travail hors de l'exploitation et la double-activité du ménage agricole, le concours des enfants, des vieillards et des doubles actifs dans la réalisation des "grands travaux" et même sur le financement de l'exploitation paysanne.

III. Les revenus des exploitations paysannes dans la région de Dévolle.

Le troisième élément que nous présentons ici est le revenu paysan. En réalité, cet élément caractérise mieux le fonctionnement technico-économique de l'activité des familles paysannes que leurs aspects structurels statiques, mais nous le présenterons dans ce paragraphe pour des raisons méthodiques et pour compléter les notions nécessaires avant de commencer l'analyse de leur fonctionnement économique.

1. Le revenu paysan : la notion économique de notre analyse.

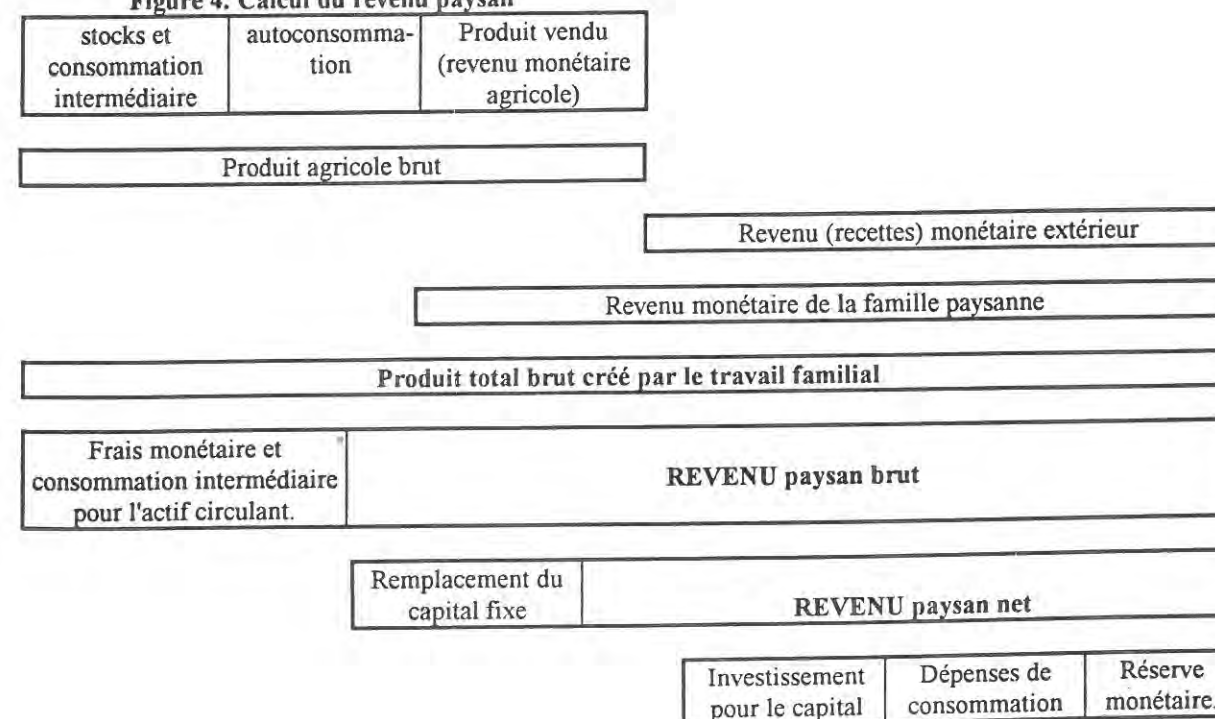
Pour caractériser l'activité économique de la famille paysanne et pour la mesurer quantitativement, il nous faut d'abord choisir une notion économique qui rendrait compte de la diversité de ces activités.

Du fait de la dualité des activités économiques développées par la famille paysanne, activités agricoles et non agricoles, les éléments à choisir sont peu nombreux : le travail et le revenu. La surface des emblavures est utilisée habituellement comme notion économique dans des pays où elle est en quantité suffisante pour assurer le plein emploi de la famille et où la spécialisation a atteint un certain niveau. Dans la mesure où nos exploitations utilisent le travail en extérieur et ceci est différemment développé, où les systèmes de cultures sont combinés de polyculture et d'élevage, et enfin où la terre elle-même est distribuée d'une manière égalitaire, cet élément ne peut pas être utilisé pour caractériser le volume des activités économiques de la famille paysanne.

L'utilisation du travail familial comme notion, ne pourrait pas caractériser exactement le volume d'activités économiques dans la mesure où ces activités n'ont pas le même degré d'auto-exploitation de la main-d'œuvre et que leur productivité de travail est différente.

Le revenu de la famille paysanne caractérise mieux son activité économique, tant agricole que non agricole, soit de leur extension, soit de leur productivité. Nous utiliserons dans notre étude statique la notion de revenu paysan brut du travail et celle de revenu net. La manière de calculer est présentée dans la figure 3. Ce schéma de calcul tient compte du niveau de développement des relations monétaires dans nos exploitations et de ce fait, il ne peut pas être identique à des schémas types offerts par la comptabilité nationale. Et pourtant cette manière de calculer montre qu'elles doivent représenter les concepts de revenu brut et de revenu net tels qu'ils sont offerts par la méthodologie habituelle.

Figure 4. Calcul du revenu paysan



- Par **revenu brut**, nous entendons tous les revenus que recevra la famille durant l'année, déduction faite des dépenses monétaires de production, que ces revenus proviennent du travail de la terre ou de tout autre travail agricole ou non agricole.
- Le **revenu net** représente "...le total des valeurs (monétaire et en nature) que la famille paysanne peut consommer sans diminuer la capacité de production de l'exploitation..." (précisé par L. Malassis).

2. Nature du revenu dans le foyer paysan (2ème dimension typologique des exploitations)

Le choix de revenu paysan comme notion économique tient compte de notre point de vue qui considère l'activité économique de la famille paysanne *unique et indifférenciable*. Mais il nous donne à la fois la possibilité d'évaluer quantitativement la place qu'occupe chaque activité et donc de représenter du point de vue typologique la place de l'activité agricole à l'intérieur des activités de la famille paysanne. Nous avons déjà montré que, parmi les éléments structurels de l'exploitation paysanne, la main-d'oeuvre occupe la place la plus importante dans son activité économique pour la création du revenu familial. De ce fait, il y a une correspondance entre la nature du travail et celle du revenu familial. Basé sur ce que nous avons montré de la nature du travail familial, nous avons pu classer les exploitations régionales en trois groupes principaux :

- Les exploitations vivant *principalement de revenus agricoles* (initiées par 1 dans notre analyse suivante, donc dans les trois zones agro-géographique respectivement Pl.1, Mon.1 et Col.1).
- Les exploitations à *double activité* (initiées par 2). Ce groupe comprend les familles paysannes qui, à côté de leur activité agricole, ont une autre activité telle que les services commerciaux, services villageois etc., qui joue un rôle important dans leur vie économique.
- Les exploitations *aux revenus extérieurs (3) sous forme de salaire* (le cas des ouvriers et fonctionnaires). Les deux derniers groupes peuvent être considérés comme identiques, mais, pour nous, avoir une autre activité économique et être salarié sont deux choses qui jouent différemment sur le comportement de l'agriculteur et sur sa stratégie vis-à-vis de l'activité agricole. Il y a aussi une autre source de revenus extérieurs du ménage agricole, provenant de travail hors de l'exploitation d'une nature occasionnelle, agricole ou non (le cas le plus répandu est l'émigration saisonnière en Grèce), mais celle-ci ne peut pas être privilégiée dans la typologie, parce que l'on trouve dans les 3 catégories précédentes des exploitations essayant de parvenir au plein emploi et au complément monétaire du ménage. Le tableau 5 présente la classification des exploitations régionales avec 2 dimensions typologiques ainsi que les revenus et d'autres éléments structurels (voir aussi annexe II.3).

Tab 5. Présentation typologique des exploitations des deux zones agro-géographiques et leurs revenus

Indices	Zone de la plaine			Zone montagneuse		
	Pl1	Pl2	Pl3	Mon1	Mon2	Mon3
Nombre d'exploitations	3696	159	264	604	73	62
Produit agricole brut (000 leks)	131	123	166	173	168	161
Revenus extérieurs	47	117	64	34	57	47
Produit agricole vendu	17	28	27	30	51	15
Revenu paysan monétaire	64	145	91	64	108	62
Produit total brut	178	240	230	207	225	208
Frais	33	41	46	55	67	58
Revenu paysan brut R ⁽¹⁾	145	199	184	152	158	150
Reconstruction du capital fixe	11	27	24	28	22	18
Revenu net (RN)	134	172	160	124	136	132
Travailleurs N ⁽²⁾	2.2	2.6	2.3	2	2.2	2.1
Consommateurs C	4.6	5	5.7	4.8	5.5	5.2
Capital (000 leks) Ca ⁽³⁾	116	122	137	230	236	196
Terre (ha) T	1.24	1.25	1.47	2.42	3.3	3.6

Source : Recensement de la Direction de l'Agriculture de la région pour l'année 1992 et résultats de nos enquêtes.

1. Calculs faits d'après nos enquêtes
2. Unités de travail disponible (voir formule 2.2)
3. Capital de l'exploitation (fixe et circulant)

3. Les facteurs déterminants du revenu paysan

A la formation du revenu brut de la famille paysanne, contribuent les trois facteurs de production dont elle dispose, le travail, la terre et le capital. Leur contribution sur le revenu est différente et dépend d'une série de facteurs internes à son appareil de production, de l'environnement méso et macro-économique, des conditions naturelles etc. Mais ce qui nous intéresse pour le moment, c'est de découvrir parmi ses éléments structurels ceux qui réagissent plus fort que les autres sur la formation de ce revenu.

A partir des résultats de nos enquêtes affichés dans le tableau 5, nous avons calculé les coefficients de corrélations entre le revenu brut de la famille paysanne et ses éléments structurels, utilisant la formule suivante.

$$K.R.N = \frac{\frac{\sum N_i x R_i}{n} - \frac{\sum N_i}{n} \times \frac{\sum R_i}{n}}{\sqrt{\frac{\sum (N_i - \bar{N})^2}{n} \times \frac{\sum (R_i - \bar{R})^2}{n}}} \quad (2.1)$$

où : K.R.N $\Rightarrow$ coefficient de corrélation de revenu brut et nombre d'actifs ;
i $\Rightarrow$ 1...n les groupes typologiques dans chaque sous zone (n=3)

De la même manière, on calcule K.R.C $\Rightarrow$ coefficient de corrélation du revenu et nombre de consommateurs ; K.R.T $\Rightarrow$ coefficient de corrélation de revenu et surface des exploitations ; K.R.Ca $\Rightarrow$ coefficient de corrélation de revenu et capital utilisé.

Les résultats sont présentés dans le tableau 6.

Tableau 6. Les coefficients de corrélation du revenu et les éléments structurels de la famille paysanne

Coefficients de corrélation	Zone de plaine	Zone de montagne
Revenu et actifs (K.R,N)	0.77	0.68
Revenu et consommateurs (K.R,C)	0.61	0.55
Revenu et capital (K.R,Ca)	0.51	0.78 ⁽²⁾
Revenu et terre (K.R,T)	0.43	0.17

Sources de calculs : résultats de nos enquêtes.

Ces coefficients montrent que les corrélations du revenu sont plus fortes avec le nombre des actifs, puis viennent celles des consommateurs et elles sont faibles avec les surfaces des emblavures et les capitaux utilisés. Ce sont des résultats suffisants pour considérer comme statiquement établie l'existence des liaisons étroites entre les dimensions de la famille et le volume de son activité économique, agricole et non agricole.

Profitons ici de l'occasion pour affirmer que les dimensions de la famille ne dépendent pas de la taille de l'exploitation, idée créée par la dernière réforme foncière (distribution égalitaire d'après nombre de personnes participant dans la famille). De nombreuses études ont montré qu'il n'y a aucune base pour affirmer que dans les familles avec une petite exploitation, les facteurs favorables à la formation de la famille sont plus faibles que dans les grosses exploitations. Ce ne sont pas les emblavures qui déterminent la composition de la famille paysanne, mais ce sont les besoins de cette famille qui obligent la construction d'un volume d'activité économique suffisante pour son existence.

1. Cette corrélation forte vient du fait que dans la valeur des capitaux prédomine sur celle des troupeaux et aussi parce que pour la zone de montagne les systèmes de production sont l'élevage - polyculture.

Chapitre II

Analyse du fonctionnement économique des exploitations paysannes

Les principes sur lesquels se base l'organisation d'une exploitation paysanne à main-d'oeuvre familiale, ne sont pas seulement propres à ce type de production. On les retrouve dans toute activité économique à main-d'oeuvre familiale où les dépenses des efforts physiques essaient de rapporter des gains proportionnels à ces dépenses. En tant que telle, chaque famille paysanne à partir de ses disponibilités en terre, capitaux (et donc de ses possibilités financières), organise une activité économique apte à contenter ses besoins internes afin d'assurer un revenu le plus important possible pour le travail dépensé. Mais les limites dans lesquelles ce travail peut être utilisé, la forme concrète de son utilisation et les gains qu'il apporte, ne sont pas les mêmes dans toutes formes d'activités et pas plus dans chaque forme économique et sociale d'organisation de l'exploitation agricole. Ici nous essayons de découvrir les principes de base du fonctionnement économique dans les exploitations où l'objectif primaire est l'autosuffisance de la famille.

I. Rôle de la main-d'oeuvre dans l'activité économique de la famille paysanne

Parmi les éléments structurels de l'appareil de production paysan, la main-d'oeuvre présente un intérêt particulier compte tenu de sa contribution dans la formation du revenu. Mais elle représente aussi l'élément essentiel qui distingue cette forme d'organisation des autres formes de production agricole et enfin elle est le facteur abondant et de ce fait l'instrument par lequel la famille paysanne réagit dans l'ajustement de ses activités économiques. C'est pourquoi nous commençons l'étude du fonctionnement économique de l'exploitation paysanne justement par la main-d'oeuvre.

Dans l'étude du fonctionnement économique d'une exploitation paysanne, nous partons de l'hypothèse que dans des conditions d'un environnement économique et social concret, la famille et sa composition déterminent les limites supérieures et inférieures de son activité économique. Ici, avant d'aborder tous les problèmes concernant l'exploitation paysanne à main-d'oeuvre familiale, nous essaierons d'expliquer d'une manière aussi approfondie que possible l'influence de la famille et d'établir quels sont les éléments de sa structure à partir desquels elle détermine son activité économique.

1. Détermination des disponibilités de travail dans l'exploitation

Quand on parle de travail agricole, il faut rendre compte des différences existantes entre *le travail disponible* et *le travail effectivement utilisé*. Ici nous calculerons les disponibilités de travail agricole qui peuvent être fournies par la famille, qui représentent les limites supérieures de son activité agricole. "*L'unité de travailleur est égale à la quantité de travail que peut fournir un homme adulte et valide, au cours d'une année, compte tenu des habitudes locales de production*" (L. Malassis, 1958 p. 38). Donc il s'agit "*d'unité de travailleur*" qui s'apprécie pour chaque région d'après la nature des tâches agricoles, le niveau de mécanisation, les techniques agricoles utilisées, les habitudes de la population etc. Pour évaluer les unités de travail disponibles, on va déterminer successivement pour chaque actif agricole le nombre de journées disponibles pour le travail agricole et le rendement du travail.

Nous avons classifié déjà les actifs disponibles dans la famille paysanne dans le paragraphe II.2.B. de cette partie et les calculs des quantités de travail tiennent compte de cette classification. Quatre catégories de travailleur sont considérées dans le calcul de travail disponible :

1°. Ceux qui consacrent *la totalité de leur temps aux travaux agricoles* (groupe a, p. 26). Le travail de cette catégorie peut être considéré égale à "l'unité" de travail et correspond à 282 jours de travail (chiffre utilisé habituellement dans les statistiques compte tenu de ce que nous avons dit ci-dessus), dont le nombre des heures par jours varie d'après les saisons et les campagnes agricoles.

2°. *Les femmes* dont le travail en général est partagé entre les travaux agricoles (surtout l'élevage) et les travaux ménagers. Là réside la plus grande difficulté sur l'estimation du travail disponible en agriculture dont l'estimation réelle s'avère impossible. On peut utiliser pour cette raison des coefficients établis à partir de nos enquêtes et des opinions des spécialistes agricoles dans la région. (On considère que la femme consacre 60% de temps à l'agriculture et 40% aux travaux ménagers. Le rendement de son travail est considéré comme l'équivalent de 90% de celui de l'agriculteur permanent puisque le travail physique et pénible est prédominant).

3°. *Les travailleurs à temps partiel* représentent un autre groupe que ce soit des doubles actifs ou des saisonniers. Leurs disponibilités aux travaux agricoles sont variables et dépendent des conditions du marché du travail, de l'efficacité de leur double activité etc. ($N=x$, nous l'avons déterminé à travers nos enquêtes).

4°. Le quatrième concerne les *agriculteurs-ouvriers ou fonctionnaires*, dont la disponibilité en agriculture est plus facile à apprécier.

Le rendement du travail de chaque catégorie de travailleurs est apprécié de la même manière. Les résultats sont ceux du tableau 7.

Tableau 7. Calculs des disponibilités du travail familial

	Catégories de travailleurs			
	Homme à plein temps	Femmes	Travailleurs à temps partiel	Ouvriers et fonctionnaires
a	1	2	3	4
* Nombres des jours disponibles (N)	282	282	282	282
* Rendement du travail (R)	1	0.9	1	0.9
* Coefficient du temps consacré en agriculture (D)	1	0.6	X (*)	0.08

(*) Nous verrons plus loin les valeurs de X pour chaque groupe typologique parce qu'elles ne sont pas les mêmes pour toutes les sous-zones agro-géographiques.

Le calcul des disponibilités d'unités de travail agricole se fait de la manière suivante :

$$UT = T1 \times R1 \times D1 + T2 \times R2 \times D2 + T3 \times R3 \times D3 + T4 \times R4 \times D4 \quad (2.2)$$

Où : $T1...T4 \Rightarrow$ nombre des personnes pour chaque catégorie de travailleurs.
Les jours de travail disponibles MOD seraient : $MOD = N \times UT$

Il est évident que pour l'activité agricole, il ne suffit pas de connaître les quantités annuelles du travail mais aussi la disponibilité de la main-d'oeuvre pour chaque période. Nous les avons présentées dans l'annexe II.4.A. Pour ces calculs, nous avons utilisé les MOD déterminés ci-dessus et leur distribution tout au long de l'année compte tenu de conditions climatiques dans la région et d'habitude régionale pour les fêtes, les congés etc..

2. Intensité et productivité du travail agricole

Les différences dans la rémunération annuelle du travail dépendent principalement de deux facteurs :

- *le degré de l'intensité du travail pendant l'année*, exprimé par les jours de travail dépensés et les quantités d'énergie consacrées à chaque journée ;
- *la productivité de chaque unité de travail dépensée*, exprimée en revenu par travailleur ou par jours de travail dépensé.

Le deuxième facteur dépend moins des conditions internes à l'exploitation paysanne que des conditions macro-économiques de son existence. Ce sont la fertilité des sols, la conjoncture des marchés et le niveau de leur organisation, les relations agricoles régionales, le degré de la pénétration du capital marchand et financier dans la paysannerie etc., qui déterminent le niveau de productivité du travail paysan et de sa rémunération.

Puisque nous nous intéressons ici au fonctionnement interne de l'exploitation paysanne, nous considérons comme une donnée de départ l'influence de ces facteurs externes sur le rendement du travail familial et nous verrons comment celui-ci est déterminé par des conditions internes de l'exploitation (combinaison des activités

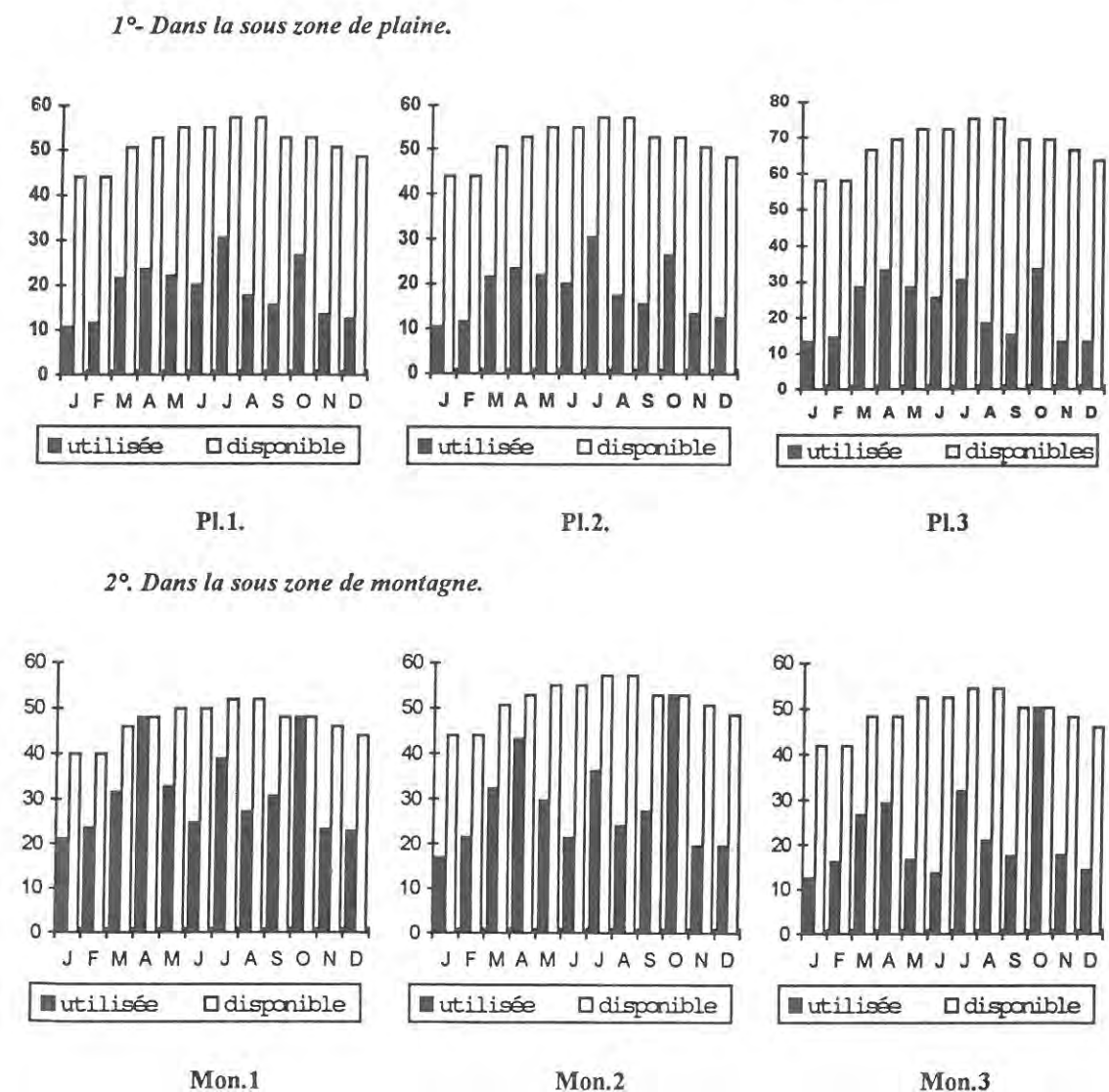
économiques, utilisation des capitaux, optimisation des systèmes de production etc.). D'abord nous nous arrêterons sur le premier facteur : le degré de l'auto-exploitation du travail.

A. Nature des travaux agricoles et dimensions d'exploitation

Le fait est connu que le processus de production agricole est de nature saisonnière, lié au stade de développement biologique des plantes et des animaux. Les courbes de la figure 5 montre cette irrégularité de l'utilisation des disponibilités du travail dans l'agriculture. Les semailles, les moissons et d'autres activités culturelles spécifiques exigent une quantité de travail importante en une brève période de temps, tandis que d'autres périodes n'exigent qu'une quantité très petite de celle-ci. Pour cette raison, non seulement le nombre des jours de travail varie, mais également l'intensité du travail varient pendant la journée (la durée du travail pendant la journée).

De toute évidence, il apparaît clairement sur nos graphiques que soit du fait *de la nature des travaux agricoles* (très irrégulièrement distribué pendant l'année), *ou des dimensions de l'activité agricole*, (avant tout, la taille très petite) dans nos exploitations, les normes d'utilisation du travail disponibles sont notablement inférieures à celles d'un plein emploi.

Figure 5. Utilisation des disponibilités de la main-d'oeuvre familiale par l'agriculture (jours de travail par mois)



B. Influence des objectifs de subsistance dans l'utilisation du travail agricole

Le niveau d'auto-exploitation de la main-d'oeuvre disponible est en grande partie déterminé par la nature socio-économique des exploitations agricoles et notamment par les besoins internes d'autoconsommation. La production disponible pour la consommation est égale à la production réalisée, déductions faites des prélèvements nécessaires à la continuité et à l'expansion du processus de production.

Les producteurs paysans cherchent à satisfaire au minimum leurs besoins de subsistance ; donc chaque travailleur doit assurer sa propre nourriture et celle des inactifs à charge. Si nous notons par $as \Rightarrow$ l'autoconsommation de subsistance par personne et par c le nombre des consommateurs inactifs à charge par travailleur, alors la production de subsistance par travailleur ps doit être au minimum égale à :

$$ps = as(1+c) \quad (2.3)$$

De nombreuses études ont vérifié que l'agriculture est soumise à la loi des rendements non proportionnels lorsque l'on fait varier un facteur de production. Puisque nous sommes dans le cas où la variation des superficies et des capitaux par actif agricole est très faible, dans la figure 6, nous avons fait une présentation théorique de la fonction de production utilisant l'intensification à base de travail.

Restant dans l'hypothèse que l'économie paysanne de notre région est du type de subsistance, (nous le verrons dans le paragraphe III du chapitre II de cette partie), avec une commercialisation faible, son objectif minimal alors est la satisfaction des besoins d'autoconsommation de la famille. La parallèle à l'axe des abscisses $ps = as(1+c)$ représente la production de subsistance par actif et la droite OE représente la consommation totale de subsistance $ts = as(1+c)T$.

On peut voir sur la figure 6 la position de la droite Ps avec la courbe de la productivité moyenne (Pmo) et celle de la productivité marginale du travail (Pma) ; on peut tirer des conclusions théoriques au niveau de l'efficacité du travail dans l'économie paysanne où l'autosuffisance alimentaire est l'objectif principal de la production agricole.

1°. - Dans le cas de l'économie capitaliste, où l'objectif est la maximisation du profit, le point B de la fonction de production (là où $Y/T = \Delta Y/\Delta T$), serait le point d'optimisation économique et la quantité de travail optimale TB . Là le coût moyen de la main-d'oeuvre par unité de production sera au minimum et donc le profit est maximal. Chaque dépense supplémentaire d'unités de travail, au-delà de ce point, sera jugée inutile pour un entrepreneur capitaliste parce qu'elle donnerait un profit toujours plus petit que celui obtenu au point B .

2°. - Dans le cas où l'objectif principal est l'autosuffisance alimentaire des membres de la famille, l'optimum économique serait déplacé au point C , à l'intersection de la droite Ps (représentant la production de subsistance par actif agricole) et de la courbe de productivité marginale. Dans ce point, la productivité marginale du travail est égale à la consommation marginale (ici considérée comme constante), auquel correspond une population active (ou quantité de travail dépensée) TC ($TC > TB$) et une population totale $T(1+c)$. Chaque unité supplémentaire de travail dépensée au-delà de ce point serait jugée économiquement inutile pour notre agriculteur parce qu'elle apporterait une quantité de production plus petite que celle demandée par les besoins d'autoconsommation pour les unités de travail utilisées. Ici la productivité moyenne est supérieure à la consommation de subsistance Ps et le surplus $S = Y - ts$ est maximal.

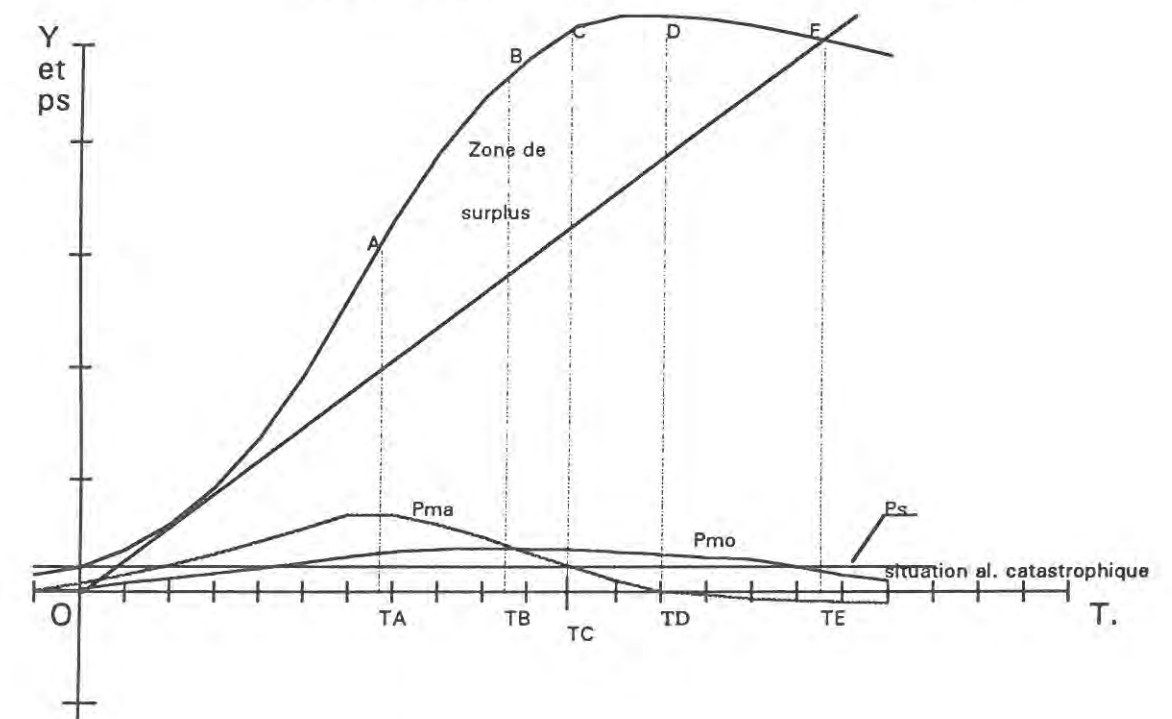
Si l'autoconsommation totale est représentée par $ts < YB$, alors l'agriculteur qui a de la possibilité de choisir entre des activités économiques alternatives, a la possibilité d'optimiser l'activité agricole d'après les principes d'"homo oeconomicus".

Si l'autoconsommation totale de subsistance est atteinte en deçà du point C , nous sommes dans le cas de l'économie dite "prémaltusienne". D'après L. Malassis, le point C peut être considéré comme "déterminant de la population optimale". (L. Malassis, 1973, p. 61).

Mais si $ts > YB$, alors la famille paysanne augmente l'utilisation de son travail jusqu'à ce qu'elle arrive au point E , où la production totale est égale à la consommation totale et la productivité moyenne est égale à la production de subsistance par actif : $Y = ts$; $Y/T = ps = as(1+c)$. Avant le point E , l'exploitation est sous-peuplée par rapport à l'objectif de subsistance ; au-delà de E , elle est surpeuplée et les besoins des

consommateurs ramenés au niveau de minimum vital sont tels qu'il est impossible de dégager un surplus. Si les besoins d'autoconsommation ts ne sont encore pas atteints, l'augmentation des quantités de travail au-delà de E baisse la productivité moyenne au-dessous de la consommation de subsistance et la situation alimentaire de la famille paysanne devient catastrophique.

Figure 6. La production agricole en fonction du travail (1)



De cette interprétation théorique, dans tout cas utile pour l'approche théorique de notre étude, nous en tirons deux conclusions nécessaires pour l'explication du fonctionnement de nos exploitations paysannes :

1° - Dans l'économie paysanne ayant pour objectif principal l'autosuffisance alimentaire de ses membres et une forte pression d'autoconsommation, l'utilisation du travail (et donc l'activité économique à l'intérieur de l'exploitation) ne s'appuie pas tant sur les calculs économiques que sur l'évaluation subjective de l'utilité de la production à la satisfaction des besoins de subsistance de la famille ;

2° - Même si les conditions permettent de tenir compte des calculs économiques, les motivations du paysan déplacent vers la droite l'optimum économique, d'où : l'exploitation paysanne recourant à la main-d'oeuvre familiale est plus utilisatrice du travail qu'une entreprise ou une exploitation capitaliste.

C. Ajustement de l'intensité du travail dans l'exploitation

Dans notre exposé théorique précédent, nous avons montré que le niveau d'auto-exploitation du travail est largement déterminé par le niveau de consommation de subsistance, ici considéré constant (l'angle de la droite OE par rapport à l'axe d'abscisses). En réalité, la consommation dans une famille paysanne n'est pas constante et pas plus proportionnelle à sa production. Il y a un "mécanisme" interne d'autorégulation entre l'autoconsommation et l'intensité du travail dépensé pour réaliser les denrées alimentaires.

Quand nous parlons d'intensité du travail de la famille paysanne, nous prenons en compte non seulement l'activité agricole, mais aussi l'ensemble de ses activités économiques. Par conséquent, pour mesurer son niveau d'intensité, il nous faudra de recourir non seulement au nombre des journées de travail, mais aussi aux résultats de ce travail, le revenu, en admettant, avec une grande part de convention, que chaque unité de valeur à l'intérieur de chaque groupe typologique est obtenue à peu près par la même quantité de travail.

1. C'est une présentation théorique et donc les positions des droites et des courbes sont arbitraires.

Nous avons établi les corrélations existantes entre la productivité du travail, représentée par le revenu et les besoins de consommation de la famille. Avec les résultats du tableau 8, nous voudrions éclairer les relations entre ces besoins de consommation, représentées par le coefficient qui définit le rapport entre le nombre de consommateurs et le nombre de travailleurs (c/t), et les indices de l'intensité du travail exprimé en valeur et en nature.

De ce tableau, nous tirons des conclusions sur l'ensemble des facteurs influants de l'intensité du travail :

1° - Toutes choses étant égales par ailleurs, le paysan est poussé au travail par les besoins de sa famille et développe *une activité économique d'autant plus grande que sont plus forts ses besoins de consommation*. Ainsi le volume des activités économiques pour un travailleur à l'intérieur de chaque groupe typologique dépend totalement du nombre de consommateurs par actif (le rapport c/t).

2° - Pour le même rapport c/t, le revenu brut pour un travailleur est également déterminé pour une bonne partie par *les conditions de son travail*. Cela est dû soit à la rémunération d'une journée de travail venue de la nature des activités développées (double activité non agricole ou travail permanent en extérieur), soit aux conditions de l'activité agricole (surface des terres disponibles pour 1 travailleur, présence de l'élevage pastoral etc.). Les conclusions sont les mêmes dans le cas où nous tenons compte des journées de travail dépensées.

Comme le montre la croissance des séries, de meilleures conditions d'utilisation du travail donnent aux paysans la possibilité pour le même rapport c/t, d'augmenter considérablement leur production et par conséquent, d'élever leur consommation et le niveau de bien-être (voir les séries des budgets personnels pour un consommateur verticalement, entre les groupes typologiques). Il est remarquable dans notre tableau, que l'augmentation de la production pour 1 travailleur, provoquée par l'augmentation du nombre des consommateurs (c/t) n'entraîne pas l'amélioration du niveau de vie (séries du budget personnel pour un consommateur horizontalement). Par contre, l'augmentation du revenu pour un travailleur, due à l'amélioration des conditions de production (entre les groupes typologiques 1, 2 et 3), amène presque toujours à une amélioration de niveau de vie.

3° - La comparaison des séries de jours de travail déployés pour un consommateur, montre que les dépenses d'énergies stimulées par les besoins de consommation de la famille, sont freinées par la pénibilité du travail, et que *plus le travail devient dur* par rapport à sa rémunération, *plus le budget personnel* d'un consommateur, obtenu par le volume d'activités économiques de la famille paysanne, *est bas*.

Ces conclusions sorties de l'analyse du tableau 8 nous donnent la possibilité d'établir une interprétation théorique sur le mécanisme qui règle l'intensification du travail dans la famille paysanne. *"Après une dépense relativement faible, indispensable à l'organisme et accompagnée d'un sentiment de plaisir, les dépenses ultérieures d'énergie exigent un effort de volonté et, plus le volume de travail fourni par l'homme à un moment donné est considérable, plus sont pénibles pour lui les dernières unités (les unités marginales) du travail dépensé"* (A. Tchayanov, 1990, p. 87).

Donc, chaque unité de valeur obtenue par le travail familial a une appréciation subjective de son utilité marginale, qui est propre à chaque famille. Au fur et à mesure que le volume des valeurs entrant dans le ménage augmente, leur utilité marginale décroît et à un certain moment, la pénibilité des unités de travail dépensées sera égale à l'appréciation subjective de l'utilité marginale du résultat de ce travail. A ce point se fixe le volume des activités économiques de la famille paysanne (la limite naturelle de sa production), parce que chaque unité de travail supplémentaire sera jugée subjectivement non avantageuse. Cette démonstration théorique, basée sur les données du tableau 8, serait illustrée dans la figure 7.

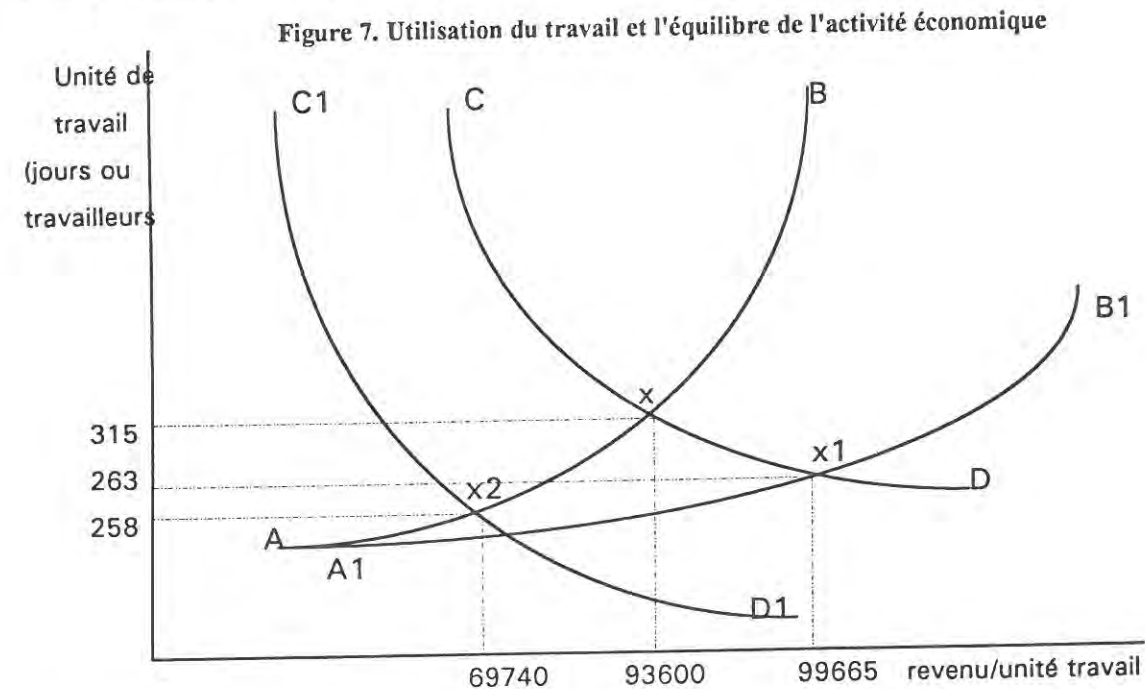
Sur l'axe d'abscisses, nous avons les sommes de revenus pour un travailleur en leks et sur celui d'ordonnées les jours de travail dépensés. La courbe AB représente la pénibilité de l'obtention du lek marginal de revenu et la courbe CD l'utilité marginale de ce lek. Dans le point x, correspondant à un revenu de 93600 leks et une dépense d'énergie de 315 jours par an, l'appréciation subjective du lek marginal est égale à la pénibilité qu'il demande. Si la pression de la consommation (c/t) de la famille diminue (passant du groupe 1.1- à 0.71-1), la courbe d'utilité marginale du lek supplémentaire pour la même nature d'activité économique, se déplace en C1D1 et le point de l'équilibre passe en x2, qui correspond au revenu de 69740 leks et 258 jours de travail par actif.

Tableau 8. L'intensité du travail et la consommation (c/t).

• Zone de la plaine :	-0.5	0.6-1	1.1-1.5	1.6-.
Pl.1 Rapport c/t				
- Revenu brut par travailleur (en leks, monnaie albanaise)	57205	59631	76552	78750
- Budget personnel par consommateur (en leks)	44493	29815	33970	26250
- Nombre des jours de travail par travailleur	126	142	162	190
- Nombre des jours de travail par consommateur	98	71	80	63
- Terre arable par travailleur (ha)	0.41	0.44	0.61	0.75
- Part des revenus non agricoles dans le revenu familial (%)	28.5	24.5	20.1	31.8
Pl.2 Rapport c/t	-0.4	0.5-0.7	0.8-1	1.1-.
- Revenu brut par travailleur	61954	58864	69740	93600
- Budget personnel par consommateur	53104	39243	34870	37440
- Nombre des jours de travail par travailleur	155	174	258	315
- Nombre des jours de travail par consommateur	133	116	129	126
- Terre arable par travailleur (ha)	0.28	0.39	0.48	0.65
- Part des revenus non agricoles dans le revenu familial (%)	47.5	40.4	51.0	25.7
Pl.3 Rapport c/t	-0.5	0.51-1	1.1-1.5	1.51-
- Revenu brut par travailleur	54069	88836	104181	99665
- Budget personnel par consommateur	42053	44418	39290	35498
- Nombre des jours de travail par travailleur	189	254	259	263
- Nombre des jours de travail par consommateur	147	127	97	93
- Terre arable par travailleur (ha)	0.33	0.54	0.63	0.78
- Part des revenus non agricoles dans le revenu familial (%)	40.2	33.3	20.3	34.5
• Zone de montagne :	-0.5	0.51-1	1.1-1.5	1.51-
Mon.1 Rapport c/t				
- Revenu brut par travailleur	62100	64240	91020	
- Budget personnel par consommateur	54733	35688	37925	
- Nombre des jours de travail par travailleur	154	158	223	
- Nombre des jours de travail par consommateur	102	88	93	
- Terre arable par travailleur (ha)	0.85	0.82	1.26	
- Part des revenus non agricoles dans le revenu familial (%)	23.4	13.4	19.1	
Mon.2 Rapport c/t	-0.5	0.51-1	1.1-1.5	1.51-
- Revenu brut par travailleur		71467	117800	
- Budget personnel par consommateur		42880	39267	
- Nombre des jours de travail par travailleur		221	296	
- Nombre des jours de travail par consommateur		132	99	
- Terre arable par travailleur (ha)		1.10	1.65	
- Part des revenus non agricoles dans le revenu familial (%)		23.4	27.1	
Mon.3 Rapport c/t	-0.5	0.51-1	1.1-1.5	1.51-
- Revenu brut par travailleur				66167
- Budget personnel par consommateur				24813
- Nombre des jours de travail par travailleur				211
- Nombre des jours de travail par consommateur				79
- Terre arable par travailleur (ha)				1.2
- Part des revenus non agricoles dans le revenu familial (%)				23.4

Source : Les données de nos enquêtes.

Par contre, si la productivité du travail augmente (augmentation des prix pour les produits vendus, intensification par utilisation des capitaux, meilleure optimisation de cultures et d'élevage débouchant sur des activités non agricoles plus productrices, etc.), la courbe de la pénibilité marginale se déplace vers le bas. Bien que le revenu brut par travailleur augmente, cette augmentation n'est pas proportionnelle au facteur qui l'a provoqué, parce que le travailleur, toutes choses égales par ailleurs, peut satisfaire les besoins de consommation, voire les augmenter, pour moins de travail. Le point d'équilibre passe à $x1$ correspondant à un revenu plus haut (99665 leks) et une dépense de travail plus basse (258 jours).



Tel est l'équilibre entre le volume d'activité économique et les quantités de travail familial utilisé dans une exploitation paysanne.

II. Production agricole et utilisation des facteurs de production agricole

Les particularités des exploitations paysannes de la région que nous avons découvertes dans le paragraphe précédent sont indispensables pour l'étude du système de production, que nous allons aborder. Il faut que nous répondions ici aux questions qui n'ont pas été suffisamment étudiées au cours de notre analyse précédente et notamment :

- * - Comment face aux conditions de pénurie des terres et des capitaux qui les caractérisent, les exploitations organisent-elles les systèmes de production et s'efforcent-elles de les optimiser?
- * - Est-ce que les quantités de travail qui ne peuvent pas être utilisées dans l'exploitation et les besoins qui restent insatisfaits influent sur l'organisation technique et économique de ces exploitations elles-mêmes?

1. Choix du système de culture

Le système de culture, comme "une application des facteurs de production selon des quantités définies et une association d'espèces végétales", est déterminé par un groupe de facteurs qui agissent à travers les mobiles de la production parmi lesquels :

A. Le volume et la variété des besoins internes de la famille

Il y a une forte corrélation entre les surfaces semées à chaque culture vivrière et le nombre des consommateurs par famille. Dans ces conditions, l'activité agricole de l'exploitant, orientée par toute une série de besoins de consommation, a un caractère quantitatif marqué (objectif de production en volume plutôt qu'en valeur). Les

dépendances entre les surfaces semées dans chaque culture vivrière (y) principale et le nombre de consommateurs (x), sont fonctionnelles de forme $y = ax + b$. Nous avons calculé les coefficients a et b pour la culture du blé dans chaque groupe typologique qui sont :

Tableau 9. Détermination d'assolement par l'auto-consommation (cas du blé)

Sous-zones	Valeur du coefficient a	Valeur du coefficient b	Coefficients de variation des valeurs isolées du résultat de la formule.
Pl.1	0.11	0	0.008
Pl.2	0.11	-0.11	0.041
Pl.3	0.11	-0.15	0
Mon.1	0.19	0	0.047
Mon.2	0.19	-0.05	0.009
Mon.3	0.19	-0.10	0.005

Source : calculs d'après nos enquêtes (qui seront utilisés dans la 3ème partie, pour les modèles)

Donc l'importance des cultures vivrières dans l'assolement est déterminée, en premier lieu, par le nombre de personnes par famille, ensuite par les rendements de cultures (qui s'expriment par la valeur du coefficient a) et enfin par les habitudes alimentaires de chaque groupe typologique (exprimées par la valeur du coefficient b). Les valeurs faibles des coefficients de variations affirment que les corrélations concernées, sont bien définies. L'influence de la demande interne sur le choix du système cultural apparaît aussi clairement dans le nombre élevé des cultures en présence sans tenir compte de leur rentabilité.

Pour caractériser les systèmes culturaux utilisés dans nos exploitations, nous utiliserons un indice de diversification ou de spécialisation IS (L. Malassis, 1958, p. 76) qui permet de tenir compte à la fois du nombre et de l'importance (l'étendue) relative des cultures :

$$IS = \frac{1}{n} + \frac{e}{100} \quad (2.4)$$

où :

n → nombre des cultures;

e → écart moyen des surfaces relatives de chacune des cultures par rapport à la moyenne des surfaces.

Les résultats des calculs pour la campagne 1993 sont présentés dans le tableau 10.

Tableau 10. Les coefficients de spécialisation culturale.

N°.	Sous-zones :	Groupes typologiques :		
		1	2	3
1	En plaine	0.19	0.18	0.16
2	En colline	0.20	0.18	0.18
3	En montagne	0.20	0.20	0.21

Source : calculs d'après nos enquêtes

D'après ces coefficients, toutes les exploitations doivent être caractérisées par le terme *de polyculture*.⁽⁴⁾

B. L'organisation sociale et les dimensions de l'unité de production

Les exploitations régionales étant des unités d'économie paysanne familiale et de très petite taille, elles réagissent notamment à travers les quantités de travail disponibles et l'estimation subjective de sa valeur économique. Dans les conditions où la mobilité de la main-d'oeuvre est faible et la terre un facteur de rareté, les systèmes de culture essaient de s'adapter aux quantités de travail et ont une haute élasticité vis-à-vis de celle-ci. "... Il semble donc que la quantité de travail détermine le système d'exploitation dans les petites, et le système d'exploitation détermine la quantité de travail dans les grandes." (L. Malassis, 1958, p. 104).

1. L. Malassis dans "L'économie de l'exploitation agricole" caractérise les exploitations de polyculture quand l'indice est inférieur à 0.5, de spécialisation lorsqu'il est supérieur à 0.5 et inférieur à 1, et de monoculture lorsqu'il est égal à 1.

Cette détermination se fait de telle sorte qu'elle permet à la famille paysanne *de substituer le facteur rare* (la terre) au facteur abondant (le travail), notamment à travers l'intensification du système de culture. Le choix des cultures les plus utilisatrices du travail pour les cultures commercialisées, et l'augmentation des façons culturales agissant dans le même sens (binage et sarclage) ainsi que l'irrigation, sont des aspects de cette adaptation. Dans le tableau 11, nous avons présenté la variation de la part des cultures binées et sarclées dans la SAU compte tenu de deux variables structurelles : nombre des actifs et taille de l'exploitation.

Tableau 11. Système de culture et disponibilités en terre et en travail.
(Part des cultures binées et sarclées en % de SAU)

Nombre des actifs par exploitation.	-1 actif	1-2 actifs	Au-delà de 2 actifs
Surface d'exploitation			
<i>Zone de plaine</i>			
-1 ha	43	45	46
1.1-1.5 ha	41	45	57
au-delà de 1.5 ha	35	50	
<i>Zone de montagne</i>			
-2 ha	-	62	-
2-3 ha	-	50	64
au-delà de 3 ha.	33	41	51

Donc :

- la part des cultures binées et sarclées (intensives dans l'utilisation du travail) dans la structure de l'assolement est d'autant plus élevée que la main-d'oeuvre est abondante (voir les séries horizontalement) ;
- avec l'augmentation de SAU pour le même nombre d'actifs par exploitation en général, la partie des cultures concernées diminue. (Cela ne se vérifie pas dans les deux dernières séries de la sous-zone de plaine à cause des cultures vivrières obligatoirement en présence pour assurer l'autoconsommation, et du fait que nos exploitations sont loin d'avoir assuré le plein emploi).

En conclusion, la structure sociale des exploitations (quantité et structure de la main-d'oeuvre familiale) en fonction de leur superficie, semble bien avoir une forte incidence sur la structure des systèmes de culture (et d'exploitation) : la forte pression démographique dans les petites exploitations régionales est à la fois élément et facteur d'intensité.

C. Les conditions naturelles et techniques de la production

Elles influent sur la combinaison productive des facteurs et donc sur la structure de l'assolement. Cette influence est plus visible dans le choix des cultures commercialisées. Nous avons montré plus haut que l'exploitation à travers sa production, a pour objectif d'assurer l'autosuffisance alimentaire de sa famille. Mais les besoins monétaires l'obligent à vendre une partie de sa production. Justement pour cette partie de la production, le paysan essaye d'assurer des rapports les plus favorables entre les coûts relatifs des facteurs et les prix de vente (offrant un revenu maximal).

Aux trois sous-zones agro-géographiques créées dans notre typologie, correspond une localisation culturelle pour les cultures commercialisées (dont nous parlerons largement dans la troisième partie). Ici nous allons ajouter à notre typologie une autre dimension qui rend compte des systèmes de production adaptés. Il s'agit de la sous-zone collinaire dont une partie est plus favorable à la production de l'oignon grâce aux conditions micro-climatiques et agro-pédologiques, et elle profite des avantages non seulement dans la région, mais elle est connue au niveau du pays. Son étendue par rapport à la sous-zone collinaire est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 12. L'étendue des exploitations cultivant l'oignon dans la sous-zone collinaire

	Nombre de villages	Nombre d'exploitations	Superficie totale	Taille par exploitation
Zone de l'oignon	7	1683	2860	1.7
Autres	12	1362	1716	1.3
Total sous-zone collinaire	19	3045	4576	1.5

2. L'élevage et sa place dans le système de production

Dans la région de Dévolle, toutes les catégories d'exploitations sont mixtes ; elles pratiquent la culture et l'élevage. Le bétail comme la surface ensemencée détermine largement le revenu agricole et tous les trois dépendent largement les uns des autres. L'importance relative de la culture et de l'élevage constitue l'aspect essentiel de l'orientation de la production.

A. Elevage et cultures des champs

La première question que nous traitons ici concerne les dimensions de l'élevage dans l'exploitation et ses rapports avec la culture des champs.

1°- Comme pour les cultures de champ, *les besoins d'autoconsommation* de la famille déterminent la présence large de l'élevage dans l'exploitation paysanne. Cela argumente d'une manière remarquable en faveur de la présence de l'élevage bovin : son avantage est d'offrir du lait durant toute l'année. (Voir l'annexe II.5).

2°- L'élevage, dans les conditions de petite taille d'exploitation et de disponibilités pour développer l'élevage pastoral, joue un rôle important sur son fonctionnement technique et économique. Pour comprendre ce *rôle de l'élevage dans le fonctionnement technico-économique* des exploitations, nous avons construit le tableau 13.

Tableau 13. L'élevage dans les exploitations

Groupes typologiques	Part de l'élevage dans le produit agricole brut (%)	Unités de bétail par exploitation (UB) (1) (2)	Surface des cultures fourragères par UB
Pl.1	39	2.45	0.16
Pl.2	38	2.23	0.17
Pl.3	34	2.81	0.20
Mon.1	55	8.20	0.13
Mon.2	53	6.90	0.24
Mon.3	49	5.20	0.17

Source : résultats de nos enquêtes

Les réflexions sur les résultats affichés dans le tableau nous amènent aux conclusions suivantes :

- L'élevage occupe une place importante dans le revenu agricole de tous les groupes typologiques. De ce fait, les exploitations peuvent être caractérisées par *l'orientation polyculture-élevage* pour la zone de plaine et de *l'élevage-polyculture* pour la zone de montagne ;

- La présence de l'élevage au-delà des besoins d'autoconsommation est due aux besoins pour *intensifier l'utilisation du travail*. En substituant des cultures fourragères à la prairie naturelle (au service communal) et utilisant les résidus (déchets) de la production céréalière -qui ne peuvent pas être vendus sur le marché-, la famille paysanne peut augmenter son revenu agricole en augmentant ses efforts physiques et donc, élever encore son niveau d'intensité. C'est pourquoi la part de l'élevage dans le produit agricole brut et le nombre des UB sont plus élevés dans les exploitations où l'activité économique est principalement agricole et sont plus faibles dans les autres, tandis que la surface consacrée à l'élevage est plus petite dans les premières et augmente dans les exploitations où le travail familial se tourne vers un travail garanti ou une autre activité non agricole.

3°- En ce que concernent *les rapports entre les dimensions des cultures fourragères et l'élevage*, il faut affirmer qu'il y en a peu, parce que pour une surface agricole constante les quantités de la base fourragère peuvent être réduites ou considérables. Cependant outre la base fourragère provenant des résidus de son

1. Nous avons converti ici les différentes catégories d'élevage en unité de gros bétail (UB) d'après les coefficients utilisés par l'Institut National d'Economie Agricole à Rome, où 1 UB est égale à :

- 1 vache, un cheval, un boeuf de plus de deux ans ;
- 2 bovins, chevaux, boeufs moins de deux ans ;
- 5 caprins ;
- 7 ovins ;

(Istruzioni per la compilazione del registro di rilevazione contabile et dei troccati schenda . - Roma : Istituto Nazionale di Economia Agraria, 1980)

activité, la présence des prairies naturelles facilite l'intensification du travail, et permet de pratiquer un élevage pastoral extensif principalement ovin et caprin. C'est pour cette raison que les UB dans la zone de montagne sont de 2 à 4 fois plus élevées et ceci n'est donc pas la conséquence de l'augmentation de SAU.

B. Destination des productions d'élevage

Un autre problème que nous voudrions d'aborder ici, c'est le rôle de la production de l'élevage dans l'activité économique de la famille paysanne, à travers sa destination. Le plus souvent, nous avons un élevage produisant du lait pour la consommation de la famille, du fumier pour les cultures, et des jeunes bêtes en surplus pour la vente et la capitalisation en nature, associé souvent à l'élevage de volaille pour la consommation personnelle.

Les destinations des produits sont présentées dans le tableau 14.

Tableau 14. Destinations du produit de l'élevage

	Pl.1	Pl.2	Pl.3	Mon.1	Mon.2	Mon.3
*Part de la production d'élevage dans le produit commercialisé (%)	34	21	33	77	100	100
*Destination du lait :						
- auto consommé	39	47	41	31	38	36
- vendu	0	5	10	1	7	9
- élaboré dans la famille	61	48	49	68	55	55
*Destination des jeunes bêtes						
- auto consommées	47	31	37	11	11	20
- vendues	8	15	13	45	52	27
- capitalisées	45	54	50	44	37	53
*Produit de l'élevage par ha (leks)	40782	38048	38785	39256	26985	22250

Il résulte de ce tableau que :

- Bien que la consommation soit élevée (compte tenu des normes utilisées pendant la collectivisation), la partie de l'élevage dans le produit commercialisé est considérable (variant de 21% à 100%).
- L'industrie fermière de transformation sur place du lait a une double fonction : d'une part, nous avons une adaptation de l'exploitation aux conditions du marché (le manque de réseau de commercialisation du lait frais), d'autre part, c'est un moyen pour valoriser toutes les sources possibles d'augmentation du revenu monétaire et pour mieux utiliser le travail des femmes dans l'exploitation. (Dans nos calculs sur le degré d'auto-exploitation du travail, ce facteur n'est pas pris en compte à cause des difficultés qu'il présente pour les calculs exacts).
- Le bétail sur pied constitue le principal produit destiné à la vente. Et cela non pas tant en raison des prix favorables des marchés, que de la possibilité de le "conserver" et de le transporter vers d'autres marchés (par exemple en Grèce) dans la mesure où le marché local reste non développé. Et plus les exploitations sont loin du marché, plus ce produit devient une spécialisation dans la commercialisation (100% des ventes agricoles pour la zone montagneuse). Le rôle de cette catégorie de l'élevage est important en ce qui concerne la capitalisation (puisque les exploitations sont nouvelles et donc pas encore bien équipées pour l'élevage), et l'épargne dans l'exploitation.

3. Utilisation des capitaux et des techniques culturales

La troisième question que nous aborderons ici, concerne la reconstitution et la circulation du capital dans l'exploitation, les facteurs qui déterminent le degré de son équipement en capital, ainsi que les techniques culturales utilisées en agriculture. Pour cela, il faut analyser le tableau 15, qui représente les rapports existants entre le volume de l'activité économique d'une part, et les quantités du travail employées, la terre et les dimensions du capital d'autre part, pour chaque groupe typologique.

Tableau 15. Le revenu agricole et l'utilisation du capital

Indices	Pl.1	Pl.2	Pl.3	Mon.1	Mon.2	Mon.3
• Produit agricole brut (000 leks)	131	123	166	173	168	161
• Actifs agricoles (¹)	2.2	1.3	1.6	2	1.2	1.1
• La terre (SAU)	1.24	1.25	1.47	2.42	3.3	3.6
• Le capital (000 leks)	116.1	121.5	137.1	230.4	236	196
• Capital/actif (leks)	52773	93462	85688	115200	196667	178182
• Capital/ha (leks)	93600	97200	93300	95200	71500	54400
• Capital/ 1 lek de produit (leks)	0.886	0.988	0.826	1.332	1.405	1.217

A. Les motifs incitants et les facteurs qui déterminent la formation du capital d'exploitation.

Comme nous l'avons montré dans le paragraphe I.2.A de ce chapitre, il n'existe pas de corrélation marquée entre le revenu et le capital disponible, ni non plus entre ce capital et les actifs agricoles. On constate aussi que là où l'utilisation du capital par ha est plus grande, sa rentabilité représentée par le coefficient capital/un lek de produit est plus faible.

De ces constats, nous aboutissons à la conclusion que, dans nos exploitations paysannes se trouvant dans une situation de manque de terre, les rapports entre les éléments de production ne correspondent pas à l'optimum comme dans une entreprise qui essaye de garantir une efficacité maximale au capital investi. Mais malgré cela, les exploitants utilisent toujours des inputs, des matériaux agricoles, de l'irrigation etc. Quels sont alors les motifs incitants dans cette démarche s'il est vrai qu'ils ne recourent pas aux calculs économiques?

1°.- L'explication de cette question, nous la trouvons si nous rendons compte de ce que nous avons accepté sur l'équilibre interne de l'activité économique dans l'exploitation paysanne. A travers l'intensification du capital, elle établit un nouveau point d'équilibre entre la pénibilité du travail et la satisfaction des besoins de consommation. L'accroissement de l'intensité capitaliste va d'abord entraîner une moindre satisfaction des besoins de consommation (pour un revenu donné du foyer, la partie destinée à l'investissement augmente), mais à partir de là, il augmente la productivité du travail et donc il diminue sa pénibilité.

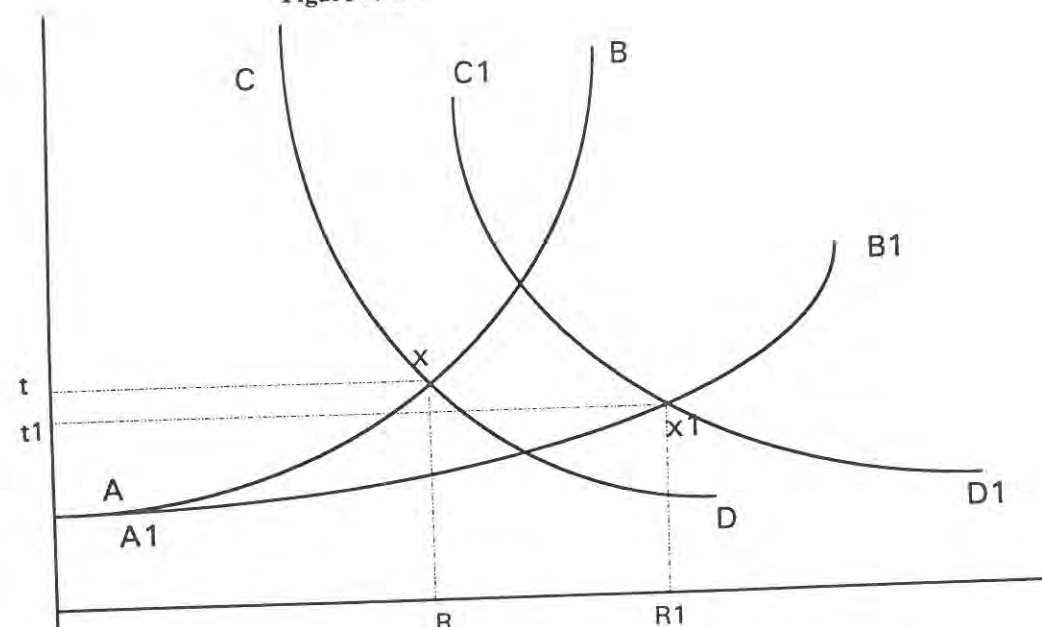
Si nous revenons sur l'interprétation graphique de la figure 7, après l'intensification du capital, la courbe AB de la pénibilité du travail se déplace vers le bas (AB1), ce qui veut dire que la pénibilité diminue sensiblement pour le même revenu obtenu. (Voir la figure 8)

Mais le paysan a dépensé une somme d'argent en diminution de sa consommation et à cause de ça, l'évaluation subjective de l'utilité de revenu marginal est déplacée à droite, déterminant ainsi le point d'équilibre au x1 ($R1 > R$ et $t1 < t$).

Donc, d'une manière générale, le processus de reconstruction et de formation du capital est rattaché par un certain équilibre à d'autres éléments de l'exploitation telle que l'intensité du travail et son niveau de pénibilité, la satisfaction des besoins de la famille etc., et son intensité dépend du développement de ces derniers.

¹ Actifs ne travaillant qu'en agriculture.

Figure 8. L'intensification du capital et l'équilibre interne



2.- Intéressons-nous maintenant aux facteurs qui conditionnent, pour une année donnée, la création des sources du capital investi. Autrement dit, comment se fait le partage du revenu brut de la famille paysanne entre des dépenses consacrées à la reconstruction et la formation du capital et celles qui sont utilisées pour la consommation familiale?

Quand nous parlons de dépenses consacrées à la formation du capital, nous entendons toutes les dépenses d'exploitation à des fins de production, que ce soit en monnaie ou en nature. Nous avons réuni dans cette somme les dépenses destinées aussi bien à la reconstruction du capital circulant (engrais, semences, services des matériels agricoles, nourriture de l'élevage etc.), qu'à la formation du capital fixe (construction des bâtiments, les bêtes de production et de traite). Cela est fait, non simplement parce que les deux sont dans la même mesure des capitaux avancés par le paysan pour la production agricole, mais aussi parce que les deux groupes de dépenses jouent le même rôle à ses yeux dans ce processus de production.

- Les résultats de nos enquêtes sur cette question, présentés dans l'annexe II.6, montrent que pour un niveau peu élevé de revenu familial, le processus de reconstruction et encore plus, de formation du capital ne peut pas occuper une place importante. La pression des besoins élémentaires est si forte qu'elle ne permet pas d'envisager une limitation considérable de la consommation au bénéfice d'une allocation à la formation du capital.

Dans les conditions où le crédit agricole est presque inexistant à cause de taux très élevés d'intérêt (20-30%), les moyens avancés pour la formation du capital proviennent d'un même budget et sont liés au processus de satisfaction des besoins personnels et dépendent du niveau de vie de la famille paysanne.

- Un autre aspect des dépenses d'exploitation est celui concernant les relations entre ses montants et la structure des activités économiques de la famille. Il y a une certaine dépendance entre les deux qui se manifeste aussi bien, sur leur structure, que sur les montants destinés aux dépenses d'exploitation.

L'existence des activités non agricoles et des sources extérieures de revenu permettent à la famille paysanne d'augmenter son niveau capitalistique. Comme cela apparaît clairement dans l'annexe II.6, les revenus agricoles ne peuvent pas, à eux seuls, suffire pour atteindre même le niveau existant de dépenses d'exploitation. Cette conclusion est aussi vraie pour les groupes Pl.1 et Mon.1, où l'activité principale est l'activité agricole.

B. Les techniques culturelles utilisées et le comportement de l'agriculteur vis-à-vis d'elles

La place de l'agriculture dans la stratégie économique du paysan se manifeste aussi à propos des techniques culturelles utilisées. Dans le tableau 16, nous pouvons voir que le travail manuel est bien développé dans toutes les exploitations, en particulier, pour les travaux cultureux (les travaux demandant un effort physique considérable, comme les labours, sont mécanisés). Cela est dû à la taille des exploitations et à la demande pour assurer le plein emploi. Mais les rapports entre la mécanisation et le travail manuel, ne sont pas égaux dans tous les groupes typologiques. Dans les exploitations, dites sans revenus extérieurs garantis, et où les revenus familiaux sont plus faibles, les paysans produisent en intensifiant leur travail et donc tentent de substituer le facteur déficitaire, le capital, par le travail. Dans les autres groupes, d'une manière différente, l'augmentation des dépenses d'exploitation a pour objectif la diminution de la pénibilité du travail et l'amélioration de sa productivité.

Tableau 16. Techniques culturelles (mécanisation et utilisations des engrais)

	Pl.1	Pl.2	Pl.3	Mon.1	Mon.2	Mon.3
• <u>Type de labour (%)</u> :						
- mécanisé	41	64	68	80	83	81
- traction animale	45	30	20	18	12	19
- manuel	14	6	12	2	5	0
• <u>Services cultureux (%)</u> :						
- mécanisé	4	5	0	14	16	13
- traction animale	17	28	21	22	31	42
- manuel	79	67	79	64	53	45
• <u>Utilisation d'engrais (qx/ha)</u>	1.2	2.1	2	0.9	1	0.7
• <u>Jours de travail par ha</u>	410	312	295	217	159	102

Source : données d'après nos enquêtes.

En résumé de notre analyse dans ce paragraphe sur le niveau de l'utilisation du capital par nos exploitations, nous pouvons dire que la plupart d'entre elles (voire toutes), à cause de leurs petites tailles et de revenus insuffisants, ne travaillent pas dans les conditions optimales d'intensité capitalistique. Elles travaillent avec un capital insuffisant et obtiennent une rémunération réduite de leur travail. Le système du crédit, inadapté pour le niveau de la production agricole, n'a pas contribué à l'amélioration de la trésorerie et à l'augmentation des dépenses d'exploitations.

III. Les exploitations et leurs relations aux marchés

Sur le plan organisationnel, le point essentiel qui détermine le caractère de la structure de l'exploitation, est son degré d'insertion dans le marché et le développement de sa production marchande. La désorganisation et l'instabilité du marché agricole est peut être la plus grande difficulté qu'affronte l'agriculture de la région dans cette période de transition. Le manque d'une infrastructure développée (moyens de transport, communication, stockage, conservation), la rareté d'intermédiaires opérant à une échelle pluri-régionale ou nationale etc., contribuent au fonctionnement des marchés isolés, segmentés, étroits, entraînant de fortes fluctuations de prix et décourageant souvent la production pour le marché.

1. Le degré de commercialisation des exploitations (une agriculture de subsistance)

Ici nous ne traiterons pas des problèmes sur l'organisation et le développement de ces marchés au niveau macro et méso, mais de leur impact sur le fonctionnement de l'économie privée. C'est la raison pour laquelle nous considérons le degré de monétarisation des exploitations non seulement comme une conséquence de ses facteurs internes, mais aussi comme une donnée du milieu environnant. (Dans la troisième partie, nous reviendrons sur cette question en imaginant d'autres conditions de marchés).

Les résultats de nos enquêtes sur le niveau de monétarisation de la production, du ménage et des dépenses sont présentés dans le tableau 17.

- Des résultats du tableau, nous pouvons caractériser la nature de l'agriculture régionale du point de vue de leur commercialisation comme "*l'agriculture de subsistance*" (1).

Tableau 17. Les relations des exploitations aux marchés

Indices :	Pl.1	Pl.2	Pl.3	Mon.1	Mon.2	Mon.3
Commercialisation de la production agricole (en % de la production totale)	13	24	17	18	31	10
Coefficient de la spécialisation commerciale (calculé d'après la formule 2.4)	0.38	0.32	0.33	0.36	0.57	.68
Part des dépenses monétaires dans leur totalité (en %).	49	54	51	46	49	44
Niveau de commercialisation du ménage (en %)	35	79	40	26	48	31

Cette caractéristique convient à tous les groupes typologiques, parce que la production agricole est principalement destinée à la satisfaction des besoins de la famille.

- Dans les paragraphes précédents, nous avons souligné l'orientation marquée des systèmes cultureux utilisés vers les quantités nécessaires pour l'autoconsommation (caractère quantitatif). Les quantités sont prises en compte pour chaque produit pris séparément. Mais comme les besoins de consommation possèdent une certaine élasticité, cette mesure ne peut pas être faite très précisément pour toutes cultures. A cause de cette élasticité de la demande, le nombre des produits commercialisés est relativement élevé, exprimé par le faible coefficient de spécialisation commerciale.

En réalité, la question de savoir ce qui est plus rentable, se pose quand l'exploitant juge par avance qu'une partie de sa terre doit être cultivée pour le marché. Ce qui importe dans ce cas, c'est d'obtenir la plus grande quantité possible d'une même production. L'influence de ce comportement des agriculteurs s'exprime par le fait que les coefficients de spécialisation commerciale sont plus que deux fois plus élevée par rapport à ceux de spécialisation de production. Les pommes de terres dans la plaine et le bétail sur pied dans la sous-zone de montagne (les spéculations plus rentables d'après les calculs économiques) font plus que la moitié de la production commercialisée.

D'après le tableau 17, le groupe d'exploitations le plus monétarisé est celui des doubles actifs sur les trois ratios calculés. Les exploitations paysannes du I-er groupe semblent être tombées dans un cercle vicieux : le manque de disponibilités monétaires durant toute l'année diminue les possibilités du ménage pour commercialiser sa production (il y a donc plus de production auto-consommée) et moins de dépenses monétaires pour la production agricole. D'autre part, les exploitations qui ont un travailleur permanent à l'extérieur, vendent moins de produits agricoles, mais grâce aux ressources extérieures permanentes, sont des ménages pour lesquels le commerce est plus important et font plus de dépenses monétaires.

2. La subsistance agricole et l'objectif d'autosuffisance alimentaire au niveau du pays

Un autre problème que nous voudrions traiter ici, c'est celui de *la suffisance de la production commerciale* par rapport à l'objectif mis par la politique agricole à court et moyen terme *pour assurer l'autosuffisance alimentaire* au niveau de la région et du pays.

La population agricole dans la région comprend 87% de la population totale et au niveau du pays, ce rapport est de 64%. Cela veut dire que pour atteindre l'objectif, le nombre de non agricoles devant être nourris par un paysan, est de 0.15 au niveau régional et de 0.56 au niveau du pays. Dans l'hypothèse de parité alimentaire, l'incidence de la commercialisation de production serait respectivement de 13% et 36%. Mais le non agricole, en général, est nourri beaucoup mieux que l'agricole, les pourcentages de commercialisation sont donc supérieures à ceux-ci. De ce raisonnement, on peut déduire que l'objectif pour assurer l'autosuffisance alimentaire dans la région semble être globalement atteint (16% de la production agricole commercialisée), mais pour répondre aux demandes au niveau national, il faudra des modifications sur le fonctionnement de l'appareil de production de ces micro-exploitations.

1. L. Malassis, dans "Agriculture et processus de sous-développement" (Paris, 1973), emploie les termes d'agriculture "exclusivement de subsistance" si la totalité de la production est auto-consommée, et d'agriculture "partiellement de subsistance" ou en général appelée "agriculture de subsistance", si 50% au moins de la production est destinée à l'autoconsommation des populations agricoles.

IV. Pluriactivité du ménage agricole

Dans notre étude, en nous appuyant sur l'hypothèse selon laquelle le manque de terre est à l'origine de l'orientation d'une part considérable du travail familial à l'extérieur de l'exploitation, nous avons considéré l'économie paysanne comme un système d'activités économiques agricoles et non agricoles en vue d'obtenir des moyens nécessaires pour une vie "normale" de la famille paysanne. Nous avons vu aussi que le travail hors de l'exploitation, quelque soit sa nature économique, a pour objectif de remplir les besoins monétaires du ménage, et en conséquence, modifie le degré d'utilisation des facteurs de production de l'exploitation paysanne.

L'agriculture à revenus extérieurs, phénomène massif dans nos exploitations, fera l'objet de ce paragraphe, où en bref nous tenterons d'expliquer ce que représente cette forme d'agriculture. S'agit-il d'un phénomène transitoire et aberrant, particulier de l'agriculture albanaise ou au contraire, d'une tendance positive et durable? Quelles sont les circonstances économiques et sociales qui obligent au développement de cette forme de l'agriculture et quels sont les problèmes qu'elle permet à ce stade économique?

1. L'agriculture à temps partiel et son importance croissante

Au cours des années, il y a eu de longues discussions autour cette forme d'agriculture et différentes attitudes ont été adoptées à propos d'elle. Le terme d'agriculture à temps partiel a été forgé en 1930. Des études plus anciennes avaient évoqué cette réalité, mais elles affirmaient que l'agriculture à temps partiel était inefficace et posait beaucoup de problèmes. Dans les années trente, une attitude un peu plus positive se fit jour, mais les années suivantes (années cinquante et soixante) l'attitude négative dominait.

L'intérêt pour l'agriculture à temps partiel se renouvelle d'une manière très nette après 1970, avec la perception du fait que cette forme d'agriculture s'était répandue, qu'elle n'était pas transitoire, mais durable et même en expansion.

En Albanie, avant la deuxième guerre mondiale, l'agriculture à temps partiel a été propagée du fait que sur 85% de SAU, il y avait des exploitations dont la taille ne dépassait pas 2.5 ha et qu'environ 30% d'entre elles étaient en dessous de 1.5 ha. La structure économique et sociale, avec une industrie très peu développée et artisanale, l'existence même d'un prolétariat rural etc., limitaient les sources de l'emploi non agricole. Les paysans doubles actifs travaillaient en agriculture principalement chez les plus grands (grands propriétaires fonciers - *beys* et *latifundia*), dans les mines ou dans la construction des infrastructures (routes) par le capital italien pendant les années 20-30, ou plus rarement ils émigraient. (Dévolle est parmi les quelques régions qui ont connu l'émigration à cette période).

Après la réforme agraire faite par le régime communiste, l'agriculture à temps partiel a pris une autre forme et son importance s'amoindrit de plus en plus, parallèlement à l'extension du secteur socialiste. La production des parcelles privées des membres des fermes d'Etat et des coopératives agricoles diminue peu à peu jusqu'à ce qu'en 1981, l'Etat interdise sa commercialisation.

Actuellement, avec les nouvelles conditions de la dernière réforme, compte tenu de ce que nous avons dit à propos de la taille des exploitations, de la structure économique et sociale du pays, des objectifs mis pour le maintien sur place pendant un certain temps de la population agricole, l'intérêt pour le développement de cette forme d'agriculture est important.

2. Répartition et nature des activités extérieures

Selon le rapport de l'OCDE (Rapport Général, tome 3, p.3-6.), les exploitations à plein temps comprennent celles qui détiennent jusqu'à 10% de leur revenu d'occupations non agricoles, ou qui y consacrent jusqu'à 10% du temps de travail. D'après cette directive, (classification en fonction du temps de travail consacré aux occupations non agricoles), l'agriculture à plein temps pour la zone de plaine est de 6% et pour la zone de montagne de 25%. De ce fait, l'agriculture de la région peut être *qualifiée d'agriculture à temps partiel prédominant* voire entièrement à temps partiel.

Dans notre analyse, aux paragraphes précédents, nous avons fait référence au classement fait dans le paragraphe III.1, qui ne prend pas fidèlement en compte la distinction entre les exploitations à plein temps et celles à temps partiel. Notre classification, comme nous l'avons montré, a eu pour base la nature des activités

extérieures où le travail occasionnel, principalement le travail en migration, est très aléatoire et donc joue d'une manière différente sur l'activité agricole et le comportement des agriculteurs par rapport aux autres sources.

Dans le tableau 6, nous avons déjà présenté l'étude des activités non agricoles pour les trois sous-zones agro-géographiques. Mais là, nous n'avons pas pu caractériser la dispersion de l'immigration temporaire entre les groupes. D'après nos enquêtes, cette dispersion est comme indiqué dans le tableau 18.

Tableau 18 - Part des exploitations utilisant la migration comme source de revenu familial (en %).

Sous-zones	Groupes typologiques.		
	1	2	3
a			11
En plaine	83	50	
En montagne	48	0	0

3. Travail hors d'exploitation : un problème ou une ressource?

La contrainte la plus remarquable de l'agriculture de la région, comme partout en Albanie, est celle de la taille des exploitations. Dans ces conditions, le travail hors exploitation joue un rôle positif sur la réduction des problèmes de revenus et d'emplois. Dans les paragraphes précédents, nous avons montré le rôle des activités économiques extérieures sur des aspects fonctionnels de l'agriculture, telle que la combinaison productive des facteurs de production, l'augmentation du niveau capitaliste des exploitations etc.. Ici, nous avons apporté un tableau relevant encore une fois l'importance du travail hors exploitation, mais déjà sur d'autres aspects de son fonctionnement économique.

De ce tableau (tableau 19), nous attirons l'attention encore une fois sur le rôle du travail hors exploitation pour augmenter le degré d'auto-exploitation de la main-d'œuvre, considéré par nous comme facteur pivot dans la création du volume de l'activité économique. Les exploitations du premier groupe sont celles qui utilisent le moins le travail disponible, bien qu'elles travaillent plus que les autres en agriculture, et en plus sur ce niveau d'auto-exploitation du travail, le travail saisonnier en migration, a une influence importante. Ce qui augmente l'utilisation des disponibilités de la main-d'œuvre est la présence des activités permanentes non agricoles et l'augmentation de SAU pour la zone montagneuse. Comme nous l'avons vu, l'intensification des systèmes d'exploitation dans les conditions d'une économie de subsistance, ne joue pas tellement sur cet aspect.

Tableau 19 - Le travail hors exploitation et son rôle dans le ménage agricole

Indices	Pl.1	Pl.2	Pl.3	Mon.1	Mon.2	Mon.3
* Jours de travail par exploitation dépensés :						
- en agriculture	226	208	267	388	353	273
- hors de l'agriculture	112	420	363	39	310	282
* Disponibilités du travail (en jours)	620	733	649	564	676	592
* Degré d'auto-exploitation du travail (en %)	55	86	97	77	98	93
- en agriculture	36	28	41	68	52	42
* Revenu net pour un travailleur (000 leks) :						
- en agriculture	38	31	34	37.5	31.6	38
- hors exploitation	109.3	83.6	51.6	142.8	77	50
* Revenu monétaire du ménage (000 leks) :						
- de l'agriculture	17	28	27	30	51	15
- hors exploitation	47	117	64	34	57	47

L'importance des revenus extérieurs est considérable compte tenu du revenu monétaire de l'exploitation. Dans tous les groupes typologiques, les revenus extérieurs sont plus grands que les sommes gagnées par la commercialisation de productions agricoles, et il y a une forte corrélation entre les revenus monétaires de la famille paysanne et le niveau de commercialisation de la production, du ménage et de l'investissement dans l'agriculture.

Les différences entre le revenu net d'un travailleur en exploitation et de celui qui travaille hors de l'agriculture sont importantes. Celui-ci est le facteur prédominant dans les préférences pour trouver un emploi non agricole. Mais au niveau régional et national aussi, les marchés du travail sont rares et désorganisés, faute de transition économique et réorganisation des entreprises. Les sources de travail non agricole restent très

limitées et parmi les travailleurs non agricoles de la région, 85% travaillent en Grèce (la plus grande part clandestinement), dans des conditions difficiles et d'insécurité. L'objectif principal alors, c'est d'atteindre un revenu minimal, d'abord sur l'exploitation, puis, comme ce revenu est jugé insuffisant, le ménage commence à explorer le marché du travail à l'extérieur, de préférence pour les jeunes et dans d'autres secteurs que l'agriculture.

Les difficultés actuelles pour trouver un travail extérieur, semblent avoir influencé les réponses données par les chefs d'exploitations aux questions sur leurs préférences en matière d'activité économique qu'ils veulent exercer dans l'avenir. 30% d'entre eux veulent un travail seulement dans l'agriculture, 52% dans l'agriculture complété par un travail hors exploitation et seulement 18% pensent à une activité non agricole. Par contre, interrogés sur l'avenir de leurs enfants, ils veulent presque tous qu'ils quittent l'agriculture pour vivre dans les villes.

Pour conclure cette question, nous pouvons affirmer qu'actuellement l'activité économique hors exploitation de ses actifs, donne une plus forte rémunération du travail pour une moins grande pénibilité. De ce fait, l'agriculteur préfère assurer en priorité son équilibre économique fondamental entre les besoins de consommation et les dépenses de travail au moyen d'activités non agricoles.

Conclusion de la deuxième partie

Dans cette partie de notre étude, à partir des données statistiques et des enquêtes, nous avons pu identifier la nature sociale et économique des exploitations agricoles de la région. De ce point de vue, ce sont des *exploitations paysannes de subsistance*.

Contrairement aux orientations actuelles qui, après 50 ans d'une agriculture socialisée, considèrent l'exploitation agricole d'aujourd'hui comme une affaire commerciale, autrement dit comme une entreprise de type capitaliste, nous avons démontré ici qu'elle a des caractéristiques la définissant comme exploitation de subsistance. Ces quatre éléments sont :

a.- *Les exploitations agricoles sont familiales*, fondées entièrement sur la main-d'œuvre familiale. Puisqu'elles n'embauchent pas de salariés, *la catégorie économique du salaire est étrangère à l'activité économique familiale*. En conséquence, pour expliquer le comportement de ces exploitants, nous ne nous sommes pas inspirés de la théorie classique des quatre facteurs de production. Nous avons emprunté ici l'hypothèse utilisée par Tchayanov d'une balance travail/consommation, subjective, pour analyser l'activité économique du paysan à l'intérieur de son exploitation et pour déterminer la nature des motivations de l'activité économique de sa famille.

b.- La production agricole dans la famille paysanne est caractérisée par *des rapports entre les facteurs de production*. Dans notre cas, les dimensions des exploitations sont petites et pour développer son exploitation dans des conditions optimales, l'exploitant essaye de faire une substitution entre les facteurs. La principale substitution entre facteurs est celle du travail à la terre, compte tenu de la forte pression démographique et du manque de terre ; autrement dit, l'intensification dans l'usage de la terre. Facteur abondant, le travail sert à la base de tout ajustement de processus de production agricole, en substituant aussi le travail au capital à travers l'utilisation des systèmes de production et des techniques culturales et d'élevages plus demandeuses en travail.

c.- Les exploitations dans la région, malgré leur caractère nettement auto-consommateur, ont créé *des rapports aux marchés*. Ces relations en général sont plus intensives par l'achat que par la vente. Là encore, la partie de la production commercialisée est faible et non spécialisée. Ce sont des caractéristiques propres aux exploitations de subsistance.

d.- *Le revenu paysan* caractérise l'activité économique du foyer, considéré comme une unité particulière. Ce revenu vient de l'utilisation du travail familial dans l'activité agricole et hors de celle-ci. L'organisation et le développement de l'activité économique de la famille paysanne ont pour objectif l'autosuffisance alimentaire des membres de la famille et après celle-ci (ou parallèlement), la maximisation du revenu paysan.

Le choix des sources du revenu paysan est lié aux objectifs internes de la famille où l'autosuffisance occupe la place la plus importante, aux différences existantes dans la rémunération du travail des différentes sources, aux conditions macro-économiques d'offre d'emploi et enfin aux choix subjectifs des individus.

Troisième partie

Essais de modélisations et de simulations de l'agriculture
régionale dans une prospective de développement

Au cours des chapitres précédents, nous avons mené notre analyse au niveau de l'économie privée, c'est-à-dire au niveau de l'étude du processus de travail au sein de la cellule économique de la famille paysanne. Il va de soi que nos exploitations agricoles ne sont pas complètement autarciques, et comme nous l'avons montré, malgré leur caractère auto-consommateur et fermé, elles sont intégrées, d'une certaine manière, au système économique général.

En entrant dans le système national de l'économie marchande en construction, elles en constituent un élément et du point de vue macro-économique, ne sont qu'une de ses composantes. Nous pensons ainsi qu'il est utile d'attirer l'attention sur les conséquences des exploitations albanaises telles qu'elles sont, sur leur composition et sur le fonctionnement de l'appareil macro-économique (formation des prix, organisation des marchés, répartition des revenus, localisation de la production etc.).

Dans cette partie, nous tenterons aussi d'ouvrir un volet sur les formes que peut prendre le développement ultérieur de l'économie paysanne en Albanie, sur les obstacles à franchir pour ouvrir une mutation moderniste de l'agriculture etc., en les considérant comme des suggestions pour la construction d'une véritable politique agricole dans la région et même au delà.

Dans les chapitres précédents, notre étude était d'ordre statique, elle s'est basée sur les données statistiques et sur nos enquêtes pendant deux ans. Tenant compte du fait que l'existence des exploitations familiales est récente (trois ans), et donc de l'impossibilité de voir leur fonctionnement et leur évolution en dynamique, dans cette partie, nous essayerons de compléter notre analyse et tirer des conclusions en ayant pour base les résultats d'une modélisation économique de programmation mathématique des exploitations de la région.

Premier chapitre

Modélisations des exploitations

La modélisation est la procédure qui permet d'expliquer les relations entre les éléments caractéristiques d'un système. En tant que telle, elle permet la présentation d'un tableau fidèle du fonctionnement actuel de ce système et fournit aussi la possibilité de suivre sa déformation dans le temps, en fonction de certains objectifs. Nous tenons à préciser que la notion de modèle, qui reste à la base de la programmation économique, a un sens bien défini. D'après J.M. Boussard (1989), le mot modèle, "... tantôt désigne un objet idéal auquel les objets réels doivent s'efforcer de ressembler (un enfant modèle, une femme modèle,...), tantôt une copie plus ou moins conforme d'un objet réel (le modèle réduit de bateau). C'est bien sûr dans cette seconde acception que nous entendons ici le mot modèle".

Nos techniques mathématiques de modélisation consistent avant tout à la programmation linéaire. On entend par programme linéaire le problème mathématique qui consiste à maximiser (ou minimiser) une fonction linéaire de plusieurs variables qui sont reliées entre elles par des relations linéaires appelées contraintes. "La programmation linéaire est un instrument de réflexion qui permet de déterminer les lignes de force d'un système, de mettre en évidence les goulots d'étranglement et donc de préciser les grandes directions à suivre." (M. Attonaty, 1982, p.44). L'utilisation de la programmation mathématique, imposant le recours à l'optimisation, a pour but soit de dire ce qui devrait être fait (modèle normatif), soit de décrire comment certaines variables dépendent de certaines autres (modèle descriptif). C'est plutôt dans ce deuxième sens que nous utiliserons ici la programmation linéaire.

I. Pourquoi des modèles de programmation linéaire?

Notre modélisation des exploitations paysannes a pour objectif "la création d'un instrument de réflexion à l'usage des politiques agricoles" et non la mise sur pied d'un modèle de décision technocratique. Le choix de la modélisation mathématique par la programmation linéaire comme outil de compréhension et de réflexion, repose également sur deux raisons :

- d'abord parce que *nous ne disposons pas de données statistiques suffisantes* pour construire des outils classiques économétriques, par manque d'institutions statistiques spécialisées et du fait aussi que les exploitations agricoles sont récentes (elles n'existent que depuis trois ans). Même si ces statistiques existaient, "Les méthodes en question requièrent en effet la disposition de séries chronologiques longues (au moins une vingtaine d'années) et sans erreur de mesure" (J.M. Boussard, 1989, p. 264), exigences qui ne peuvent pas être réunies compte tenu de l'étendue et des dimensions de nos exploitations. (Mais enfin l'Albanie a perdu 50 ans sans pouvoir mettre en pratique ces expérimentations)

- deuxièmement, l'intérêt de cet outil réside dans la puissance de calcul, la facilité de manipulation, *permettant d'envisager diverses hypothèses modifiant les contraintes* et dans la réflexion sur les modifications de solutions où d'éléments particuliers de solutions qui résultent des modifications d'hypothèses. Comme il s'agit ici d'offrir des enjeux pour la construction d'une politique qui vise la modification de la situation existante sans la laisser à l'évolution lente et spontanée, pour en apprécier les chances de succès, nous avons choisi la modélisation par la programmation linéaire comme instrument qui permet de réfléchir et de prévoir le comportement des paysans dans une telle démarche.

II. Construction des modèles de programmation linéaire

Pour réaliser un modèle de simulation, nous aborderons le problème de façon suivante :

- Nous construisons un modèle de base pour chaque groupe typologique, en introduisant les paramètres techniques et économiques observés, les contraintes et les autres variables de décision ;
- Après la validation de ce modèle, afin d'offrir un outil de réflexion sur les politiques agricoles possibles, nous tentons de voir comment va évoluer cette situation, en changeant des contraintes modifiables d'après nos objectifs. Ces approches ont été explicitées par J.M. Boussard (1989).

Il est clair que la technique mathématique de base pour nos modèles sera la maximisation sous contrainte. Comme partout, notre modèle repose sur :

- une hypothèse fondamentale de comportement du paysan ;
- une technique mathématique, la programmation linéaire qui consiste à trouver le vecteur x qui maximise la fonction $F = cx$ sous les contraintes linéaires : $Ax \leq b$ et $x \geq 0$.
- un ensemble des données fiables qui doivent être collectées sans trop d'erreurs.

1. Le comportement de l'agriculteur dans notre fonction objectif

Dans la deuxième partie, pendant notre analyse sur le fonctionnement de l'appareil productif de la famille paysanne, nous avons décrit le comportement de l'agriculteur vis-à-vis de son activité économique. Mais là, nous avons souligné une particularité de l'économie paysanne : le manque de catégorie économique de salaire. Si le calcul économique dans une entreprise peut être rendu par la formule simplifiée suivante :

$$PN = RB - FM - S \quad (3.1)$$

où : $PN \Rightarrow$ profit net ; $RB \Rightarrow$ revenu brut ; $FM \Rightarrow$ frais matériels et $S \Rightarrow$ salaire, cela n'est pas valable pour nos exploitations.

Tous les termes de cette formule sont des grandeurs qui doivent être exprimées en une seule unité, en leks. Ignorant la catégorie du salaire, nos exploitations familiales expriment les dépenses de travail uniquement en unités naturelles (unité de travailleurs, jours). Dans ces conditions, seul le revenu brut et les frais matériels peuvent être exprimés en unité de valeur objective et donc, la formule 3.1 est inapplicable.

Ce qu'essaye de maximiser le paysan, une fois qu'il a respecté les contraintes auxquelles il est soumis, c'est le produit net du travail dépensé, subjectivement reconnu par la famille. C'est ce que nous appelons le revenu paysan brut :

$$RB = PB - DM \quad (3.2)$$

où : $RB \Rightarrow$ revenu brut du foyer paysan ; $PB \Rightarrow$ c'est le produit brut tel qu'il est déterminé dans la deuxième partie, au chapitre II et $DM \Rightarrow$ les dépenses monétaires de l'exploitation. (Comme dans le produit paysan brut, nous avons compris les revenus monétaires des activités extérieures, il s'agit ici de dépenses monétaires faites pour l'activité agricole). L'expression mathématique de la fonction objectif est présentée par l'équation "Revenu" dans nos modèles.

Une fois que nous avons considéré notre paysan rationnel, qu'il maximise son revenu net sous contraintes, sans tenir compte du fait que le travail est utilisé au-delà du point où sa productivité marginale est égale au salaire nominal, se pose la question sur les principes de raisonnement économique dans la fonction objectif. Quoique les objections sur ce sujet paraissent intéressantes au niveau de la théorie économique, pour nous le problème se pose dans un sens plus pratique et précis. "Nous nous contenterons de noter que cette discussion, tout à fait passionnante en théorie perd beaucoup de son intérêt pratique dès lors que l'on se rend compte que le problème est moins la nature de la fonction à optimiser que celle des contraintes sur lesquelles se fait cette optimisation (J.M. Boussard, 1989).

En ce qui concerne le fait qu'il ne s'agit pas ici de la rationalité d'un seul individu, mais d'un groupe d'individus (même des groupes) dont le comportement doit être différent, ça ne pose pas de problème inquiétant compte tenu de notre cas, où les exploitations sont de subsistance et donc loin d'avoir d'autre objectif que l'augmentation immédiate de leurs revenus familiaux.

2. Les paramètres techniques

Ce sont les différentes informations qui sont fournies pour chaque groupe typologique à l'ordinateur. Dans la construction de ces données, nous nous sommes appuyés sur deux orientations principales :

1° Premièrement, ces modèles seront utilisés pour des objectifs au niveau macro et méso, tandis qu'au niveau de l'économie privée, elles seront un outil de compréhension. De ce fait, nous avons tenté d'y intégrer à la fois

des données de terrain (comportement de l'agriculteur, aspects spécifiques techniques et technologiques de l'agriculture régionale), mais aussi des nécessités économiques, techniques, sociales, politiques qui permettent de lier nos observations dans une approche permettant une prospective de politique agricole.

2° Deuxièmement, comme nous l'avons expliqué dans la deuxième partie, nous avons accordé une place considérable à l'activité humaine tenant compte du faible niveau d'utilisation des facteurs de production et en sachant que la force de travail est encore pour longtemps l'élément prépondérant responsable du niveau de production. Mais ici le calcul des coefficients techniques de la production agricole est fait par unité de surface et par lot d'élevage¹, et non par unité de travail. Cela est justifié non simplement à cause des facilités qu'ils offrent dans les manipulations, mais avant tout parce que nous nous sommes intéressés ici à un autre mode de fonctionnement de l'agriculture (construit avec des simulations) qui permettrait une meilleure allocation des potentialités régionales.

Tout cela nous a amené à considérer des situations moyennes pour chaque groupe typologique, et donc à définir des coefficients moyens soit de fonctionnement technique, soit de contraintes supérieures, respectant nos principales hypothèses : l'autoconsommation, l'intensification, l'utilisation rationnelle des sources régionales. Il serait trop long d'expliquer ici toutes les procédures sur la formation des paramètres de nos modèles. Cependant nous tenons à faire quelques remarques générales afin de mieux présenter l'esprit dans lequel ces modèles ont été construits et de porter un jugement sur la fiabilité de ces données.

• La recherche des données concernant les paramètres sur les relations input/output, essentielles pour le bon fonctionnement de modèles, s'est avérée particulièrement difficile et pour les rassembler nous avons utilisé deux sources principales :

*- d'une part, nous avons interrogé les praticiens (enquêtes auprès des paysans), sur les techniques appliquées et leurs raisonnements sur les rapports input/output. Cela est important pour porter un jugement exact sur le fonctionnement actuel de l'activité agricole et le comprendre.

*- d'autre part, comme nous avons pour but d'imaginer ce qui arriverait dans des conditions différentes de celles observées, il est souhaitable de pouvoir disposer des résultats observés dans un contexte radicalement différent. Pour cette raison, nous avons utilisé des cartes technologiques, élaborées par les agronomes de la région ayant une longue expérience professionnelle et aussi les résultats dans les ex-coopératives agricoles, qui avaient atteint un certain niveau d'intensification dans l'utilisation des inputs.

•• A partir des données disponibles, nous avons considéré deux niveaux d'intensification de la production agricole sur l'utilisation du capital (intrants) :

*- l'utilisation extensive d'input, telle qu'elle est observée ces deux dernières années, et que nous appellerons le niveau 2 de technique (T2.) ;

*-et l'utilisation intensive, observée dans les ex-coopératives ou dans des cas actuels, que nous nommons le niveau 1 (T1.).

Etant donné que nous avons considéré comme facteur d'intensification l'utilisation des intrants, il ne faut pas oublier que chaque technique comporte un ensemble de techniques cohérentes. De ce fait, chaque combinaison culture-technique-précédent cultural est considérée comme une culture à part. A ce sujet, nous avons été amenés à construire des modèles à part pour la sous-zone de collines afin de prendre en compte la forte spécialisation en oignons.

Il était possible aussi d'explorer des résultats plus intéressants à l'aide des modèles agronomiques de croissance des plantes et donc de considérer d'autres niveaux de techniques culturales, mais comme nous l'avons déjà dit, notre objectif ici n'est pas l'établissement d'un modèle normatif qui porte un jugement sur l'optimisation au niveau de l'économie privée, mais d'un instrument de réflexion sur la tendance du phénomène.

1. Nous avons attribué aux lots d'élevage les dimensions suivantes :

1 lot bovin = 1 vache + 1 veau latent ;

1 lot ovin = 5 brebis + 5 agneaux d'un an ;

1 lot caprin = 5 chèvres et 5 chevreaux d'un an.

Il ne s'agit pas d'une définition scientifique formulée compte tenu d'exigences techniques ou d'optimum économique des dimensions de lots. Elles sont de dimensions raisonnées sur ce qu'on a observé dans la région. Même dans la région, les dimensions des élevages (ovins et caprins), varient entre les sous-zones, conformément aux disponibilités des pâturages communaux et selon la conduite du troupeau, mais nous avons choisi ces dimensions plutôt minimales de la zone la moins favorable en dessous desquelles l'élevage ne représente aucune importance comme activité économique.

... La troisième remarque ici concerne les prix des inputs et des produits. Nous avons déjà dit qu'il n'y a pas un marché national, mais une multitude de petits marchés indépendants, juxtaposés les uns aux autres. De ce fait, les prix varient sensiblement d'une région à l'autre, d'un marché à l'autre. D'autre part, les prix varient également dans des proportions importantes sur un même marché local tout au long du déroulement de la campagne agricole (d'où la confrontation du risque pour les cultures commercialisées).

Pour ces raisons, nous avons pris en référence les prix du marché local, comme étant les plus significatifs et les plus proches de notre réalité. Notre région, étant une région agricole et ayant une faible population urbaine, il y a en général, sur le marché local, des prix au-dessous des prix moyens nationaux pour les cultures commercialisées (oignons, pommes de terre, produits laitiers et viandes). Ce fait nous donne une marge de sécurité dans les conclusions, même si nous étudions les avantages comparatifs de cette région par rapport au pays entier.

3. Les contraintes de l'activité économique paysanne

Maintenant, pour nous, la différence qui existe entre notre fonction objectif et l'objectif du paysan est claire. En effet, dans notre modèle, les vrais objectifs du paysan sont exprimés comme des contraintes, alors que la fonction objectif, indispensable pour la programmation linéaire, reste plutôt une méthode de calcul. Ces contraintes représentent l'ensemble des limites de l'activité économique de la famille paysanne, que nous avons mis en évidence dans la deuxième partie. Les contraintes concernées sont :

A. Les contraintes techniques

Elles expriment les disponibilités en facteur de production. Elles sont fournies à l'ordinateur dans le point b comme "côté droit" des équations. Elles représentent respectivement :

- * TERRE $\Rightarrow$ comme limite maximale du facteur terre (par ailleurs, cette contrainte est exprimée par l'équation ROTA(PR), mais nous la garderons ici pour l'utiliser lors de simulations) ;
- * TRAVAIL(M) $\Rightarrow$ les disponibilités de la main-d'œuvre familiale (calculées dans la deuxième partie, voir annexe II.4) ;
- * TRAVEXT. et CONTRAVEX(M) $\Rightarrow$ les limites supérieures en jours pour le travail occasionnel (émigration) d'après nos enquêtes et le nombre maximal de ces jours dans un mois ;
- * TRAVDUBLA(M) $\Rightarrow$ le nombre des jours utilisés en doubles activités (services commerciaux, services villageois etc.) ;
- * TRAVSAL(M) $\Rightarrow$ le nombre de jours par mois pour les salariés (ouvriers et fonctionnaires) ;
- * IRRIGATION(M) $\Rightarrow$ la surface maximale qui peut être irriguée dans un mois compte tenu des disponibilités d'eau à l'heure actuelle ;
- * ECA(M) $\Rightarrow$ la limite de la trésorerie réservée pour réagir sur le risque de production agricole.

B. Les contraintes technologiques

A ce titre, nous avons présenté les contraintes liées aux rotations culturales et particulièrement :

- * ROTA(PR) $\Rightarrow$ exprime les limites supérieures des précédents culturaux, préférables dans la combinaison C, T, PR et de ce fait, les disponibilités de terre ;
- * ROTATA et ROTATV $\Rightarrow$ exprime le fait que l'arboriculture et le vignoble sont des cultures pérennes et donc n'entrent pas dans la rotation culturale annuelle ;
- * ROTALU $\Rightarrow$ tient compte du fait que la luzerne est une culture quadriennale et donc que le quart de la surface entre dans la rotation culturale ;
- * LOTBOV $\Rightarrow$ c'est une contrainte obligée par les besoins d'autoconsommation en lait, mais qui doit prendre une valeur 1 et plus, tenant compte du fait que la vache est présente presque dans toutes les familles ;

C. Les contraintes d'autoconsommation

Dans cette catégorie de contraintes, nous trouvons exprimés explicitement les vrais objectifs de l'agriculteur dans les conditions de subsistance économique et d'autosuffisance alimentaire.

- * L'équation MENAG(M) $\Rightarrow$ (contrainte de liquidités) exprime les limites minimales monétaires que doit fournir l'activité économique (agricole et non agricole) pour la subsistance économique de la famille paysanne.

Cela est réalisé par la valeur attribuée au vecteur BEMON(M) (qui exprime les besoins monétaires pour les dépenses de consommation) et le vecteur DEP(M) (qui exprime les dépenses monétaires de production) pour chaque groupe typologique, élaborés d'après nos enquêtes. La composition de cette équation permet aussi de donner à l'activité économique paysanne une certaine continuité dans le temps et d'apprécier ainsi son potentiel accumulatif.

* Les deux autres contraintes COMERCIAL(C) et COMMERCIAL(PRO) déterminent les limites minimales des variables principales X(C,T,PR) et NR(LOT) pour assurer l'autoconsommation de la famille en produits végétaux et animaux d'après les normes de consommation observées dans la région. Dans l'équation COMERCIAL(C), est exprimé aussi le rapport technique de l'activité agricole, celui des proportions maximales qui doivent être respectées entre l'élevage et les cultures qui fournissent sa nourriture.

D. Les contraintes liées au risque

Il s'agit du risque de variation du revenu paysan venu des fluctuations des prix du marché local pour les cultures commercialisées. La considération de cette contrainte est importante si nous nous rendons compte de ce que nous avons dit sur le fonctionnement des marchés locaux et si nous savons que les quantités commercialisées sont des produits vivriers en surplus. (Le cas des pommes de terres pour la campagne 1992 au cours de laquelle le prix a baissé de 30%). Ce genre de risque vient aussi du fait que la région est dotée de conditions favorables et profite des avantages comparatifs au niveau national pour les cultures de pommes de terre et d'oignon ; mais à cause du manque de système contractuel de la commercialisation, elles ne peuvent pas être considérées comme des cultures garanties de rente. Pour modifier le comportement de l'agriculteur dans la situation de risque, nous avons introduit dans l'équation la variable ECART(N), représentant les montants nécessaires pour confronter les difficultés possibles venues de cette contrainte.

4. Remarques sur la récursivité des modèles et le logiciel en disposition

Les modèles sont récursifs sur quatre ans (1992-1995). Par cette récursivité, nous voulons d'abord introduire la contrainte du risque expliquée ci-dessus. Mais l'intérêt le plus important compte tenu de nos objectifs réside dans le fait qu'à travers cette récursivité, nous évaluons la facilité ou la rigidité par laquelle les systèmes de production se transforment dans le temps vers une situation nouvelle voulue. Le logiciel, que nous avons utilisé pour optimiser et résoudre nos modèles, est GAMS (General Algebraic Modeling System) qui, grâce à sa performance et sa puissance, nous a facilité le travail.

III. Résultats et validité de modélisation

Au cours de la construction de notre modèle, nous avons eu le souci d'assurer sa cohérence interne, c'est-à-dire une structure de modèle qui coïncide avec la réalité concernée. Pour s'assurer que les relations entre les paramètres et les variables ainsi que la logique d'optimisation sous contraintes ont été exactes et exhaustives, nous avons consulté les résultats intermédiaires par des experts dans la région (agronomes, économistes) et par des agriculteurs.

Bien qu'il ne soit pas possible d'évaluer quantitativement la cohérence interne du modèle, la comparaison des résultats obtenus avec les données statistiques et ceux de nos enquêtes, prouve une grande ressemblance entre eux. Dans le tableau 20, nous avons présenté quelques résultats sur le choix des activités économiques par le modèle, comparés à ceux de nos enquêtes pour la zone de plaine et de montagne.

Cette validation consiste donc dans la comparaison des résultats pour les activités choisies car si la structure du modèle était cohérente, les résultats devraient être les mêmes que ceux qui ont été observés dans la réalité. De cette comparaison, les résultats indiquent une ressemblance satisfaisante pour considérer notre modèle valide et pour faire confiance aux résultats des simulations. Il y a un écart en ce qui concerne le maïs pour la zone de montagne et cela est dû au fait que dans le modèle, le maïs est substitué par l'orge dans le rationnement des concentrés d'élevage. (C'est une substitution faite d'après les orientations des spécialistes dans la région, substitution qui peut être faite aussi pour la zone de plaine compte tenu des résultats faibles du maïs.)

Tableau 20. Validation des résultats du modèle

Groupe typolog.	Pl.1		Pl.2		Pl.3		Mon.1		Mon.2		Mon.3	
Indices	réel	modèle	réel	modèle	réel	modèle	réel	modèle	réel	modèle	réel	modèle
Asolement(ha)	1.24	1.24	1.25	1.25	1.47	1.47	2.42	2.42	3.3	3.3	3.6	3.6
- Blé	0.48	0.45	0.44	0.43	0.48	0.64	0.8	0.73	0.95	0.7	1.4	0.76
- Seigle	0	0	0	0	0	0	0.04	0	0	0	0.2	0
- Maïs	0.15	0.11	0.1	0.13	0.16	0.14	0.54	0	0.6	0	0.2	0
- Pomme de terre	0.14	0.11	0.12	0.11	0.17	0.11	0.14	0.47	0.1	0.64	0.1	0.2
- Haricot	0.06	0.09	0.06	0.06	0.08	0.05	0.23	0.17	0.2	0.22	0.1	1
- Luzerne	0.22	0.32	0.22	0.39	0.22	0.36	0.37	0.62	0.55	0.72	0.3	0.75
- Légumes	0.02	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.05	0.03	0.05	0.04	0.1	0.04
- Orge	0.01	0	0.02	0	0.1	0	0.16	0.34	0.35	0.31	0.4	0.3
- Jachère	0	0	0	0	0	0	0	0	0.45	0.67	0.6	0.55
- Autres	0.17	0.13	0.08	0.1	0.23	0.14	0.09	0.06	0.15	0	0.2	0
Elevage (lot)												
- Bovin	1	1	0.9	0.8	1.1	0.9	1.4	1	2	1	1	1
- Ovin	0.1	0	0.5	0.4	0.25	0.6	1.1	0	0.3	0	0	0
- Caprin	0.08	0	0	0	0.21	0	2.1	3.4	3.1	4.2	2	5.3

Il ne faut pas prétendre d'obtenir une correspondance complète, parce que notre modèle tient compte d'un comportement "moyen" et des paramètres moyens pour chaque groupe typologique, tandis qu'en réalité on peut observer des excès, venus des conditions particulières et des objectifs occasionnels de chaque famille paysanne, qui ne peuvent pas être pris en compte totalement par notre modèle.

Deuxième chapitre

Simulations et scénarios pour un autre mode de fonctionnement agraire

L'intérêt des modèles construits ne consiste pas seulement dans l'aspect explicatif de la situation existante, mais surtout dans l'imagination d'un autre mode de fonctionnement de cette réalité, par des simulations visant le changement des contraintes modifiables, auxquelles est soumise l'activité agricole dans la région. Ces simulations nous permettront de comprendre et d'évaluer les conséquences de certaines contraintes, en fonction de deux objectifs principaux :

- l'augmentation des revenus agricoles de la famille paysanne par une meilleure valorisation des disponibilités de la main-d'oeuvre ;
- et deuxièmement, cette augmentation de revenus devrait avoir lieu sans diminuer, au moins, la production agricole au niveau régional. Ce deuxième temps de l'analyse est nécessaire pour apprécier les possibilités d'atteindre à moyen terme l'objectif de l'agriculture, celui de l'autosuffisance alimentaire au niveau national.

I. Pour une agriculture orientée vers des marchés au risque limité

Le premier élément (et la cellule base de l'organisme macro-économique, autour duquel se cristallisent tous les rapports économiques du paysan agricole), est le marché local. Nous avons montré déjà les conséquences attractives de ce marché, sur la formation de comportement du paysan. La formation libre et occasionnelle de tous les prix agricoles et la demande incertaine pour les cultures vivrières en surplus, obligent le paysan de ne pas faire confiance à ce marché. Et justement, nous estimons que ce sont ces relations commerciales qui transformeront nos exploitants vivants en autarcie en producteurs marchands et donneront naissance à un échange intensif des marchandises dans chaque cellule économique. Une telle simulation repose sur un scénario, où on suppose que, dans la région, tous les produits offerts par les agriculteurs, se commercialisent dans le temps et aux quantités disponibles à des prix égaux à leur moyenne de ces trois dernières années. Donc nous avons modélisé le comportement de l'agriculteur sous deux hypothèses :

- tous les produits réalisés seront vendus sans difficultés (marché garanti) ;
 - dans le cas d'une année où ce prix ne garantit pas le revenu nécessaire pour la subsistance de la famille, il sera complété par la trésorerie en réserve -valeur attribuée à la variable ECART(N)-.
- Donc, dans cette simulation, nous avons supprimé la contrainte de risque, formulée dans le paragraphe précédent. Les principaux résultats de cette simulation sont présentés dans le tableau 21.

Ces résultats montrent que :

1°- Dans une situation de débouché garanti et de prix relativement stables, toutes autres contraintes égales par ailleurs, l'activité agricole, (représentée par le revenu agricole brut), augmente de 10 à 40%. Cela est dû à l'adoption d'un meilleur système de production (augmentation de productions plus rentables telles que pomme de terre, oignon, élevage etc.).

2°- Bien que le niveau d'auto-exploitation de la main-d'oeuvre n'augmente pas sensiblement, l'amélioration de la trésorerie et la certitude sur les résultats attendus de production permettent l'utilisation des techniques culturales plus intensives dans l'utilisation des intrants et des matériaux agricoles (voir la structure de la technique 1 dans le total de SAU).

3°- La part commercialisée de production agricole augmente considérablement et à un rythme plus élevé que l'augmentation du revenu agricole (33 à 74% de la production agricole réalisée). Cette augmentation dépasse largement l'objectif d'autosuffisance régionale, mais reste encore en dessous du niveau national voulu (plus de 55% du produit agricole réalisé).

En ce qui concerne à l'existence d'un débouché pour ces produits (la demande), avec une meilleure organisation des marchés régionaux et inter-régionaux, il n'y aura aucune difficulté. Il s'agit de 4700 tonnes d'oignons, 5900

tonnes de pommes de terres et de 4800 hectolitres de lait. (Les quantités commercialisées avant la privatisation étaient largement au-dessus de ces chiffres).

Tableau 21. Résultats principaux de la simulation 1 : risque supprimé des marchés

Groupe typologique	Pl.1		Mon.1		Col.1		Oignon.	
	Réel	Modèle	Réel	Modèle	Réel	Modèle	Réel	Modèle
Indices								
Structure de l'assolement (%)								
- Blé	38	36	33.1	30.2	36.4	45.4	36.4	32.3
- Pomme de terre	11.3	8.9	5.8	19.4	13.2	3	8	2
- Haricot	4.8	7.3	9.5	7.1	5.6	6.3	5	3.7
- Luzerne	17.7	25.9	13.3	25.6	16.6	18.6	17.8	16.4
- Oignon	0	0	0	0	0.	0	13.2	8.9
Utilisation de technique intensive (Structure en % dans SAU)	20.2	38.9	22.4	56.8		33.4		55.9
Revenu paysan brut (000 leks)	145	189	152	173		143.1		189.3
- De l'agriculture	98	136	132	144		117.9		157.6
- Des autres activités	47	53	30	29		25.2		31.7
Auto-exploitation du travail :	338	339.6	377	395.6		143.1		252.1
- En agriculture	226	227.6	338	356.7		117.9		196.1
- En activités extérieures	112	112	39	38.9		25.2		56
Production agricole commerc. (Qx)								
- Blé	1	2.9	0	4.7		3.7		0
- Pomme de terre	3.3	10.3	2.0	24.3		0		0
- Oignon	0	0	0	0		0		28
- Haricot	0.1	0	0	0		0		0
- Lait et produits laitiers	1	7	3.2	15		6.5		2.4
- Viande.	0.2	0.6	2.1	4.6		1.7		0
Produit commerc dans le total (%).	13	32.3	18	74		29.7		36.1
Dont l'élevage (% dans le total)	34	45.5	770	59		25.4		5.5
Dépenses d'exploitation (000 leks)	33	37	54.9	62.4		230		33
Dépenses de consommation et extens de l'activité économique.	112	119	97.0	93		95.8		198

En conclusion de cette simulation, on peut dire que l'organisation des marchés reste le problème le plus immédiat à résoudre dans la stratégie de transformation des exploitations autarciques vers une économie de marché. Nous avons insisté sur cette question tout au long de notre travail, parce que nous tenons compte d'une situation paradoxale où une grande partie de production "en excédent", reste actuellement sans débouché alors que le pays se trouve dans la situation d'un bilan alimentaire déficitaire. L'accomplissement de cette tâche ne veut pas dire encore réalisation d'objectif d'autosuffisance alimentaire, mais en tout cas les quantités commercialisées seront augmentées considérablement.

II. Une politique de structure, visant la mise en place d'exploitations de dimensions optimales

Maintenant, nous tentons de rendre compte du fait que, pour obtenir le revenu maximum, il faut que les exploitations aient une échelle optimale. La dernière réforme foncière basée sur le principe "un lopin de terre pour chaque famille paysanne" a conduit, comme nous l'avons montré, à une taille trop petite des unités de production agricole. Cette taille très petite des exploitations s'est accompagnée d'une certaine autarcie, de l'impossibilité d'utiliser du travail familial, d'un caractère accentué de subsistance et donc d'une diminution de produits commercialisés, etc..

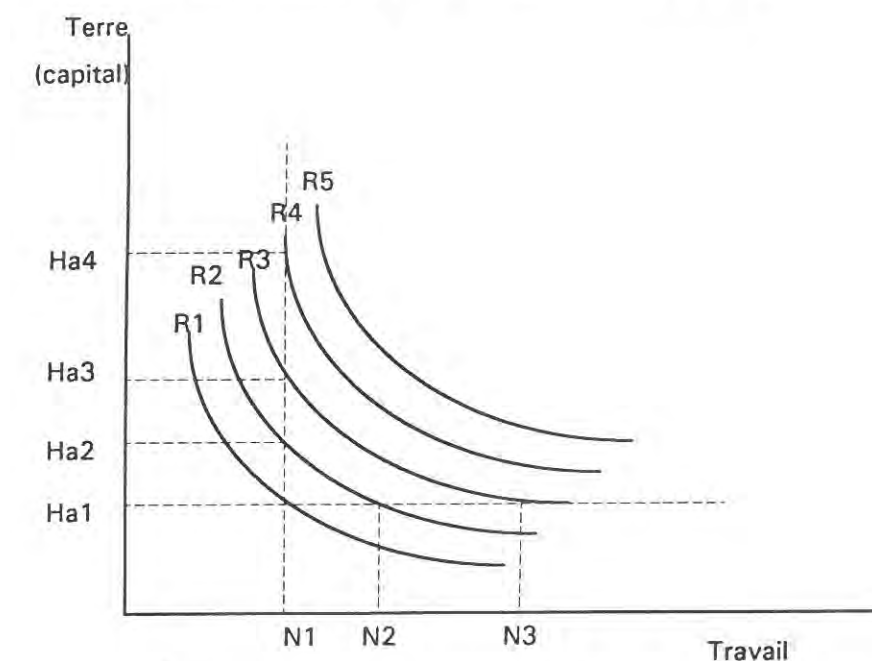
La détermination des dimensions optimales des unités de base de production agricole est une question traitée souvent dans les études faites les 20 dernières années de l'agriculture socialisée, qui, dans la majorité des cas (hors de problématique politisée) prendrait en compte de l'existence d'économie d'échelle en essayant de minimiser les coûts de production.

En substance, le problème dans ces cas reste dans l'optimisation des dimensions de terre et les proportions des facteurs de production qui ont été utilisées. Toute déviation par rapport à cette harmonie, conduirait inévitablement à une diminution sensible du profit agricole et donc, à une baisse de la productivité du travail et du capital, car elle écarterait l'exploitation des proportions optimales des facteurs de production. Ces thèses conservent toute leur validité quand il s'agit d'une entreprise fondée sur le travail salarié et où l'objectif de production est la maximisation du profit. Ces critères sont-ils valables également pour nos exploitations familiales?

Dans la deuxième partie, nous avons montré que, dans la construction d'une activité économique, la force de travail est une donnée de départ, en fonction de laquelle la famille paysanne s'efforce de fixer, dans des proportions techniquement harmonieuses, ses rapports entre éléments productifs de l'exploitation. Dans notre cas, où l'organisateur agricole manque de terre (et de capital aussi), pour développer son exploitation dans des conditions optimales (nous l'avons constaté déjà), les dimensions "d'entreprises" sont plus petites en fonction du facteur contraignant se trouvant au niveau le plus bas : la terre.

Théoriquement, notre situation peut être illustrée par la figure 9. Dans cette figure, les courbes de R1 à R5, représentent les courbes d'isorevenus (isoproduits) pour le même horizon technologique, (combinaison des facteurs de production et des techniques en cohérence avec d'autres paramètres, tels que la surpopulation agraire, la technologie disponible, les possibilités économiques et financières pour le développement etc.). Etant dans une situation de faible disposition de terre (Ha1), nos exploitations essayent d'atteindre le niveau le plus élevé possible avec les choix des systèmes de production (adoption des systèmes intensifs en main-d'oeuvre qui donne le plus grand revenu par unité de surface). De cette manière, le paysan peut augmenter son revenu du niveau R1 au niveau R3, mais après le point N3, chaque tentative pour utiliser plus de travail, ne donnerait aucun résultat supplémentaire au niveau de revenu, parce que la droite Ha1 ne peut pas couper d'autre courbe d'isorevenus.

Figure 9. Présentation graphique d'optimisation de la taille



Dans cette démarche d'optimisation, notre paysan est obligé de tenir compte des contraintes techniques, économiques et de subsistance que nous avons présentées, et plus ces contraintes sont nombreuses et contraignantes, plus limitée devient la valorisation de la main-d'oeuvre dans l'activité agricole et donc, plus basse est la courbe d'isorevenus atteinte. Par contre, si le paysan avait la possibilité d'augmenter librement la surface des emblavures, il pourrait augmenter son revenu agricole en utilisant un travail moins pénible. Pour la même quantité de travail disponible N1, avec plus de terre (Ha2, Ha3, Ha4), il peut assurer un revenu agricole croissant (R2, R3, R4) mais non sans limites. Quoique les terres en disposition augmentent après Ha4, il ne peut pas atteindre le niveau 5 de revenu. Justement, notre simulation consiste dans le changement de la surface

disponible, en fonction du facteur "travail" qui reste au niveau fixe N1, représentant les disponibilités du travail familial. Mais la détermination de la dimension en surface doit être faite d'après quelques critères choisis.

1. En quoi consiste une exploitation paysanne de dimensions optimales?

Il est clair maintenant que le problème de la taille pour nos exploitations, n'a rien à voir avec l'approche inspirée de l'économie d'échelle en agriculture. D'après J.M. Boussard, la question de la présence de l'économie d'échelle aux dimensions visibles en agriculture trouve une réponse négative. *"Le débat est assez complexe et prend rapidement un tour assez technique lorsqu'on réfléchit à la difficulté de définir sans ambiguïté la taille des exploitations, en particulier si l'on veut que cette définition ne dépende pas (ou pas trop...) du système de prix en vigueur à un instant donné."* (J.M. Boussard, 1992, p.31.). Quand on parle d'exploitation paysanne de dimension optimale, le problème peut être abordé avec deux points de vue :

- soit on s'intéresse uniquement au revenu agricole de la famille paysanne, et toute l'augmentation de taille se fait en fonction de cet objectif, sans tenir compte des conséquences macro-économiques (avant tout de la production agricole régionale totale). Dans ce cas, l'objectif serait la construction d'une exploitation paysanne qui permet la meilleure valorisation des disponibilités de la main-d'oeuvre familiale.

- soit on tient compte des paramètres macro-économiques, telle que la maximisation de la production régionale, le maintien de la population agricole sur place etc. et on fait passer dans un plan secondaire les intérêts de l'économie privée. Dans ce deuxième cas, nous devrions distribuer les quantités de terre disponibles au niveau régional entre des unités de production qui offrent le maximum de production agricole possible, tout en respectant les autres contraintes.

Quels sont alors les critères micro-économiques qui doivent être pris en compte dans la détermination de l'exploitation optimale? Tchayanov (1990, p. 99-100) s'exprime sur cette question : *"...Si l'exploitation a la liberté de rassembler la surface agricole indispensable et la possibilité d'avoir à sa disposition les moyens de production indispensables, elle se constitue en fonction du degré d'auto-exploitation optimal des forces de travail de la famille en un système de facteurs de production techniquement optimal, par ses dimensions et par les proportions entre ses différents éléments"*. Mais dans notre cas pour des raisons déjà connues, la superficie des terres et les moyens de production sont inférieurs et ne permettent pas le plein emploi de la famille. Dans ces conditions, *"...l'élément productif, qui est inférieur à la norme techniquement nécessaire, devient pour une bonne part le facteur déterminant de l'entreprise agricole et le volume d'activité économique dépend essentiellement des dimensions de ce facteur, tant que l'exploitation ne parviendra pas à faire passer du minimum à l'optimum"*. D'où chaque tentative d'optimisation de l'exploitation familiale, tient compte avant tout des disponibilités du travail familial. L. Malassis (1958, p. 49), à la suite de cette idée, a donné la définition suivante pour l'exploitation de dimension optimale : *"L'exploitation familiale de dimension optimale, est celle qui assure le plein emploi efficient de la famille paysanne, compte tenu du niveau du développement technique, contribue à fournir à cette famille une alimentation saine, suffisante et équilibrée, et permet de satisfaire l'ensemble de ses autres besoins, compte tenu du niveau de développement social."*

En conclusion, dans la construction des modèles de simulation pour l'exploitation de dimension optimale, nous avons tenu compte des conditions indispensables minimales qu'elle doit remplir : le plein emploi de la main-d'oeuvre familiale et l'amélioration du niveau de vie paysan. Tout d'abord, nous voudrions faire quelques remarques sur ces deux critères choisis :

1° Une exploitation de dimension optimale doit assurer le plein emploi du nombre de travailleurs disponibles. Celle-ci est la caractéristique la plus remarquable qui distingue du point de vue organisationnel les exploitations "optimales" de celles "minimales" (ou exploitations paysannes dites "viables"¹). Mais quand nous parlons de plein emploi de la famille paysanne, nous tenons compte aussi de ce que nous avons dit sur l'irrégularité saisonnière des travaux agricoles pendant l'année. Cela veut dire que "le plein emploi", dans l'exploitation paysanne de dimension optimale, est une notion liée étroitement à la nature biologique des plantes cultivées et des élevages, et que pour ces raisons, celui-ci n'est pas obligatoirement à 100% de ces disponibilités, mais reste limité par les besoins maximaux des campagnes pour les combinaisons possibles de cultures et d'élevage donnant un revenu paysan maximal.

1. L. Malassis dans "Economie d'exploitation agricole", définit l'exploitation de dimension minimale comme unité de production agricole "...qui assure un degré d'emploi et une efficience de la capacité de production de la famille paysanne telle qu'elle puisse contribuer à fournir à cette famille une amélioration saine, suffisante et équilibrée et permet de satisfaire l'ensemble de ses besoins considérés comme élémentaires et incompressibles." (p. 49).

2° Le deuxième aspect pris en compte dans notre simulation, concerne l'aspect consommation que doit assurer l'exploitation de dimension optimale. Les besoins de consommation du foyer paysan sont satisfaits soit directement par la production agricole réalisée, soit par les finances de la production agricole "en surplus" et les revenus des autres activités. Si nous faisons référence à la définition de L. Malassis, l'exploitation optimale doit fournir une alimentation suffisante et équilibrée et par les recettes de la vente des produits agricoles et satisfaire l'ensemble des autres besoins.

Le problème de savoir comment peuvent être déterminées ces "autres besoins" et, en général, définir le niveau de vie paysanne, reste ambigu et flou. Actuellement, nous manquons d'études sur des budgets paysans pour avoir une référence plus précise sur ce sujet. Pour cette raison, nous avons déterminé les dépenses de consommation minimales, à partir du "minimum vital" défini par le gouvernement pour la période de transition, et en particulier des résultats de nos enquêtes sur le budget paysan dans la région pour chaque groupe typologique.

Quant aux aspects macro-économiques que doit refléter notre modèle, nous avons insisté sur la production agricole totale, reflétant l'objectif de la politique agricole pour l'augmentation de la production agricole à court terme et assurer l'autosuffisance alimentaire du pays à moyen terme. Pour ces raisons, dans notre scénario, nous avons suivi un chemin intermédiaire : nous sommes partis du premier cas, parce que les modèles tiennent compte de l'aspect micro-économique du problème, en ajoutant une contrainte obligeant à trouver une solution : au moins, ne pas baisser la production agricole déjà réalisée.

2. Que montrent les résultats de la simulation?

Dans une annexe qui figurent dans la première version de cette thèse (1994), nous avons montré les résultats de cette simulation. La contrainte supplémentaire "MACRO" représente l'expression mathématique de notre objectif macro-économique, l'échelle optimale que nous avons attribuée aux exploitations paysannes n'amène pas à une diminution de la production totale. Les changements possibles de la surface des exploitations sont présentés par les variables FERM $\Rightarrow$ surface prise en fermage, et LOU $\Rightarrow$ surface cédée (louée) dans le cas où la terre peut être excédentaire.

Dans le tableau 22, nous avons présenté les résultats principaux de cette simulation pour les trois zones agro-géographiques. (la simulation A représentant le cas où la contrainte "MACRO" est pris en considération et la simulation B ne tient compte que de l'intérêt privé du paysan). Parmi les principales conclusions qu'on peut tirer de ce tableau, on peut citer ici les trois points suivants.

A. La taille optimale, comme expression de la pression démographique dans la région

Bien que nous ayons pris pour objectif l'utilisation effective du travail familial disponible, les dimensions optimales de l'économie paysanne prennent en compte la forte pression démographique régionale. Même si nous faisons référence à la simulation B (sans la contrainte "MACRO"), la taille d'exploitation dans la plaine, comme dans la zone de montagne, ne dépasse pas 4 ha. Cela est dû au fait que l'aspect de "taille optimale" est en cohérence avec d'autres aspects techniques, technologiques, d'équipement, économiques etc. (ce que nous avons nommé par profil où horizon technologique), qui, tous ensemble, sont en cohérence avec le développement global du pays. De ce point de vue, la taille optimale que nous avons attribuée à nos exploitations, étant une catégorie socio-démographique, elle n'a rien avoir avec celle d'une exploitation dans les pays où la pression démographique est moins forte et qui ne sont pas dans une situation de "surpopulation".

B. La taille optimale et la subsistance

Les besoins d'autoconsommation ont leur influence sur cette optimisation. Ces besoins, comme nous l'avons montré dans la IIème partie, amènent aux systèmes de polyculture-élevage et élevage-polyculture (en montagne), qui, à travers l'utilisation intensive du travail, tentent de compenser la taille réduite des exploitations. Si nous éliminons la contrainte d'autoconsommation dans la simulation B, la taille optimale pour la zone de plaine passe en 5.6 ha et en montagne en 4.5 ha. Donc, il est clair que la taille optimale est en relation étroite avec les systèmes de production appliqués dans l'exploitation paysanne.

Tableau 22 - Résultats de simulation 1 : Exploitation de taille optimale

Zones agro-géographiques	Plaine			Montagne			Collines		Oignon	
	Réelle	Simul. A	Simul. B	Réelle	Simul. A	Simul. B	Simul. A	Simul. B	Simul. A	Simul. B
Indices	0	1.029	2.482	0	0.216	1.099	0.891	1.078	0.988	1.714
- Variable "Fermage"	145	328.9	344.7	152	171.3	175.8	228.1	229.8	312.3	323.6
- Revenu paysan brut (000 leks)	98	308.8	332.1	132	155.9	159.3	207.8	215.5	298.9	310.1
Dont : revenu agricole										
- Productions commercialisées	1	0	41.5	0	6.9	18.3	18.8	21.8	23.4	38.6
- Blé, Orge, Seigle (Qx)	3.3	39.4	132.8	2	22.6	0	7.8	16.2	0	0
- Pomme de terre (Qx)	0	0	0	0	0	0	0	0	74.8	74.8
- Oignon (Qx)	1	33.7	7.1	7	15.3	18.5	15.9	13.6	2.4	2
- Lait (hl)	0.2	2.9	0.6	0.6	4.6	5.6	4.9	4.6	0.6	0.6
- Viande (Qx)	13	44	73.8	18	55.9	56.2	43.3	46.5	52.5	56.5
- Production commercialisée (%)	338	464	354	377	390	407	432	431	260	304
- Auto-exploitation du travail (js)										

C. L'intérêt pour le paysan et pour la société, d'une telle politique de structure

De la comparaison des résultats de simulations A et B, nous trouvons juste et bien raisonnée l'introduction de la contrainte "MACRO" dans le modèle. Pour la zone de la plaine, par exemple, avec une augmentation des emblavures pour 1.5 ha de plus (la simulation B par rapport à la simulation A), soit plus que la taille moyenne d'une exploitation actuelle, le revenu paysan n'augmente que 4.6%. Les différences ne sont pas visibles même au niveau du degré d'auto-exploitation du travail et de la production commercialisée. L'optimisation, du seul point de vue de l'intérêt privé, amènerait à "un gaspillage" de la terre, qui est actuellement une ressource limitée et rare, et ceci serait d'autant plus grave que nous sommes dans les conditions de l'insuffisance alimentaire du pays.

Dans le tableau 23, nous avons calculé les résultats de simulation A pour chaque groupe typologique en total, en les comparant avec la situation actuelle ainsi que les conséquences secondaires venues de ce scénario.

Tableau 23. Résultats et incidences secondaires venus de l'optimisation de la taille des exploitations

Zone agro-géographique	Plaine		Colline		Montagne		Région	
	Réelle	Sim. A	Réelle	Sim. A	Réelle	Sim. A	Réelle	Sim. A
Indices	4119	2479	3045	1907	739	689	7903	5075
Nombre des exploitations	1.37	2.27	1.5	2.4	3.02	3.24	1.57	2.45
Taille moyenne/exploitation (ha)	597.3	815.6	517.6	534	112.3	118	1227.2	1467.6
Revenu paysan (en millions)	1392	1150	944	668	279	269	2615	2087
Travail utilisé (en 000 jours)	17144	10412	14411	9062	3714	3445	35269	22919
Population agricole							87	56.8
Rapport pop. agricole/total (%)							13	43.2
Commercialisation due (%)								

● D'après les résultats de la mise en oeuvre de ce scénario, nous aurions une augmentation du revenu paysan non seulement au niveau de chaque exploitation à part (variant de 13% dans la zone de montagne à 2.2 fois dans la plaine), mais aussi au niveau régional, représentant un total de 20%.

● En ce qui concerne le degré de l'utilisation du travail, il y aura une meilleure utilisation des disponibilités au niveau de chaque exploitation (voir les figures dans l'annexe III) et, en même temps, environ 5700 personnes seraient disponibles pour travailler dans d'autres secteurs de l'économie.

● Etant donné que les sources de terres arables sont épuisées dans la région, cette opération structurelle, demande un exode agricole de 35%, ce qui représente un problème social.

Comment peut être obtenue une diminution de la population agricole?

Ceci est une question qui dépasse les limites de nos objectifs et de nos possibilités. Mais compte tenu de l'expérience dans d'autres pays, ayant eu un problème de structure comme le nôtre, (par exemple, la Grèce a pu améliorer sensiblement la structure foncière des exploitations en presque dix ans), on peut relever entre autres :

1° *Le développement des secteurs non agricoles* qui a pour conséquence la création d'emplois non agricoles, mais occupés en grande partie par les paysans. Cette absorption des actifs agricoles par les secteurs non agricoles, contribue à la diminution de la population agricole. C'est vrai pour des pays avancés industriellement, où le taux de croissance physique de la population agricole n'est pas trop élevée, mais pour l'Albanie, cela ne semble pas très probable, au moins dans un avenir proche.

2° *L'émigration extérieure* a résolu aujourd'hui de nombreux problèmes liés à la subsistance et au développement économique des familles paysannes de la région. Mais il ne semble pas qu'elle pourrait continuer à un tel taux face à une politique de fermeture des pays développés occidentaux. De plus, cette émigration ne s'est pas accompagnée de transaction de terres entre paysans, à cause du manque de cadre institutionnel et juridique, mais aussi d'un impact psychologique, venu de l'incertitude pour l'avenir du paysan de vivre hors de la terre et sans terre. On espère au moins, que dans ces cas, l'augmentation de taille de la terre en exploitation, se fait par le loyer sans changer le propriétaire.

3° *L'adoption d'une politique de planification familiale*, diminuant les naissances de la population agricole (restriction des naissances à un, tout au plus deux enfants par famille agricole), serait un moyen efficace pour diminuer la population agricole. Les démographes montrent qu'avec un enfant par famille, une population se trouve réduite de moitié en 30 ans (A. Dermentzopoulos, 1979).

En fait, la réussite d'une politique d'optimisation de la taille des exploitations agricoles, problème principal dans la transformation structurelle des exploitations paysannes de subsistance en exploitations artisanales marchandes, demande un plan à long terme et autant que possible consensuel, pour que la continuité et le suivi de la politique soient assurés.

III. Pour un autre mode de fonctionnement du foncier

Dans le paragraphe précédent (2.B), nous avons déterminé la taille optimale de l'exploitation en considérant que les terres sont disponibles et gratuites sans rendre compte de la forme concrète que peut prendre cette augmentation. En réalité, compte tenu du fait qu'il n'y a pas de possibilité de défricher d'autres terres, cette augmentation de taille peut prendre soit la forme d'un loyer, soit de l'achat de terres.

Quand nous avons parlé du foncier, nous avons souligné qu'il est caractérisé par le manque de toutes autres formes de faire-valoir que le mode de faire-valoir direct et que les transactions entre propriétaires n'ont pas encore commencé. Alors, comment pourrions-nous porter un jugement sur le prix et le loyer des terres dans les conditions de manque du marché foncier? Pour cette raison et pour enrichir nos connaissances sur d'autres aspects macro-économiques concernant nos exploitations, nous avons fait les simulations suivantes sur le loyer et l'achat des terres.

1. Le loyer de terre dans l'exploitation paysanne

Le phénomène de location de terre, bien que dans des proportions limitées, a existé dans notre région avant la collectivisation socialiste. La forme par laquelle elle est réalisée a été la dîme en nature (de la moitié au dixième de la production des terres louées). Y a-t-il une différence entre la rente capitaliste et la dîme dans le sens économique de ces termes?

A. Rente et dîme

La définition habituelle de la rente, d'après la théorie économique classique (Ricardo et Marx), considère la rente comme une fraction du revenu que l'entrepreneur verse au propriétaire de la terre pour payer l'usage de cette dernière. Dans ce cas, la rente est déterminée par les prix du marché, la fertilité de la terre et d'autres facteurs déterminant la rente (Tchayanov, 1990, p. 252). Si le taux de profit de l'entrepreneur après le remboursement de la rente est inférieur à la norme d'intérêt du capital, il ne louera pas (prendre en fermage) de terres.

Pour l'exploitant paysan, le problème se pose d'une manière très différente. D'après Tchayanov (1990, p.252), les facteurs créateurs de rente "...dans les exploitations à main-d'oeuvre familiale, [...] provoquent une élévation du niveau de consommation, un renforcement de la capacité de formation du capital et une

diminution du degré de pénibilité du travail. De plus, la somme correspondant à l'accroissement de la consommation et de la transformation du capital ne coïncidera pas quantitativement avec le montant de la rente capitaliste et dépendra, dans une large mesure, des particularités subjectives de chaque exploitation et de la densité de la population dans la région". De cette citation tirée de la théorie de Tchayanov, on peut déduire que :

1°- La location des terres dans une exploitation paysanne de subsistance se fait en dehors de toute influence des catégories macro-économiques (salaire, intérêt du capital, prix de marchés). Le prix attribué aux terres prises en fermage est le résultat des besoins internes de la famille pour élever sa consommation, diminuer la pénibilité de son travail et augmenter son capital, à la suite de ses tentatives pour réaliser un nouveau point d'équilibre plus favorable. (La représentation graphique de la location de terre serait semblable à celle que nous avons présentée pour l'emploi du capital).

2°- L'exploitation paysanne supporte des prix de loyer beaucoup plus élevée que la rente dans une entreprise capitaliste, gérée en fonction du profit maximal. Cela veut dire que dans une situation de surpopulation agricole, la dîme est bien au-dessus de la rente capitaliste et plus la pression démographique est forte et la population pauvre, plus la dîme augmente. (Ceci explique pourquoi la part de la dîme en nature est arrivée à la moitié de la production)

Cette interprétation théorique est suffisante pour comprendre et interpréter les résultats de nos simulations dans le scénario suivant.

B. Simulation et résultats pour le loyer

A travers cette simulation, nous voulons répondre à deux questions :

- * Quelle serait la valeur du loyer de la terre sur le marché foncier si celui-ci existait? C'est une question intéressante dans les conditions où nous sommes intéressés pour ouvrir des pistes pour un nouveau fonctionnement du foncier.
- * Parmi les groupes typologiques, y en a-t-il qui sont prêts à donner et d'autres à prendre des terres en fermage?

Etant donné que l'utilisation des techniques par lesquelles on détermine la rente foncière capitaliste s'avère impossible et que cette rente est non significative, pour évaluer les montants de loyer dans notre simulation, nous avons abordé le problème de la manière suivante : *quel prix est prêt à payer notre exploitant pour la location de terre?* Les changements du modèle pour cette simulation sont les mêmes que dans la simulation pour l'exploitation optimale, mais déjà nous avons attribué au paramètre LOU(M) des valeurs différentes. Nous avons ajouté au modèle l'équation LOY(M), qui sert non seulement à calculer la variable LOYE(M), indispensable pour intégrer les valeurs de loyer dans la fonction objectif, mais surtout à améliorer le fonctionnement du modèle au niveau des quantités de terres louées et pris en fermage. Pour cette raison, nous avons attribué aux terres prises en fermage une valeur 10% plus élevée que celles louées. (Cela est conforme à la logique du marché sur les différences existant entre le prix d'achat et le prix de vente.)

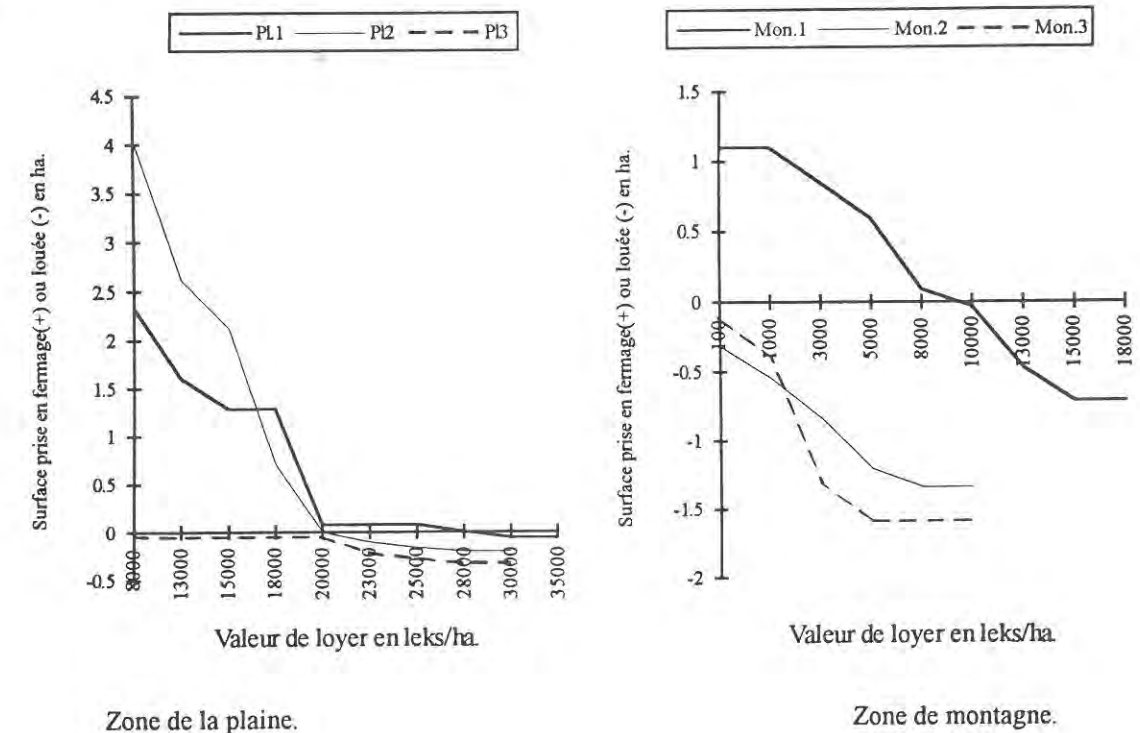
Les résultats de cette simulation sont présentés dans une forme graphique dans la figure 10 pour la zone de plaine et montagneuse. Nous avons donné au paramètre LOUE(M) des valeurs consécutives pour voir jusqu'à quel niveau de loyer les exploitations préfèrent prendre des terres en fermage ou les louer.

De cette présentation graphique, nous avons tiré les conclusions suivantes :

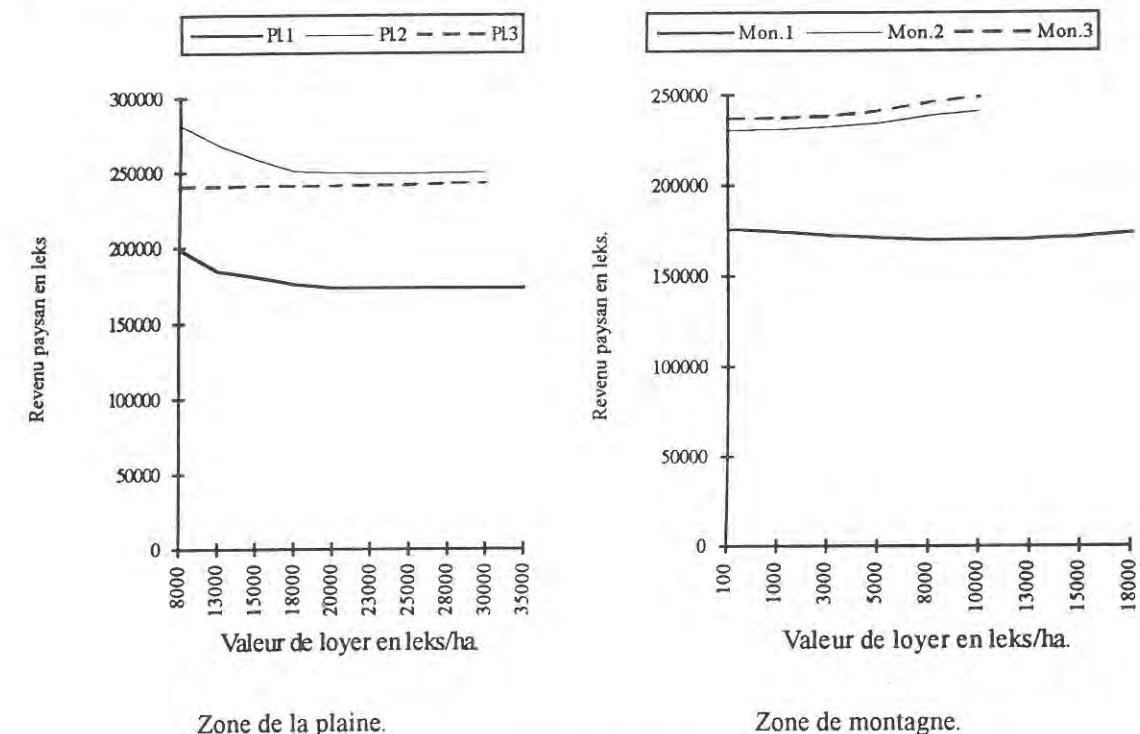
- 1° *Le prix du loyer n'est pas une grandeur définie une fois pour toutes exploitations paysannes*, même si elles sont dans la même zone agro-géographique. Les exploitations du premier groupe typologique (Pl.1 et Mon.1), s'étant trouvées contraintes d'accroître le niveau d'intensité du travail agricole bien au-delà des autres groupes typologiques, sont prêtes à payer un loyer beaucoup plus élevé que les autres.
- Du fait du manque des alternatives pour utiliser leur travail et augmenter le revenu familial, elles acceptent une rémunération de leur travail plus faible, mais qui est supérieure à la rémunération marginale obtenue lors de l'établissement du point d'équilibre précédent, sans location. La surface louée varie en fonction de la valeur de location. Cela veut dire que si une politique de structure se met en question un jour, le prix de location (et donc le prix de vente de terre) sera un outil effectif pour agir.

Figure 10. Valeur de loyer et la surface prise en fermage (ou louée).

a. Le changement en surface



b. Le changement correspondant en revenu.



- 2° Dans le même temps où *des exploitations* (vivant principalement de l'activité agricole) sont intéressées pour *prendre des terres en fermage*, il y a *d'autres qui sont "prêtes" à louer* à ce prix. Cette hypothèse, confirmée par les résultats de simulation, ne se trouve pas actuellement vérifiée par la réalité. Nous pensons que cela est dû

aux facteurs psychologiques (actuellement très forts) et aux doutes concernant la propriété (le droit) de terres et non à l'infirmité des résultats de simulations. (Sinon, pourquoi des exploitations des deux derniers groupes préféreraient-elles laisser des terres en jachère et ne pas les louer?) Le manque de cadre juridique complet et adaptable et d'une pratique réelle en continuité, laisse embryonnaire et non déclaré ce phénomène.

Etant donné que la demande pour les terres est très grande par rapport à l'offre (voir le tableau 24), nous considérons que le prix de location des terres (prix d'équilibre), dans le cas d'un marché foncier libre et non organisé, sera proche des valeurs où les quantités des terres louées par les exploitations du premier groupe (représentant presque 90% des exploitations agricoles) sont proches de zéro.

Tableau 24 -Demande et offre de terres louées

Zone agro-géographique	Demande de terre	Offre de terre à louer	Différences (+ offre>demande)
Zone de plaine (prix de loyer 20000 leks/ha)	369	111	-258
Zone de montagne (prix de loyer 5000 leks/ha)	360	186	-174

3° Malgré les changements considérables de la taille des exploitations, *le revenu paysan ne change pas beaucoup* (voir les graphiques correspondants des revenus paysans). Cela est dû aux possibilités d'adaptations des systèmes de production, aux disponibilités de terres et explique, dans une certaine mesure, pourquoi la demande de terre à louer n'est pas si forte.

2. Quel est le prix des terres sur le marché foncier?

Au problème de location évoqué ci-dessus, s'associe directement celui du prix de la terre. Par analogie à ce que nous avons dit sur le loyer, on peut dire aussi que le prix attribué aux terres pendant les transactions entre les entrepreneurs paysans, est une catégorie économique différente du prix des terres dans le sens capitaliste de ce terme. *"Pour une exploitation de type capitaliste, le problème du prix de la terre se résout très clairement à l'aide de la formule selon laquelle le prix de la terre est la rente foncière capitalisée au taux d'intérêt courant"* (Tchayanov, 1990, p. 253). Nous utiliserons cette formule pour calculer les prix des terres en considérant le loyer comme rente, et nous soulignons que le prix que nous attribuons aux terres d'après ces calculs, ressemble au prix dans le sens capitaliste de ce terme, autant que le loyer représente la rente foncière. Dans le tableau 25 sont présentés les résultats de ces calculs.

Tableau 25. Calcul des prix de terre d'après la valeur de loyer

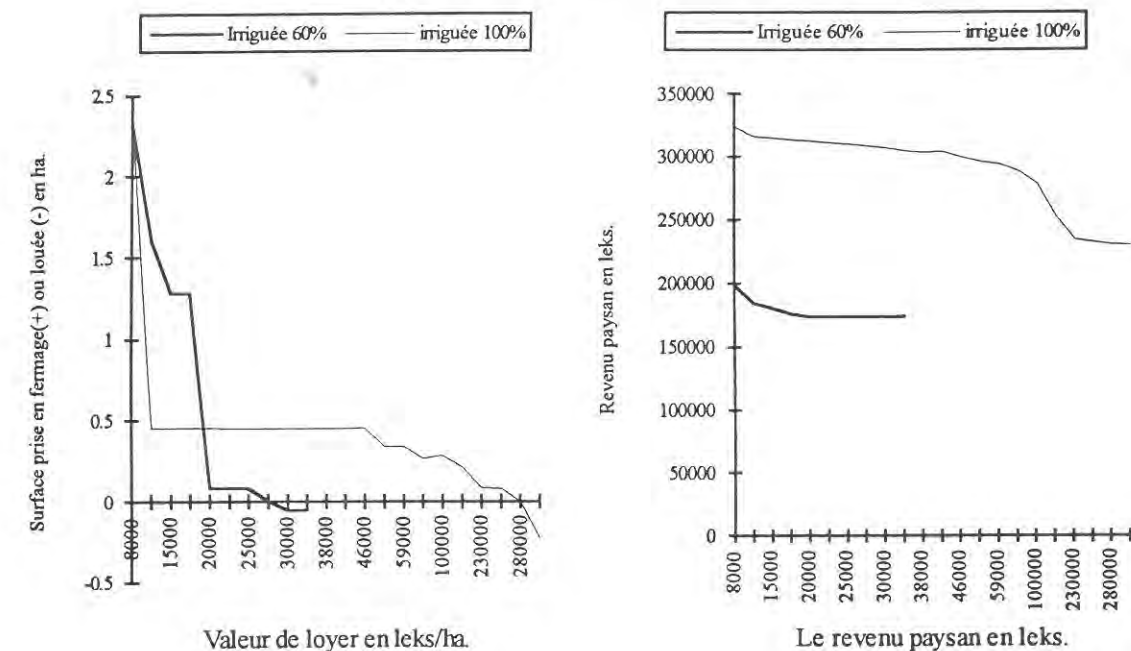
Zone agro-géographique	Valeur de loyer/ha	Norme d'intérêt du capital	Prix de la terre
Zone de plaine	20000	20%	100000
Zone de montagne	5000	20%	25000

Il faut considérer que ces prix détiendraient les limites inférieures possibles sur le marché foncier, compte tenu de notre situation de surpopulation agricole. De nombreuses études sur des situations analogues ont montré que les prix des terres ont tendance à augmenter considérablement. Toujours d'après Tchayanov (1990, p. 255), *"...la nature de l'évaluation par l'exploitation paysanne des terres à louer ou à acheter, [...], nous amène à une conclusion paradoxale : dans les régions surpeuplées, ce seraient les familles paysannes les plus pauvres qui paieraient les prix d'achat et les loyers les plus élevés."*

Les résultats de nos modèles sur les possibilités d'accumulation des exploitations paysannes (les valeurs du paramètre MENAGE=solde mensuel du ménage), indiquent que les exploitations de la zone de plaine auront les moyens d'acheter 1 ha de terre après plus de deux ans d'activité, à la condition que toutes leurs accumulations soient destinées à acheter des terres ; pour la zone de montagne un an suffit.

Le prix des terres, comme le loyer, est déterminé "subjectivement", hors de toute catégorie macro-économique, en fonction des facteurs internes de l'exploitation. Cette "arbitraire subjectivité", quoique nos exploitations vivent dans une certaine autarcie, a ses limites et dans le cas où l'autosuffisance alimentaire de la famille est assurée, les facteurs créateurs de rente commencent à jouer sur le comportement de l'agriculteur dans le choix des alternatives économiques. Parmi ces facteurs, nous avons présenté dans la figure 11 la variation de la valeur de loyer (et donc du prix de la terre) pour des terres de la même zone (la plaine), mais d'équipements différents (capacité d'irrigation) et donc de différentes productivités.

Figure 11. Valeur de loyer et qualité des terres. (Zone de la plaine).



a. Le changement de la surface

b. Le changement de revenu en fonction de loyer.

● Dans les conditions d'amélioration de productivité de la terre (et donc de l'utilisation des techniques culturales plus avancées), le paysan est prêt à payer un prix dix fois plus élevées pour les terres achetées ou prises en fermage. Dans notre cas, cette augmentation de prix des terres est due à l'amélioration de capacité irriguée et donc aux investissements faits pour l'irrigation. Cela veut dire que, comme pour le prix de la terre, nos exploitations paysannes sont prêtes à payer un prix plus élevé que le coût réel de l'investissement (bonification, mécanisation, équipement foncier etc.), à condition qu'après cet investissement, l'exploitation ait la possibilité d'atteindre un nouveau point d'équilibre interne plus avantageux.

● Ce qui augmente vraiment le niveau du revenu paysan, sans changement important de la surface en exploitation, c'est l'amélioration des techniques culturales en utilisation. Cela veut dire que les changements structurels de nos exploitations ne seraient pas suffisants pour changer d'une manière rapide et radicale notre situation agraire, sans l'utilisation des techniques nouvelles avancées.

En conclusion de ce paragraphe, nous confirmons que si par l'Etat ou d'autres organismes, on envisage la création d'un marché foncier, il ne sera pas basé sur les notions et techniques typiques du marché foncier capitaliste. Les particularités de notre situation agraire donnent des caractéristiques particulières à cette catégorie macro-économique, différentes de celles qui ont été observées dans d'autres pays plus développés et d'une faible pression démographique.

IV. Des exploitations de subsistance aux exploitations artisanales largement commerciales

Cette simulation vise à créer un mode de fonctionnement de l'agriculture dans la région, où l'exploitant paysan sort de ses objectifs auto-consommateurs en nature et gère son exploitation en vue d'obtenir de la monnaie. La base de l'action dans ce cas serait une combinaison d'évaluation subjective et de calcul monétaire.

Dans ce cas-là, on imagine un marché bien développé, aussi bien pour les inputs et outputs agricoles que pour les denrées agro-alimentaires. Nous nous appuyons ici sur l'hypothèse que l'existence d'un tel marché et d'un

revenu paysan suffisant seraient capable de faire sortir nos exploitations de leur caractère autarcique et auto-consommateur fermé.

Pour modifier le tableau actuel vers un tel scénario, nous avons supprimé les contraintes d'autoconsommation et nous avons introduit la possibilité de la participation du capital financier (emprunts) dans la production agricole. Pour apprécier les changements possibles du système de production agricole, nous avons présenté, dans le tableau 26, les résultats pour la taille actuelle (sim. A) et dans les conditions d'optimisation de la taille (sim. B avec la contrainte "MACRO").

Tableau 26 - Exploitations agricoles commercialisant largement. (Sim.3)

Zones agro-géographiques	Zone de plaine		Zone de montagne	
	Simulation A	Simulation B	Simulation A	Simulation B
Indices				
Revenu paysan (000 leks)	195	209	197	204
Surface louée (ha)	0	0.2	0	0.5
Coefficient de spécialisation culturale	0.32	0.43	0.42	0.42
Production commercialisée (Qx)				
- Céréales	18	25	23	40
- Pomme de terre	20	0	0	0
- Lait	25	31	27	27
- Viande	2	3	8	8
Crédits récupérés pour activité agricole (000)	6	5	2	2
Jours de travail utilisés en agriculture	246	298	331	343

Les résultats de ce tableau montrent que :

- Sortant de la logique autoconsommatrice, l'exploitation essaye d'adopter des systèmes de production apportant le revenu le plus grand possible. Dans ces conditions, l'activité économique du paysan prend un caractère qualitatif, basée sur des calculs économiques pour la combinaison productive des facteurs de production et le choix cultural. Par conséquent, le revenu paysan augmente de 35 à 45% et l'activité économique du paysan prend un caractère principalement agricole.

- L'abandon des objectifs de subsistance diminue le nombre des cultures pratiquées de 8-9 à 4-5 et augmente deux fois le niveau de spécialisation culturale. Cela donne la possibilité à la spécialisation du travail agricole, mais du fait de la complémentarité dans l'utilisation du travail et des techniques culturales arriérées, nos exploitations ne peuvent pas être qualifiées de "spécialisées" et restent des exploitations de polyculture-élevage. Là il faut trouver la réponse à la question suivante : pourquoi la taille des exploitations dans les conditions d'optimisation de taille (simulation B), augmente-t-elle très peu?

- Le niveau de crédit faute de taux élevé d'intérêt et de manque d'alternatives pour le changement profond des techniques et technologies agricoles reste très médiocre.

En résumé, l'intérêt pour un tel scénario réside dans l'identification des possibilités pour augmenter le niveau de production agricole totale (qui varie donc de plus de 35-45%) et le niveau de bien-être paysan presque dans les mêmes proportions, agissant sur un seul aspect : la garantie et le développement des marchés.

V. Conditions qui doivent être réunies pour une intégration rapide de l'agriculture albanaise dans l'économie de marché (conclusions de la IIIème partie)

Dans les scénarios simulés dans cette partie, nous avons essayé de construire différentes images sur le fonctionnement possible de notre système agraire, mais nous n'avons pas insisté sur les voies pour arriver à une telle situation. De plus, les mesures pour mettre en place un scénario ou un autre, doivent être en cohérence et tenir compte de tous aspects, que ces soient les intérêts privés d'agriculteurs ou les intérêts globaux de la société. De plus, nous n'avons pas pris en compte l'existence ou non des conditions au niveau micro et macro pour mettre en place les changements contenus dans les scénarios.

En réalité, le problème est plus complexe. Le passage massif de notre agriculture paysanne de minifundia (polyvalence extrême du système de production, médiocre niveau de mécanisation, recours très important au travail manuel), à une agriculture familiale spécialisée et à haute productivité du travail, ne sera pas une simple évolution continue de la situation existante. Evoquant le cas français, A. Pouliquen (juillet-août 1983, p. 52) appelle ce passage "une mutation qualitative", "une rupture historique" etc.. "En opérant ce passage, l'exploitation familiale s'engage dans une aventure, car elle abandonne l'essentiel de son système autonome d'auto-production, d'auto-reproduction et rentre dans un univers de risque et de dépendance de type nouveau." Pour faire entrer l'agriculture paysanne dans un tel mouvement, d'après l'exemple d'autres pays qui ont accompli cette tâche, il faut la conjonction de deux impératifs contradictoires :

- d'une part, que les agriculteurs soient contraints socio-économiquement de s'engager dans cette "aventure", a priori peu attractive, qu'ils n'aient pas d'autres alternatives ou échappatoires plus confortables, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'agriculture ;
- d'autre part, il faut qu'une nouvelle politique agricole atténue la vulnérabilité des exploitations, s'engage dans ce mouvement pour réguler les risques et les pressions découlant d'un fonctionnement trop anarchique et sauvage des marchés et de la concurrence spontanée.

Des traitements faits et conclusions sorties tout au long de notre travail, on peut dire que ces deux impératifs indispensables à une intégration de notre agriculture dans un mouvement de modernisation rapide, pour le moment ne sont pas suffisants. Même si économiquement notre exploitant semble être prêt à s'intégrer dans un tel mouvement, après une longue période de prolétarianisation et de séparation de son exploitation, et de plus sortant de la situation précédente, presque de famine, pour le moment, il ne fait pas confiance aux changements fréquents et il paraît un peu conservateur.

En ce qui concerne le rôle de l'Etat sur l'engagement dans la politique agricole, il reste encore vague. La façon dont fonctionne le marché en général et particulièrement le marché agricole, la formation des prix au jeu libre des marchés, l'absence d'instruments institutionnels, réellement capables d'assurer une régularisation négociée (localement et globalement) entre l'agriculture et l'économie entière, démontrent que la politique agricole d'Etat est encore embryonnaire. La nécessité de l'engagement d'Etat dans ce processus devient plus impérative si nous nous rendons compte du manque ou de la faiblesse de l'ensemble des instruments institutionnels indirects, telles qu'organisations professionnelles (syndicales), sociétés coopératives et mutualistes etc.

A. Quels sont les obstacles à franchir pour une mutation rapide de l'agriculture?

Parmi les difficultés empêchant un tel mouvement, on met en premier lieu les obstacles économiques objectifs.

1° La difficulté d'une action de changement structurel réside surtout dans l'impossibilité actuelle d'absorber en dehors de l'agriculture la force de travail dégagée par un mouvement massif progressif de l'économie paysanne. Le dégagement de surface nécessaire à l'épanouissement d'une agriculture qui vise à l'augmentation de la productivité du travail, demande une diminution de plus de 40% d'exploitations. Cette diminution n'aurait pas nécessairement impliqué, au même degré, une diminution de la force de travail agricole, et encore moins un exode rural. Dès maintenant, il y a une partie des familles paysannes (notamment celles de revenus mixtes, dont l'activité agricole a une tendance vers la simple autoconsommation), qui sont économiquement "prêtes" à offrir des terres. Le maintien de cette agriculture de complément à une échelle rétrécie spatialement est économe en logements et en infrastructures diverses, et permet de continuer à mobiliser des réserves familiales de force de travail.

Le problème de dégagement de la main-d'oeuvre agricole devient plus difficile compte tenu du fait que le changement de système économique est accompagné du grave problème de sous-emploi (voire chômage) dans l'industrie et les services.

2° Tout au long de nos simulations, nous avons souligné que d'un côté la taille des exploitations dans les conditions de son optimisation reste encore petite (de 3 à 5 ha) et de l'autre côté, même dans les conditions où la taille augmente 2-3 fois, les revenus paysans augmentent à un rythme très lent (30%-180% d'après les zones). Ces faits révèlent la nécessité de l'innovation technique et technologique de production agricole. Si nous voulons un changement rapide et radical de l'agriculture, il ne pourra pas être fait dans le cadre du médiocre niveau technique existant.

Le changement du tableau technique de l'agriculture albanaise est lié à l'élimination de la situation de pénurie existant pour les moyens de production nécessaires à cette modernisation. La désorganisation des marchés des matériels et d'autres équipements, le manque des sources internes nécessaires pour supporter un tel investissement, l'inadéquation du système de crédit en agriculture, l'inexistence des sociétés coopérativistes pour matériels agricoles, le non-fonctionnement en pleine capacité et structures arriérées de l'irrigation, etc., demandent l'engagement d'une politique bien élaborée sur ces problèmes.

B. Impacts psychologiques d'un changement radical rapide

La chute du système de l'agriculture socialisée et la réinstallation, dans une brève période, des exploitations paysannes est accompagnée d'aspects secondaires, surtout sur le plan psychologique. A cause de la séparation pour une longue période de la terre et du comportement d'entrepreneur, notre paysan, d'une certaine manière, a perdu beaucoup de son dynamisme, et s'oriente à peine dans le nouvel environnement économique inconnu pour lui et qui est en transformation rapide. De plus, dans cette situation, il ne se sent pas sûr sur sa propriété pour les terres récupérées gratuites et qui n'ont pas été les siennes.

Dans le précédent régime politique et économique, l'Etat était le seul dirigeant d'activités économiques du pays à travers ses organismes économiques étatiques. Rien n'a été laissé à l'initiative libre des individus. Les changements rapides économiques et politiques n'ont pas changé beaucoup la psychologie des hommes. Parmi eux, la paysannerie, se trouvant dans des conditions particulièrement difficiles, attend que l'initiative de changement soit prise ailleurs, par l'Etat. Ces aspects, perte de savoir-faire, pendant 45 ans, comme gestionnaire et animateur d'une activité agricole, et l'incertitude sur la propriété foncière, font que notre paysan ne fait pas confiance à un autre changement immédiat.

C. Erreurs ou contraintes dans cette politique agricole vague?

Toute la préoccupation de la politique actuelle concerne l'achèvement de la réforme foncière. En fait, par cette réforme, nous n'avons fait que revendiquer la disparition prématurée par le communisme du féodalisme en agriculture ⁽¹⁾. Certains pensent qu'après cette réforme, le rôle de l'Etat en agriculture devient rudimentaire et que dans une société démocratique et libérale, les individus seuls sont responsables de leur prospérité et du développement du pays.

De telles fausses conceptions ignorent l'expérience sur le rôle de la politique agricole, élaborée et suivie dans tous les pays qui ont connu un développement du secteur agricole dans le vrai sens de ces mots. A part les raisons qui ont obligé ces pays de s'engager dans une politique agricole organisée et dirigée par l'Etat, nous trouvons également la nécessité de contrôler et surveiller le développement du système féodal rétabli en agriculture, qui, en cas de négligence, constitua un blocage sérieux pour le système capitaliste en construction. Ajoutons ici le fait que notre pays est un pays agricole (l'agriculture actuellement constitue plus de la moitié du PIB), et en conséquence, notre agriculture est un élément macro-économique puissant qui détermine pour une bonne part notre économie nationale.

Mais ce désengagement, ou bien cette vague politique agricole par l'Etat, est une conséquence du manque de possibilités économiques et financières nécessaires pour entreprendre une politique agricole dynamique et efficace. Nous tous sommes conscients des difficultés économiques qu'affronte l'Albanie aujourd'hui, et que chaque politique économique en agriculture a son coût et demande des moyens financiers.

Il est hors de doute qu'une série de mesures de politique économique générale actuelle, dans les domaines des transports, des taxes douanières, des impôts etc., peut exercer une forte influence indirecte sur la construction et le développement de l'économie paysanne. Mais cela sera insuffisant pour l'intégration de l'économie paysanne dans l'économie marchande et impliquera l'obtention d'un contrôle systématique sur la masse de cette économie paysanne.

1. N. Georgescu-Roegen écrit sur cette question : "En particulier, le féodalisme ne peut disparaître avant d'avoir complètement achevé sa tâche. S'il est disloqué par des moyens artificiels, il reviendra sous une forme ou une autre. Dans une telle situation, la seule attitude logique est de planifier rationnellement la continuité du féodalisme de manière à le faire fonctionner encore mieux. La politique des réformes agraires radicales dans les pays surpeuplés, - par laquelle le chef de chaque famille paysanne est transformé en entrepreneur féodal, - répond précisément à cette logique." In *Théorie économique et économie politique agraire*. - Economie Rurale, n° 71, 1967. pp. 68-69.

D. Pour une nouvelle dimension dans l'approche coopérative de l'agriculture albanaise

Devant les difficultés actuelles, le problème le plus important de la politique agricole est de savoir au moyen de quelles méthodes efficaces, nous parviendrons à relier cette masse incontrôlable de la petite paysannerie au système économique général et à l'intégrer à ce système. Il est important pour nous est de faire confiance à l'évidence existante et d'engager l'avenir sur cette base. Il est hors de doute que le choix du système de propriété paysanne individuelle en agriculture est juste, compte tenu de notre structure sociale actuelle (une forte surpopulation agricole) et de la faiblesse de l'industrie.

La surévaluation de quelques avantages qu'offrait le système coopérativiste précédent sur la planification et la régularisation de l'offre agricole et sur les facilités dans l'équipement technique et technologique de l'agriculture, d'un côté, et la non-connaissance des apports de l'exploitation paysanne familiale de l'autre, font apparaître de nouveau des orientations pour un nouveau recours sur la coopération au niveau de production. La voie de la coopération horizontale, liée habituellement chez nous à l'idée de grosses coopératives de production agricole, aujourd'hui est hors de question. L'échec avoué par le système économique précédent a créé une attitude inhérente de mépris, de méfiance et de non-affirmation par la paysannerie, vis-à-vis des tendances coopératives dans la production (sauf associations pour le travail de la terre).

Le fonctionnement et l'évolution naturelle de l'agriculture paysanne, ne va pas de paire avec la notion de la coopération, laquelle, bien que présentée comme un nouveau mouvement, consiste en une concentration des terres de paysans en grosses unités de production, sous formes d'entreprises agricoles collectives ou de communes agricoles, et qui font sortir l'agriculture de la logique et des objectifs familiaux.

Le secteur coopératif doit cependant prendre une grande importance sous un autre aspect et sous une autre forme, *visant l'intégration verticale de l'agriculture paysanne* au système de l'économie nationale. De ce point de vue, elle apparaît comme le moyen le plus efficace de l'intégration directe de l'agriculture paysanne dans le nouveau mode capitaliste, gardant à la fois les intérêts des artisans agricoles face aux difficultés du marché et aux impossibilités d'améliorations techniques de production agricole. Parmi les avantages qu'offre aujourd'hui la mise en place d'un tel système, on peut souligner :

- *Au niveau de l'intérêt de l'agriculteur*, les coopératives, exerçant les fonctions de commercialisation et de transformation, le font sortir de son autarcie et des objectifs d'autoconsommateur. En se regroupant, les agriculteurs peuvent éliminer en partie le manque des marchés nationaux et les conséquences spéculatives des marchés segmentés et multiples. De ce point de vue, le système coopératif permet de mieux maîtriser les conditions de l'économie de marché et donne aux intérêts économiques de la paysannerie un caractère organisé.

Une autre difficulté qui peut être franchie à l'aide du système coopératif concerne la maîtrise des conditions techniques et l'amélioration de la technologie de la production agricole, se trouvant actuellement dans un niveau médiocre. L'engagement des coopératives aux services des matériels agricoles (semblable aux CUMA en France, par exemple), de la commercialisation des intrants, de la gestion des eaux d'irrigation etc., donnent à ce système une grande importance aux yeux des paysans.

- Comme le démontre l'expérience des 2-3 ans, les firmes commerciales privées ne s'intéressent pas à tous les produits agricoles. Elles ne retiennent que les produits qui offrent un profit suffisant pour elles, tandis que pour la nature de la production agricole de nos exploitations de subsistance décrit par nous, les exploitations offrent sur le marché leurs productions en surplus indépendamment des calculs des commerçants. De ce point de vue, le système coopératif est *un agent efficace pour le développement régional harmonieux*, parce qu'il permet de mobiliser toutes les sources agricoles possibles et développe l'industrialisation pour la transformation des productions locales.

- *Au niveau de l'économie globale*, le système coopératif, ayant comme critère de réussite de son activité : "le service maximum rendu aux agriculteurs", il ne délaisse pas les activités non-rentables pour le système capitaliste. La coopérative permet en effet que soient réalisées des productions nécessaires pour l'ensemble de l'économie, dans des conditions de prix qui ne dégagent pas de profits suffisants pour le secteur capitaliste. En outre, ce système coopératif s'intéresse à la stratégie d'Etat, parce qu'il permet le maintien des prix faibles des produits alimentaires.

Les coopératives seront un outil efficace pour développer les exportations agricoles dans les conditions de libéralisation actuelle. Les firmes ne prennent en charge que les produits qu'elles peuvent écouler sur le marché local ou national. Lorsqu'elles exportent, ce n'est pas dans le souci de résoudre les problèmes d'excédents, mais parce qu'elles pensent réaliser des résultats aux cours avantageux. Au contraire, l'effort de commercialisation et d'exportation des coopératives pour les produits excédentaires est assez net et constant à long terme.

En conclusion, seul un mouvement de mise en place d'un système coopératif visant l'intégration verticale de l'agriculture paysanne, combiné à l'intégration indirecte par la politique d'Etat (contrôle du crédit agricole, mesures fiscales, subventions, formations et éducation des agriculteurs, intégration des structures syndicales etc.), peuvent donner des résultats rapides dans le développement attendu du secteur agricole albanais.

Dans le contexte actuel de grave crise accompagnant la transformation du système économique, il ne semble pas que la question du mouvement progressiste rapide à grande échelle se pose à court terme. Pour le moment, le pays ne semble pouvoir espérer qu'une récupération des niveaux de production antérieurs, sur la base des structures agraires existantes. A cet égard, l'adaptation d'un secteur massivement paysan, peu vulnérable à notre situation de pénurie des moyens industriels, est une chance dans la mesure où elle fournit une sorte de tampon, d'amortisseur à la crise économique générale. Mais tôt ou tard, la question d'une restructuration moderniste de l'agriculture paysanne se reposera. Et pour qu'elle ait des chances de s'engager à terme, elle doit dès aujourd'hui faire l'objet d'une option stratégique claire à long terme.

Conclusion générale

Nul ne peut prétendre présenter dans les limites d'un travail comme le nôtre, une réalité aussi complexe que l'économie paysanne, et d'autant plus qu'il s'agit d'une réalité instable et en transformation rapide comme la réalité albanaise. Notre but est beaucoup plus modeste. Il contient; d'une part, la mise en relief des caractéristiques principales socio-économiques des unités de base de la production agricole, installées par la dernière réforme foncière, et appelées actuellement "fermes agricoles familiales", et d'autre part, la distinction des particularités devant être prises en considération dans la construction d'une politique agricole.

L'analyse statique, faite à la deuxième partie, nous amène aux conclusions suivantes :

- La dernière réforme agraire a créé des exploitations familiales de très petite taille et de morcellement accentué. Cette insuffisance de terres est accompagnée d'un sous-emploi agricole du travail familial et d'une pénurie chronique des capitaux ;
- L'activité économique dans le foyer agricole, comme unité économique particulière, est caractérisée par le revenu paysan, unique et indifférenciable. Ce revenu assume tous revenus possibles du travail familial paysan, qu'ils soient d'origine agricole ou proviennent d'autres activités artisanales, commerciales ou salariés hors d'exploitation.
- L'activité agricole, se trouvant dans des conditions de manque de terre, est caractérisée par des rapports spécifiques entre facteurs de production. La substitution des facteurs "terre" et "capital" par le facteur "travail" (abondant), caractérise l'aspect "gestion" d'activité agricole par l'exploitant paysan. La formule de la productivité marginale ne peut pas avoir lieu dans ces conditions. Dans ce processus, le paysan, contraint également par l'existence de marchés instables et de prix non-garantis et spéculatifs, trouve moins coûteux son repli en autarcie, en donnant à son activité agricole un caractère autoconsommateur marqué. Pour ces raisons, son jugement sur l'activité agricole, s'appuie plus sur l'évaluation subjective des résultats de son travail que sur les calculs économiques. Ici commencent toutes les particularités dans l'organisation agricole de la famille paysanne, qui la distingue de toutes autres formes d'organisation d'unités économiques agricoles.
- Quelquefois, les besoins monétaires internes obligent le paysan d'intégrer dans son activité agricole la logique marchande. Mais actuellement ces rapports sont plus intensifs à l'achat qu'à la vente.
- Les tendances de différenciation au sein de la paysannerie n'ont pas commencé à apparaître.

Actuellement, la modernisation structurelle des exploitations paysannes est hors de question pour la politique agricole. Mais il faut immédiatement nuancer cette idée de façon à ce que l'objectif d'assurance d'autosuffisance alimentaire et celui d'intégration de l'agriculture dans un processus de développement prochain, soient mis simultanément dans la bonne direction. Pour cela, il faut tenir compte, entre autres des remarques suivantes :

- Il est possible de transformer l'économie paysanne en économie de marché par le marché. L'intégration de la logique marchande, par le développement des marchés et de la participation de l'Etat dans la politique des prix, même dans les conditions de structures actuelles paysannes, fait augmenter sensiblement la production agricole totale et surtout la production marchande.
- La politique de restructuration du secteur paysan, compte tenu de la surpopulation agricole, doit envisager la création des exploitations agricoles qui permettent une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre familiale, un revenu agricole suffisant et une production totale croissante ;
- Mais pour avoir une mutation moderniste dans le vrai sens de ce terme, chaque amélioration structurelle ne peut pas donner les résultats voulus, sans être accompagnée de l'innovation technique et technologique. Seul l'équipement de technologies avancées et de techniques modernes est capable de faire passer l'agriculture paysanne des minifundias, aux exploitations familiales à l'image de celles des pays occidentaux ;
- La coopération verticale, dans les conditions particulières de notre pays, peut être une issue pour sortir de la situation autarcique et sous-développée du secteur agricole albanais.

Il est hors de doute que, pour le moment, le choix du système d'économie paysanne était juste et c'était probablement le meilleur, mais il était insuffisant pour considérer le problème agraire résolu en Albanie. La présence d'une politique agricole claire à long terme est indispensable. En agriculture, il est impossible d'avoir la même attitude, c'est-à-dire entièrement libérale, que pour d'autres secteurs privés de l'économie albanaise. Le moyen le plus sûr de mal comprendre l'exploitation familiale paysanne - dit Tchayanov - est de la considérer comme une affaire commerciale, autrement dit, comme une entreprise de type capitaliste. Avons-nous pu, avec ce travail, dégager les tendances vers lesquelles la politique agricole actuelle semble se diriger et montrer une image plus réaliste de l'agriculture albanaise?

Annexe I

1. Repères chronologiques de la réforme : (1990-1993)

6 juillet 1990 : le secteur privé est autorisé dans le domaine des services et de l'artisanat mais soumis à certaines conditions.

31 juillet 1990 : le principe de l'ouverture aux investissements étrangers dans le cadre de la constitution de sociétés à capital mixte est officiellement admis.

avril-juin 1991 : annonce de la petite privatisation (25 000 petites unités dans le commerce et les services).

19 juillet 1991 : promulgation de la loi sur la privatisation des terres.

2 juillet 1992 : la loi pour le soutien social aux personnes ayant perdu leur poste de travail des suites de la mise en oeuvre de la réforme économique et l'aide économique aux membres vulnérables de la société.

20 juillet 1992 : libéralisation de quelques produits (peu courants et au nombre réduit) dont les prix étaient contrôlés.

17 octobre 1992 : restructuration des fermes agricoles de l'Etat avec la distribution des terres aux employés, en fermage ou en propriété.

23 décembre 1992 : début de la privatisation des logements aux locataires.

11 janvier 1993 : les prix sont entièrement libéralisés, même pour les articles de première nécessité.

3 mars 1993 : annonce de l'instauration d'impôts et de taxes.

15 avril 1993 : la loi sur la restitution et la compensation des biens fonciers (terrains, bâtiments, fabriques, ateliers).

24 avril 1993 : les règles pour la compensation en valeur aux ex-proprétaires des terres agricoles sont déterminées.

27 mai 1993 : mesures pour l'accélération de la privatisation des entreprises petites et moyennes.

2 juin 1993 : le loyer des terres est autorisé pour les personnes physiques et juridiques autochtones et étrangères.

2 novembre 1993 : une troisième version (plus libérale) pour les investisseurs étrangers est publiée.

2. Contenu de notre enquête.

Enquête n°. _____
Date de l'enquête _____
Nom de l'enquêteur _____

Caractéristiques de l'exploitant

Nom _____
Prénom _____
Age _____
Village _____
Commune _____
Région _____
Enseignement a). primaire, b). secondaire, c). supérieur, _____
Profession exercée avant la distribution de terre _____
Qui gère l'activité agricole _____
Nombre des personnes de la famille _____ dont personnes :
- travaillant sur l'exploitation ,
- travaillant hors de l'exploitation
- suivent l'école _____ a- primaire, b- secondaire, c- supérieure _____
- mineurs
- retraités.

Capitaux de l'exploitation.

1. Surface de terre disponible _____ ha, dont terre irriguée _____ ha.
2. Statut juridique de la terre : a- propriété, b- fermage _____
La terre se trouve morcelée sur : a- deux endroits, b- trois endroits, c- quatre endroits, d- cinq endroits, e- six endroits _____
3. Bêtes de trait, sur l'exploitation a- cheval, b- mulet, c- âne _____
4. Bâtiments : a- étables _____ m², b- hangar de séchage _____ m², c- silos _____ m².
5. Matériels agricoles _____
6. Elevages de production, nombre de tête : vaches _____, autres bovins _____, brebis _____, autres ovins _____, chèvres _____, autres caprins _____.

Système de production.

a. Système cultural.

- Assolement pour la campagne en cours :

Cultures arables:

Culture	surface (ha)	production (qx).
Blé	_____	_____
Maïs	_____	_____
Haricot	_____	_____
Pomme de terre	_____	_____
Betterave	_____	_____
Seigle	_____	_____
Orge	_____	_____
Légumes	_____	_____
Plante fourragère	_____	_____
Tabac	_____	_____

Deuxièmes cultures :

Arboriculture	_____	_____
Vignoble	_____	_____

- Pourquoi avez-vous choisi ces cultures?

b. Système d'élevage.

Catégorie de l'élevage	Nbre. de têtes	production qx
Vaches laitières	_____	_____ lait;
Brebis	_____	_____ lait;
Chèvres	_____	_____ lait;
Autres bovins	_____	_____ viande;
Autres ovins	_____	_____ viande;
Autres caprins	_____	_____ viande;
Poulets	_____	_____ oeufs;

c. Systèmes des techniques utilisées;

- Labour de la terre : mécanisée _____ ha, traction animale _____ ha, travail manuel _____ ha.
Vous avez payé effectivement pour les matériels _____ leks, pour la traction animale _____ leks, pour les salariés _____ leks.
- Récoltes : mécanisée _____ ha, traction animale _____ ha, travail manuel _____ ha. Vous avez payé effectivement pour les matériels _____ leks, pour la traction animale _____ leks, pour les salariés _____ leks.
- Services culturales : mécanisée _____ ha, traction animale _____ ha, travail manuel _____ ha. Vous avez payé effectivement pour les matériels _____ leks, pour la traction animale _____ leks, pour les salariés _____ leks.
- Intrants utilisés : Fumier _____ qx, le prix _____ leks/qx; urée _____ qx, le prix _____ leks /qx; nitrates _____ qx, le prix _____ leks /qx; fongicides _____ kg, le prix _____ leks/kg ; frais d'irrigation _____ leks.
- Conduite de l'élevage :

- Achats d'alimentation pour bétail _____ leks ;
- Si vous payez pour garder des lots : a- pour bovins _____ mois à _____ leks/mois, b- pour ovins _____ mois à _____ leks par mois, c- les caprins _____ mois à _____ leks par mois.
- Comment utilisez-vous les pâturages? a- en commun pour tout le village, b- privés, c- loués à l'Etat, _____.
- Combien payez-vous pour le service vétérinaire ? Pour les bovins _____ leks par an, pour ovins _____ leks par an, pour les caprins _____ leks par an.
- En plus des aliments produits sur votre terre, vous ramassez dans les pâturage : feuilles de chêne _____ qx, herbe pour séchage _____ qx.

Production vendue.

Production	quantité	valeur (leks)
_____	_____	_____

Sources non agricoles du ménage.

A. Doubles activités.

- * Leur nature : _____
- * Nombre des personnes qui travaillent : _____
- * S'il est possible, quel est le chiffre d'affaires ou le bénéfice mensuel de cette activité _____ leks.

B. Salariés permanents.

- * Nombre des personnes qui travaillent : a- salarié d'Etat _____, b- d'autres établissements dans la région ...
- * Le salaire mensuel a- _____, b- _____.

C. Pensions de retraite.

- * Nombre des pensionnaires _____
- * Montants mensuels _____

D. Subventions d'Etat.

- * Montants mensuels _____

Accumulation et stratégie de l'agriculteur.

1. Augmentation du capital productif au cours de l'année ou prévus pour l'avenir proche :

- a- bâtiments _____
- b- bétail de production _____
- c- en arboriculture _____
- d- en matériels agricoles _____
- d- en doubles activités _____
- c- en articles électroménagers et autres immeubles _____

2. Capitaux thésaurisés en argent

3. Combien de leks faut-il pour la consommation familiale en plus des productions autoconsommées?

4. A l'avenir, vous travaillerez en agriculture ou pensez-vous à d'autres activités?

5. Pensez-vous acheter des terres et qu'est-ce qui vous en empêche?

6. Pensez-vous quitter le village pour habiter à la ville?

7. Souhaitez-vous que vos enfants travaillent dans l'agriculture?

Soutien d'Etat en agriculture.

1. Pensez-vous que l'Etat soutient les agriculteurs pour les prix de productions agricoles? _____; prix d'intrants, _____; matériels agricoles, _____, pour l'irrigation, _____ pour garantir les débouchés, _____, pour d'autres subventions _____.

2. Qui vous aide pour choisir les cultures et les techniques culturales utilisées?

3. Avez-vous des contacts avec les cadres et spécialistes agraires et comment les avez-vous pris?

4. De quels conseils avez-vous le plus besoin?

5. Qu'attendez-vous de l'aide de l'Etat?

Annexe II

1. Pluviométrie dans la région (1982-1991) ⁽¹⁾.

Mois/années	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	moyen -ne
• Janvier	30	40	12	53	102	87	49	0	0	8	38.1
• Février	42	25	57.5	24	140	54	55	51	18	141	60.8
• Mars	38	13	47	78	102.5	97.5	88	41.5	10	29.5	54.5
• Avril	83	27	62	77.5	51.5	38	45	13	51	179	62.7
• Mai	62	58	18.5	88.5	96.5	47	6	44.5	101	83	60.5
• Juin	20.5	71	20	6.5	51.5	13	36.5	32	10	36.5	29.7
• Juillet	25	50	0	0	23.5	24	5	30	23	45.5	22.6
• Août	39.5	10.5	62.5	15	7.5	3	0	6	29	50.5	22.4
• Septembre	65	44	22	12.5	11	20.5	46.5	20	34	32	30.7
• Octobre	87	45	31	24	35	113.5	56	104.5	56	58	61
• Novembre	115	63	48	228.5	58.5	64	125	87.5	88	65	94.3
• Décembre	71	50	41	59	22.5	72	65.5	63	216	85	74.5
Total	678	496.5	421.5	666.5	702	633.5	577.5	493	636	813	611.8

2. Groupement des exploitations d'après leur taille pour chaque sous-zone agro-géographique.

Taille des exploitations paysannes en are.	Exploitations paysannes	
	Nombre	Surface Ha.
Zone de la plaine		
Jusqu'à 50 ares	269	100
51 à 100	824	583
101 à 150	1873	2262
151 à 200	676	1117
201 à 300	295	708
301 à 500	182	655
au delà de 500 are	0	0
Total 1	4119	5425
Zone de colline		
Jusqu'à 50 ares	161	61
51 à 100	810	608
101 à 150	620	775
151 à 200	737	1216
201 à 300	586	1298
301 à 500	131	404
au delà de 500 ares	0	0
Total 2	3045	4362
Zone de montagne		
Jusqu'à 50 ares	0	0
51 à 100	83	94
101 à 150	55	75
151 à 200	202	335
201 à 300	262	733
301 à 500	90	385
au delà de 500 ares	47	310
Total 3	739	1932
Région		
Jusqu'à 50 ares	430	161
51 à 100	1717	1285
101 à 150	2548	3112
151 à 200	1615	2668
201 à 300	1143	2739
301 à 500	403	1444
au delà de 500 ares	47	310
Total (1+2+3)	7903	11719

3. Les revenus et les éléments structurels des exploitations (1)

Indices	Zone de la plaine			Zone montagneuse		
	Pl1	Pl2	Pl3	Mon 1	Mon 2	Mon 3
Revenu (000 leks) R (2)	178	240	230	207	225	208
Travailleurs T(3)	2.2	2.3	2.6	2	2.2	2.1
Consommateurs C	4.6	5	5.7	4.8	5.5	5.2
Capital (000 leks) Ca (4)	116	122	137	230	236	196
Terre (ha) T	1.24	1.25	1.47	2.42	3.3	3.6

4. Calculs des disponibilités de main-d'oeuvre familiale et de son pourcentage d'auto-exploitation dans l'agriculture.

A. Disponibilités (5).

Mois	Jan	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Gr.typolo													
Pl.1	44	44	50.6	52.8	55	55	57.2	57.2	52.8	52.8	50.6	48.4	620
Pl.2	46	46	52.9	55.2	57.5	57.5	59.8	59.8	55.2	55.2	52.9	50.6	649
Pl.3	58	58	66.7	69.6	72.5	72.5	75.4	75.4	69.6	69.6	66.7	63.8	733
Mon.1	40	40	46	48	50	50	52	52	48	48	46	44	564
Mon.2	48	48	55.2	57.6	60	60	62.4	62.4	57.6	57.6	55.2	52.8	676
Mon.3	42	42	48.3	48.3	52.5	52.5	54.6	54.6	50.4	50.4	48.3	46.2	592

B. Main-d'oeuvre utilisée en agriculture (6)

Mois	Jan	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Gr.typolo													
Pl.1	10.6	11.6	21.6	23.6	22.1	20.1	30.6	17.6	15.6	26.6	13.6	12.6	226
Pl.2	10.0	10.4	16.0	23.4	21.6	19.4	27.1	17.3	15.2	22.9	12.5	12.4	208
Pl.3	13.4	14.6	28.6	33.4	26.8	25.6	30.7	18.5	15.3	33.7	13.4	13.4	267
Mon.1	21.2	23.6	31.6	49.4	32.9	24.8	39.8	27.1	30.7	61.1	23.2	22.8	388
Mon.2	16.8	21.5	32.3	43.1	29.6	21.3	36.2	24.1	27.3	61.7	19.6	19.6	353
Mon.3	12.5	16.2	26.8	29.4	16.7	13.7	32.0	21.1	17.5	55.0	17.8	14.5	273

1. Résultats de nos enquêtes.

2. Revenus agricoles et non agricoles.

3. Unités de travail disponible (voir formule 2.1)

4. Capital de l'exploitation (fixe et circulant)

5. Source : les données de nos enquêtes.

6. Calculs à partir des systèmes de production utilisés et les normes par unités de surface ou lot d'élevage à partir de nos enquêtes et des technologies élaborées par les spécialistes dans la région.

Le travail utilisé dépasse parfois les disponibilités calculées dans le tableau A. Là, il n'y a pas de contradiction si on tient compte d'aides familiales par les autres membres de la famille dans les moments de travaux intensifs des campagnes agricoles.

C. Distribution du temps de travail disponible entre les activités. ⁽¹⁾

Groupe typologique	Disponibilité en jours de travail	Utilisées en :			
		agriculture ⁽²⁾	doubles activités	ouvriers et fonctionnaire	occasionnel
Pl.1	620	508	0	0	112
Pl.2	649	229	338	0	82
Pl.3	733	370	0	338	25
Mon.1	564	525	0	0	39
Mon.2	620	310	310	0	0
Mon.3	592	310	0	282	0

5. L'étendue de l'élevage dans les exploitation

Sous-zone	Nombre des bovins par famille	Part des vaches laitières dans la troupeau (%)	Part des familles sans vache (%)	Part des familles sans élevage (%)
• En plaine	1.6	57	19	6
• En colline	1.8	58	23	4
• En montagne	2.3	48	5	0
Région	1.7	56	20	5

Source : les statistiques régionales

6. Les dépenses d'exploitation et leur constitution en leks

Indices	Pl.1	Pl.2	Pl.3	Mon.1	Mon.2	Mon.3
● A.- Dépenses d'exploitation	43720	63357	69868	82720	88930	65850
I. Dépenses pour capital circulant	32820	36857	46168	54920	66930	48350
- engrais	3170	5025	6040	5340	3930	3400
- semences	10550	9872	13418	17100	19100	16200
- irrigation	500	1210	910	0	0	0
- matériels	5500	6850	7600	12000	16600	20500
- fourrages	11200	11400	15000	19200	26000	8000
- autres	1900	2500	3200	1280	1300	1250
II. Dépenses pour capital fixe	10900	26500	23700	27800	22000	17500
- bâtiments	2000	3500	4200	1800	2000	1500
- extension d'élevage	8900	23000	19500	26000	20000	16000
● B.- Revenu familial brut (agricole+extérieur) (000 leks)	145	199	184	152	158	150
● C.- Revenu familial disponible pour dépenses de consommation et extension d'activités économiques (000 leks).	112	162	138	97	91	102

7. Commercialisation de la production agricole en leks

Indices	Pl.1	Pl.2	Pl.3	Mon.1	Mon.2	Mon.3
A. Production commercialisée	16940	28800	27450	30400	51300	15200
- blé	0	4000	0	0	0	0
- pommes de terre	6200	17900	17300	4000	0	0
- haricot	340	950	450	0	0	0
- tabac	0	0	0	2800	0	0
- bétail à pied	8000	4200	3500	19000	35500	13000
- lait	0	900	3400	300	3300	0
- productions laitières élaborées	1400	850	1300	3500	12500	1000
- autres	1000	0	1500	800	0	1200
B. Production totale agricole	131100	122500	166200	173000	168000	161100

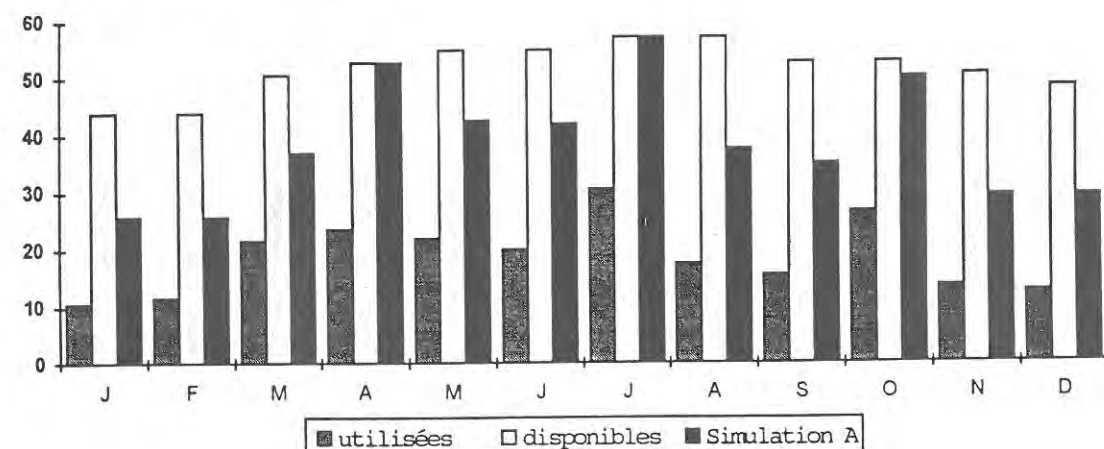
Sources : nos enquêtes

1. Calculé des données de nos enquêtes.
2. En fait jours de travail restant en disposition de l'agriculture que ce soit ces jours sont utilisés de l'agriculture ou pas.

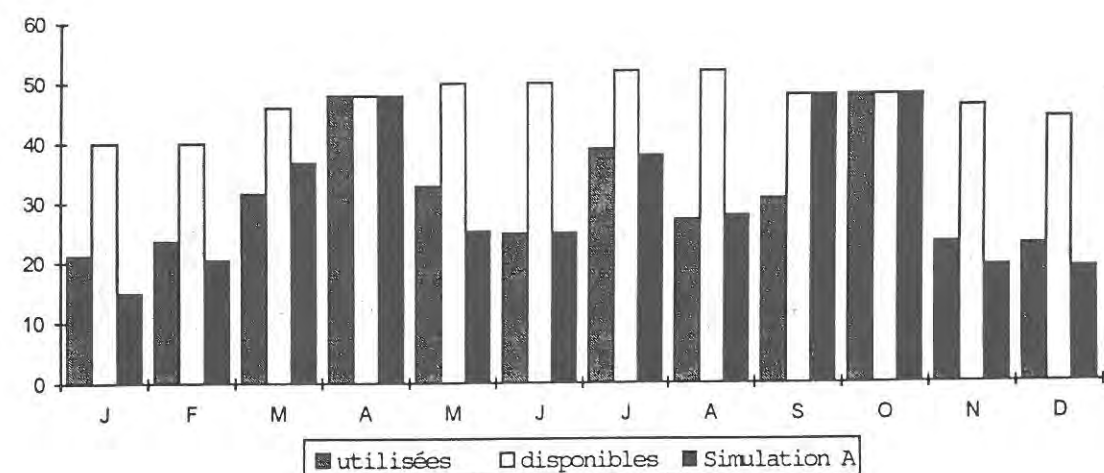
Annexe III

Optimisation de la taille et autoexploitation du travail familial

A.-Dans la sous-zone de plaine



B.-Dans la sous-zone de montagne



Annexe IV

Table des tableaux et figures

Pages

Tableau 1 - Les sous-zones agro-géographiques.	22
Tableau 2 - Des résultats de coopératives. (moyenne sur quatre ans : 1985-1989).	23
Tableau 3 - Dimensions de la famille paysanne.	25
Tableau 4 - Structure des familles paysannes et nature du travail des actifs.	26
Tableau 5 - Présentation typologique des exploitations dans deux zones agro-géographiques et leurs revenus.	28
Tableau 6 - Les coefficients de corrélation du revenu et les éléments structurels de la famille paysanne.	29
Tableau 7 - Calculs des disponibilités du travail familial.	32
Tableau 8 - L'intensité du travail et la consommation (c/t).	37
Tableau 9 - Détermination d'assolement par l'autoconsommation (cas du blé)	39
Tableau 10 - Les coefficients de spécialisation culturelle.	39
Tableau 11 - Système de culture et disponibilités en terre et en travail.	40
Tableau 12 - L'étendue des exploitations cultivant l'oignon dans la sous-zone collinaire.	40
Tableau 13 - L'élevage dans les exploitations.	41
Tableau 14 - Destinations du produit de l'élevage.	42
Tableau 15 - Le revenu agricole et l'utilisation du capital.	43
Tableau 16 - Techniques culturales (mécanisation et utilisations des engrais)	45
Tableau 17 - Les relations des exploitations aux marchés.	46
Tableau 18 - Part des exploitations utilisant la migration comme source de revenu familial (en %).	48
Tableau 19 - Le travail hors exploitation et son rôle dans le ménage agricole.	48
Tableau 20 - Validation des résultats du modèle.	60
Tableau 21 - Résultats principaux de simulation 1 : Risque supprimé des marchés	62
Tableau 22 - Résultats de simulation 1 : Exploitation de taille optimale.	66
Tableau 23 - Résultats et incidences secondaires venus de l'optimisation de la taille des exploitations.	66
Tableau 24 - Demande et offre de terres louées.	70
Tableau 25 - Calcul des prix de terre d'après la valeur de loyer.	70
Tableau 26 - Exploitations agricoles largement commercialisées. (Sim.3)	72

Figure 1 - La dynamique du salaire moyen et du taux de change du lek.	7
Figure 2 - La dynamique de taux d'inflation. (en % trimestriel).	8
Figure 3 - Distribution des exploitations d'après leur taille. (Structure d'après SAU moyenne par exploitations en are)	25
Figure 4 - Calcul du revenu paysan.	27
Figure 5 - Utilisation des disponibilités de la main-d'oeuvre familiale par l'agriculture (jours de travail par mois).	33
Figure 6 - La production agricole en fonction du travail.	35
Figure 7 - Utilisation du travail et l'équilibre de l'activité économique	38
Figure 8 - L'intensification du capital et l'équilibre interne.	44
Figure 9 - Présentation graphique d'optimisation de la taille des exploitations.	63
Figure 10 - Valeur de loyer et surface prise en ferme (ou louée).	69
Figure 11 - Valeur de loyer et qualité des terres. (Zone de la plaine).	71

Bibliographie

- ALBANIE. Ministère de l'Agriculture; Fonds Monétaire International (FMI). Washington. - An agricultural strategy for Albania. - Tirana : Ministère de l'Agriculture, 1993
- BOUSSARD (J.M.). - Economie de l'agriculture. - Paris : Economica, 1987. - 310 p.
- BOUSSARD (J.M.). - Introduction à l'économie rurale. - Paris : Cujas, 1992. - 113 p.
- BOUSSARD (J.M.). - Programmation mathématique et théorie de la production agricole. - Paris : Cujas, 1970. - 248 p.
- BOUSSARD (J.M.). - Les modèles de comportement des unités paysannes. - Montpellier : Agropolis, 1989. - p. 263-282. - (Communication au 19ème séminaire : Producteurs et Consommateurs face aux Politiques Agricoles et Alimentaires en Afrique, Association Européenne des Economistes Agricoles (AEEA), Montpellier, 19 mai-2 juin 1989)
- BOUSSARD (J.M.), DAUDIN (J.J.). - La programmation linéaire dans les modèles de production. - Paris : Masson, 1988. - 127 p.
- BRANGEON (J.L.), JEGOUZO (G.). - Ce que sont les revenus non agricoles des ménages agricoles. - Paris : Société Française d'Economie Rurale, 1993. - (Session SFER de Printemps : les revenus agricoles, Montpellier, 13 et 14 mai 1993)
- BROSSIER (J.), PETIT (M.). - Pour une typologie des des exploitations agricoles fondée sur les projets et les situations des agriculteurs. - In : *Economie Rurale*, n° 122, 1977, pp. 31-40
- BROSSIER (J.), CHIA (E.). - Fonctionnement de l'exploitation agricole et simulation de son évolution. - Versailles : Institut National de la Recherche Agronomique, Département Systèmes Agraires et Développement, 1984. - 52 p.
- CAMPAGNE (P.), ABDEL HAKIM (T.). - Analyse des zones rurales et développement local. - In : *Cahiers de la Recherche-Développement*, n° 13, 1987, pp. 21-28
- CORSI (A.). - Pluriactivité : les critères de choix des ménages agricoles. - In : *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales*, n° 26, 1993, pp. 5-28
- DEFFONTAINES (J.P.), PETIT (M.). - Comment étudier les exploitations agricoles d'une région ? : présentation d'un ensemble méthodologique. - Versailles : Institut National de la Recherche Agronomique, Département Systèmes Agraires et Développement, 1985. - 47 p. - (Etudes et Recherches ; 4)
- DUFUMIER (M.). - Systèmes de production et développement agricole dans le "tiers-monde". - In : *Cahiers de la Recherche-Développement*, n° 6, avril 1985, pp. 31-38
- DUFUMIER (M.), TREBUIL (G.). - Repères méthodologiques pour la Recherche-Développement 'en agriculture. - In : *Cahiers de la Recherche-Développement*, n° 2, octobre 1983, pp. 35-43
- EECKHOUDT (L.), CALCOEN (F.). - Eléments de micro-économie. - Bruxelles : De Boeck, 1989. - 287 p. - (Série Prémisses)
- Fletorja zyrtare e Republikës së Shqipërisë*. - Tirana (Albanie) : n° 12 (1992), n° 1, n° 5, n° 6, n° 9, n° 10 (1993)
- Gazeta zyrtare e Republikës së Shqipërisë*. - Tirana (Albanie) : août 1991, n° 5.
- GENEREUX (J.). - Economie politique. 1. Introduction et micro-économie. - Paris : Seuil, 1990. - 361 p. - (Points Economie ; 35)

GEORGESCU (D.), ROEGEN (N.). - Théorie économique et économie politique agraire. - In : *Economie Rurale*, 1967, n° 71, pp. 51-57

GROUPE DE TRAVAIL D'ECONOMIE RURALE. Montpellier. - Système de production agricole : quelques problèmes d'évaluation. - Montpellier : Groupement d'Etude et Recherche pour le Développement de l'Agronomie Tropicale, septembre 1982

JOUBE (P.). - Le diagnostic du milieu rural : de la région à la parcelle. - Montpellier : Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes/Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, 1992. - 39 p. - (Tiré à part de l'ouvrage collectif "L'appui aux producteurs : démarches, outils, domaines de l'intervention" / CNEARC)

LABONNE (M.). - Planification régionale du secteur agricole : notions et techniques économiques. - Rome : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, 1991. - 114 p. - (Documents de Formation pour la Planification Agricole ; 26)

LABONNE (M.), LEGAGNEUX (B.). - Fonctionnement d'un modèle de l'agriculture pluviale dans cinq pays sahéliens : le rôle comparé de la valeur d'usage et de la valeur marchande des produits agricoles. - Montpellier : Institut National de la Recherche Agronomique, 1978. - 46 p. - (Etudes et Recherches ; 35)

LAMARCHE (H.). - l'agriculture familiale. - Paris : L'Harmattan. - 606p. - (Alternatives Rurales)
Tome I : - Une réalité polymorphe. - 1992
Tome II : - Du mythe à la réalité. - 1994

LHOMEL (E.). - L'économie albanaise en 1990-1991 : la véritable mesure d'un échec. - In : *Les Courriers des Pays de l'Est*, n° 362, septembre 1991

MALASSIS (L.). - Agriculture et processus de développement : essai d'orientation pédagogique. - Paris : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, 1973. - 308 p. - (Education et Développement)

MALASSIS (L.). - Economie des exploitations agricoles : essai sur les structures et les résultats des exploitations agricoles de grande et de petite superficie. - Paris : Armand Colin, 1958. - 310 p. - (Etudes et Mémoires ; 38)

MANIE (P.). - Structure agraire et développement agricole. - Montpellier : Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, Institut Agronomique Méditerranéen, mars 1975

MARSHALL (E.). - Le concept de système d'exploitation. - Dijon : Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées, 1988. - 7 p.

OSTY (P.). - L'exploitation agricole vue comme un système. - In : *BTI. Bulletin Technique d'Information*, 1978, n° 326, pp. 43-50

POULIQUEN (A.). - La modernisation des exploitations familiales en France et en Pologne : portée et limites des analogies. - In : *Economie Rurale*, n° 156, Juillet-Août 1983, pp. 52-56

PRAURET (M.). - Privatisation albanaise. - In : *Etudes Foncières*, juin 1993

REBOUL (C.). - Mode de production et systèmes de culture et d'élevage. - In : *Economie Rurale*, n° 112, mars-avril 1976, pp. 55-65,

SEBILLOTTE (M.). - Aspects techniques de l'analyse des systèmes de production. - Montpellier : Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, Institut Agronomique Méditerranéen, 1985. - 152 p. - (Cours. U.V. 22 : Analyse des Zones Rurales et Systèmes de Production)

TCHAYANOV (A.). - L'organisation de l'économie paysanne. - Paris : Librairie du Regard, 1990. - 342 p.

TCHAYANOV (A.). - La taille optimale des exploitations agricoles. - In : *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales*, n° 21, 1991

Table des matières

	Page
Introduction.....	1
<i>Première partie</i>	
<i>Réforme économique de grande envergure</i>	
Chapitre I. La transition albanaise : de l'isolement à la réforme.....	3
I. De la "thérapie de choc".....	5
II. ...à "l'économie des marchés".....	6
III. Les composantes de la réforme.....	7
1. La libéralisation économique.....	7
2. La stabilisation économique.....	8
3. La privatisation.....	8
IV. Le choix politique et les partenaires privilégiés.....	9
1. Communauté européenne et F.M.I.....	9
2. Italie et autres états européens.....	9
Chapitre II. Réforme radicale dans l'agriculture.....	11
I. Réformes foncières.....	11
1. La loi sur la terre.....	11
2. La restitution et l'indemnisation des biens fonciers, nationalisés, aux ex-propriétaires.....	12
II. La politique agricole au cours de la transition.....	12
1. A court terme.....	12
2. A moyen terme.....	13
III. Difficultés récentes : point de départ pour notre recherche.....	13
1. Les premiers pas de la transition et leurs difficultés.....	13
2. Questions de notre travail de recherche.....	14
<i>Deuxième partie</i>	
<i>Identification des caractéristiques de l'économie paysanne albanaise</i>	
Chapitre I. Constats sur la région d'étude.....	21
1. Dévolle - terrain de notre recherche.....	21
1. Pourquoi choisir la région de Dévolle ?.....	21
2. Aspects géographiques et climatiques (1ère stratification des exploitations, typologie agrogéographique).....	21
A.-la sous zone de la plaine (Pl.).....	21
B.-la sous zone montagnarde (Mon.).....	21
C.-la sous zone collinéaire (Col.).....	21
3. L'organisation administrative.....	22
4. L'agriculture et les autres activités économiques.....	22
II. Caractérisation structurelle de l'économie paysanne dans la région.....	23
1. Structure foncière et mode de faire-valoir.....	24
2. Caractère familial et structure de la main-d'oeuvre.....	24
A.- Les personnes vivant sur l'exploitation (C).....	25
B.- Les personnes travaillant sur l'exploitation (t).....	25
III. Les revenus des exploitations paysannes dans la région de Dévolle.....	27
1. Le revenu paysan : la notion économique de notre analyse.....	27
2. Nature du revenu dans le foyer paysan. (Deuxième dimension typologique des exploitations).....	28

3. Les facteurs déterminants de revenu paysan.....	29
Chapitre II. Analyse du fonctionnement économique des exploitations paysannes.....	31
I. Rôle de la main-d'oeuvre dans l'activité économique de la famille paysanne.....	31
1. Détermination des disponibilités de travail dans l'exploitation.....	32
2. Intensité et productivité du travail agricole.....	33
A. - Nature des travaux agricoles et dimensions d'exploitation.....	34
B. - Influence d'objectifs de subsistance dans l'utilisation du travail agricole.....	35
C. - Ajustement de l'intensité du travail dans l'exploitation.....	38
II. Production agricole et utilisation des facteurs de production agricole.....	38
1. Choix du système de culture.....	38
A. - Le volume et la variété des besoins internes de la famille.....	39
B. - L'organisation sociale et les dimensions de l'unité de production.....	40
C. - Les conditions naturelles et techniques de la production.....	41
2. L'élevage et sa place dans le système de production.....	41
A. - Elevage et cultures de champs.....	42
B. - Destination des productions d'élevage.....	42
3. Utilisation des capitaux et des techniques culturelles.....	43
A. - Les motifs incitants et les facteurs qui déterminent la formation du capital d'exploitation.....	45
B. - Les techniques culturelles utilisées et le comportement de l'agriculteur vis-à-vis d'elles.....	45
III. Les exploitations et leurs relations aux marchés.....	45
1. Le degré de commercialisation des exploitations (une agriculture de subsistance).....	46
2. La subsistance agricole et l'objectif d'autosuffisance alimentaire au niveau du pays.....	47
IV. Pluriactivité du ménage agricole.....	47
1. L'agriculture à temps partiel et son importance croissante.....	47
2. Répartition et nature des activités extérieures.....	48
3. Travail hors d'exploitation, un problème ou une ressource?.....	49
Conclusion de la deuxième partie.....	49

Troisième partie

Essais de modélisations et de simulations de l'agriculture régionale dans une prospective de développement

Chapitre I. Modélisation des exploitations régionales.....	55
I. Pourquoi des modèles de programmation linéaire?.....	55
II. Construction des modèles de programmation linéaire.....	56
1. Le comportement de l'agriculteur dans notre fonction objectif.....	56
2. Les paramètres techniques.....	58
3. Les contraintes de l'activité économique paysanne.....	58
A. Les contraintes techniques.....	58
B. Les contraintes technologiques.....	59
C. Les contraintes d'autoconsommation.....	59
D. Les contraintes du risque.....	59
4. Remarques sur la récursivité des modèles et le logiciel en disposition.....	59
III. Résultats et validité de modélisation.....	59
Chapitre II. Simulations et scénarios pour un autre mode de fonctionnement agraire.....	61
I. Pour une agriculture ouverte vers des marchés au risque limité.....	61
II. Une politique de structure visant la mise en oeuvre des exploitations de dimensions optimales.....	62
1. En quoi consiste une exploitation paysanne de dimensions optimales.....	64
2. Que montrent les résultats de la simulation?.....	65

A. - La taille optimale, comme expression de la pression démographique dans la région.....	65
B. - La taille optimale et la subsistance.....	65
C. - L'intérêt pour le paysan et pour la société, d'une telle politique de structure.....	66
III. Pour un autre mode de fonctionnement du foncier.....	67
1. Le loyer de terre dans l'exploitation paysanne.....	67
A. - Rente et dîme.....	67
B. - Simulation et résultats pour le loyer.....	68
2. Quel est le prix des terres sur le marché foncier?.....	70
IV. Des exploitations de subsistance aux exploitations artisanales largement commercialisées.....	71
V. Conditions qui doivent être réunies pour une intégration rapide de l'agriculture paysanne albanaise dans l'économie de marché.(conclusions de la troisième partie).....	72
1. Quels sont les obstacles à franchir pour une mutation progressiste rapide de l'agriculture?.....	73
2. Impacts psychologiques d'un changement radical rapide.....	74
3. Erreurs ou contraintes dans cette politique agricole vague?.....	74
4. Pour une nouvelle dimension dans l'approche coopérative de l'agriculture albanaise.....	75
Conclusion générale.....	77
Annexe I.....	
1- Repères chronologiques de la réforme : (1990-1993).....	79
2- Contenu de notre enquête.....	80
Annexe II.....	
1- Pluviométrie dans la Région (1982-1991).....	83
2 - Groupement des exploitations d'après leur taille pour chaque sous-zone agrogéographique.....	84
3 - Les revenus et les éléments structurels des exploitations.....	85
4 - Calculs des disponibilités de main-d'oeuvre familiale et de son degré d'autoexploitation par l'agriculture.....	85
5 - L'étendue de l'élevage dans les exploitations.....	86
6 - Les dépenses d'exploitation et leur constitution.....	86
7 - Commercialisation de la production agricole.....	87
Annexe III. - Optimisation de la taille et auto-exploitation du travail familial.....	88
Annexe IV. - Table des tableaux et figures.....	89
Bibliographie.....	91
Table des matières.....	93

CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
Série "Thèses & Master"
Numéros parus :

- 1/ Fernandez Canadas (Priscilla), 1987.- *Les importations de céréales pour l'alimentation animale en Espagne : l'impact de l'entrée dans la CEE.*- 135 p.
- 2/ Koutsou (Stavriani), 1988.- *Impact de l'émigration sur les systèmes agraires et le marché foncier (Etude comparative de deux villages de la Thrace du Nord-Est de la Grèce).*- 102 p. + ann.
- 3/ Bokias (Efthimios), 1988.- *Le marché des oléagineux en Grèce : enjeux et perspectives.*- 89 p. + ann.
- 4/ Brum (Argemiro Luis), 1988.- *L'évolution et les tendances du marché du soja. Le rôle de la CEE.*- 189 p. + ann.
- 5/ Deybe (Daniel), 1989.- *Politiques agricoles et érosion des sols en Argentine : une méthodologie pour leur analyse.*- 95 p.
- 6/ Vicien (Carmen), 1989.- *Les modèles de simulation comme outil pour la construction de fonctions de production : une application à la mesure de l'efficacité de la production agricole.*- 133 p.
- 7/ Brunschwig (Gilles), 1990.- *Systèmes d'élevage extensif d'altitude dans les Andes Centrales du Pérou.*- 368 p. (200 FF)
- 8/ Bravo (Gonzalo), 1990.- *Méthodes d'appréhension de la diversité d'exploitations agricoles (propositions pour un renouvellement de la démarche suivie à l'INTA, Argentine).*- 96 p.
- 9/ Dorado (Guillermo), 1990.- *Fonctionnement technico-économique et gestion de l'exploitation agricole dans une perspective de développement (propositions théoriques et méthodologiques pour la région pampéenne de l'Argentine).*- 82 p. + ann.
- 10/ Segre (Andrea), 1990.- *Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien.*- 207 p.
- 11/ Malorgio (Giulio), 1990.- *Etude comparée des résultats technico-économiques de la production spécialisée de viande bovine dans deux zones difficiles française et italienne.*- 112 p.
- 12/ Ait-Alhayane (Khadija), 1990.- *Les représentations du désert et de la désertification en Afrique du Nord.*- 87 p.
- 13/ Soulé (Bio Goura), 1992.- *Echanges frontaliers de produits agro-pastoraux et dynamisme du monde rural en pays Gourma (Burkina-Faso - Ghana - Togo).*- 113 p.
- 14/ Perucca (Clorinda), 1992.- *Diagnostic paysager des systèmes de production paysans de la province de Misiones-Argentine.*- 133 p.
- 15/ Farolfi (Stefano), 1992.- *Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est : le cas de la Pologne.*- 170 p.
- 16/ Ladjili (Khaled), 1992.- *Hydraulique paysanne - hydraulique étatique : économie de l'agriculture irriguée au Cap-Bon (Tunisie).*- 252 p.
- 17/ Blaskovic (Hana), 1992.- *Une analyse du système de production agricole socialisé dans la région continentale de la Croatie et les possibilités de réorganisation: tentative d'utilisation des modèles.*- 130p
- 18/ Luzietoso (Nguala), 1992.- *Les enjeux du développement agricole au Zaïre : modernisation et transformation des sociétés lignagères dans la vallée de l'Inkisi.*- 89 p.
- 19/ Hacherouf (Adelmadjid), 1993.- *Evolution historique et comparative de la consommation alimentaire dans les pays du Maghreb Central. Algérie - Maroc - Tunisie.*- 135 p.
- 20/ Temri (Leïla), 1993.- *Analyse concurrentielle d'un secteur aquacole.*- 92 p.
- 21/ Maronicolaki (Mária), 1993.- *Facteurs déterminants des performances des industries agro-alimentaires grecques en matière d'exportation.*- 131 p.
- 22/ Arfa (Lamia), 1994.- *Les exportations agro-alimentaires tunisiennes vers le marché de la CEE: évolution, compétitivité et perspectives.*- 112 p.
- 23/ Martinez Santamarta (Alvaro), 1994.- *Les innovations dans la filière huile d'olive en Espagne.*- 100 p.
- 24/ Afouda (Alix), 1994.- *Politiques nationales et échanges frontaliers de produits agro-alimentaires entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun : exemple de l'espace Garoua-Gambaru.*- 108 p.
- 25/ Trimouille (Anne), 1994.- *Les couples produit/territoire et le management de la qualité : application aux entreprises du secteur fruits et légumes frais.*- 99 p.
- 26/ Amine Khodja (Abdelhafid), 1995.- *Les déterminants de la dépendance en orge de l'élevage ovin steppique : le cas de la région de M'sila en Algérie.*- 110 p.
- 27/ Sampaio (Maria Lucia da Cunha), 1995.- *Le développement des filières traditionnelles et régionales de production agricole en zones méditerranéennes défavorisées : le cas de la filière des fromages régionaux de la Beira Baixa (Portugal).*- 101 p.
- 28/ Preda (Stefano), 1995.- *Budgets agricoles et politiques socio-structurelles : évolution des dépenses en agriculture dans la région Emilie-Romagne et analyse comparée avec la Catalogne (1980-1992).*- 219 p.
- 29/ Tlili (Mohamed), 1995.- *Essai de simulation d'impact des nouvelles mesures économiques (PASA 2) sur le secteur céréalier en Tunisie. Etude de cas : Behaya.*- 108 p.
- 30/ Bode (Ridvan), 1995.- *L'économie paysanne albanaise et la transition vers l'économie de marché (Réflexions sur la région de Dévolle).*- 95 p.

Numéros à commander au **Bureau des Publications - CIHEAM-IAMM**
3191, route de Mende - BP 5056
34033 Montpellier Cedex 1 (France)
Tél. : 67 04 60 00 - Fax : 67 54 25 27
prix : 75FF (le numéro), sauf mention contraire

L'économie paysanne albanaise et la transition vers l'économie de marché (Réflexions sur la région de Dévolle)

BODE Ridvan

Résumé : L'Albanie abandonne le système économique "socialiste" et s'engage dans une transformation radicale vers l'économie marchande. En agriculture, ce processus signifie le remplacement du système agraire coopératif et étatique par une agriculture familiale, à l'image de celle de l'Occident. L'identification de l'appartenance économique et sociale des exploitations mises en jeu par la dernière réforme foncière, ainsi que leurs difficultés et leurs possibilités actuelles de développement rapide, font l'objet de ce travail. Pour cela, nous avons fait une analyse basée sur les données statistiques et sur une enquête dans la région de Dévolle, qui nous permet de dégager les aspects structurels et fonctionnels des exploitations familiales : ce sont des exploitations paysannes de subsistance, dotées de caractéristiques spécifiques. Enfin, l'étude de ces exploitations est complétée par un travail de modélisation mathématique (programmation linéaire), par laquelle on tente d'évaluer l'aptitude qu'a cette forme d'agriculture à réagir à un changement possible de l'environnement socio-économique actuel.

Mots-clefs : Réforme économique ; Réforme foncière ; Agriculture de subsistance ; Système d'exploitation agricole ; Revenu de l'exploitation paysanne ; Revenu des ménages ; Modèles de simulation ; Programmation linéaire ; Albanie.

Abstract : Albania abandons the "socialist" economic system and becomes involved in market economics. In agriculture, this process implies the replacement of cooperative and state farming system by family farms of the occidental type. The social and economic identity of farms, concerned by the last land reform, as well the difficulties they encounter and their actual possibilities of fast development are dealt with. An analysis based on statistical data and on a survey in the region of Dévolle has allowed us to draw the structural and functional aspects of family farms, i.e. subsistence farms with specific characteristics. The study has been further completed using mathematic modeling (linear programming) to try to evaluate the capacity of reaction of this type of agriculture faced with changes likely to occur in the present socio-economic environment.

Key words : Economic reform ; Land reform ; Subsistence farming ; Farming systems ; Farm income ; Household income ; Simulation models ; Linear programming ; Albania.

ISBN : 2-85352-150-8

Prix : 75F



Centre International de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes